

GOV
DOC.



UNIVERSITY OF TORONTO



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, September 30, 1994

Ottawa, le 30 septembre 1994

Subject

Public Access to National Customs Rulings (NCRs)

In October, 1994, Revenue Canada will begin to publish the policy content of the National Customs Rulings (NCRs). This additional service is intended to further promote consistency and transparency in the interpretation of Customs legislation. The published rulings will be made available to the public using Memorandum D11-11-2.

Newly-published NCRs will also be posted on the Electronic Bulletin Board. To access the bulletin board, you need a computer, a communications software package, and a modem, set at the following specifications:

- the communications package as an ANSI terminal;
- the data bits field to 8, and the stop bit field to 1;
- parity to N, and the baud rate to 2400; and
- the telephone number to 1-800-267-5979.

On December 15, 1992, a program of nationally consistent rulings was implemented to provide clients with "up-front" written rulings setting forth how the Department will apply specific provisions of Customs legislation to imported goods. This initiative was announced in Customs Notice N-754.

NCRs are provided to clients, upon request, as an administrative service to promote voluntary compliance by facilitating self-assessment and to provide certainty for the financial implications of proposed transactions.

Objet

Accès public aux Décisions nationales des Douanes (DND)

En octobre 1994, Revenu Canada commencera à publier le contenu de la politique des Décisions nationales des Douanes (DND). Ce service supplémentaire a pour but d'encourager davantage l'uniformité et la transparence dans l'interprétation des dispositions législatives douanières. Les décisions publiées seront accessibles au public dans le Mémoire D11-11-2.

Les nouvelles DND publiées seront également inscrites au Panneau d'affichage électronique. Pour accéder au panneau d'affichage électronique, vous avez besoin d'un ordinateur, d'un progiciel de communication, d'un modem et de l'information suivante :

- le progiciel de communication doit être configuré comme un terminal ANSI;
- bits de données : 8; bit d'arrêt : 1;
- parité : N; débit en bauds : 2400;
- numéro de téléphone : 1-800-267-5979

Un programme de décisions uniformes à l'échelle nationale a été mis en œuvre le 15 décembre 1992 pour donner des décisions écrites «ouvertes» aux clients, en y indiquant de quelle façon le Ministère appliquerait des dispositions précises de la législation douanière aux marchandises importées. Cette initiative a été annoncée dans l'Avis des Douanes N-754.

Les DND sont rendues sur demande pour les clients. C'est un service administratif pour encourager le respect volontaire de la loi en facilitant l'autocotisation et pour certifier quelles sont les conséquences financières des transactions suggérées.

The published rulings constitute departmental published policies for purposes of re-assessment under paragraph 61(e) of the *Customs Act*. They must clearly address the issue in question. In instances where there is doubt as to the applicability of a particular published ruling to a specific importation, importers are advised to contact their nearest regional office for clarification.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: Valerie Luke
Telephone: 613 941-5036

Les décisions publiées constituent les politiques publiées du Ministère aux fins de la réévaluation en vertu de l'alinéa 61e) de la *Loi sur les douanes*. Elles doivent indiquer clairement la question dont il s'agit. Dans les cas où l'applicabilité d'une décision particulière publiée au sujet d'une importation précise est douteuse, on demande aux importateurs de communiquer avec le bureau régional le plus proche pour obtenir des éclaircissements.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention de Valerie Luke
Téléphone : 613 941-5036





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 5, 1994

Ottawa, le 5 octobre 1994

Subject

Objet

**Interpretation of Subsection 74(1)(c.2)
of the *Customs Act*****Interprétation du paragraphe 74(1)c.2)
de la *Loi sur les Douanes***

Subsection 74(1)(c.2) of the *Customs Act* was added by Bill C-115. This subsection replaced and updated for NAFTA purposes the former subsection 74(1)(d) of the *Customs Act* which was suspended by subsection 74(1.2) of the *Customs Act*. Subsection 74(1)(c.2) of the *Customs Act* allows the Minister to grant a refund claim for any reason other than to correct:

(a) the origin of a good imported from a NAFTA country for which a NAFTA tariff treatment is claimed;

(b) the value for duty of a good; or

(c) the classification of a good.

These three situations are handled by the redetermination process set out in subsections 57 to 66 of the *Customs Act* (except for the exception detailed in subsection 74(1)(c.1)). As an example, subsection 74(1)(c.2) of the *Customs Act* should be quoted as the authority for a refund claimed when requesting a change from one non-NAFTA tariff treatment to another non-NAFTA tariff treatment.

The Department is aware that there is an apparent difference between the present wording of the French and English version of subsection 74 (1)(c.2) of the *Customs Act*, in that the French version could be interpreted to suggest that the subsection as a whole is only applicable if the goods are imported from a NAFTA country and a preferential NAFTA tariff treatment is claimed. Having regard to the legislative history, the

Le paragraphe 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes* a été ajouté au moyen du Projet de loi C-115. Ce paragraphe a remplacé et mis à jour, aux fins de l'ALÉNA, l'ancien paragraphe 74(1)d) de la *Loi sur les douanes* qui a été suspendu par le paragraphe 74(1.2) de la *Loi sur les douanes*. Le paragraphe 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes* permet au Ministre d'accorder une demande de remboursement pour n'importe quelle raison autre que pour corriger :

a) l'origine de la marchandise importée d'un pays ALÉNA pour laquelle un traitement tarifaire de l'ALÉNA est réclamé;

b) la valeur en douane d'une marchandise; ou

c) le classement d'une marchandise.

Le processus de réexamen présenté dans les paragraphes 57 à 66 de la *Loi sur les douanes* (à l'exception exposée en détail dans le paragraphe 74(1)c.1)) aborde ces trois situations. A titre d'exemple, le paragraphe 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes* devrait être indiqué comme autorisation d'un remboursement réclamé lorsqu'on demande de changer un traitement tarifaire qui n'est pas de l'ALÉNA contre un autre traitement tarifaire qui n'est pas de l'ALÉNA.

Le Ministère est au courant du fait qu'il y a une différence évidente entre le présent libellé de la version française et de la version anglaise du paragraphe 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes*, étant donné que la version française pourrait être interprétée comme suggérant que le paragraphe en tant qu'un tout s'applique seulement si les marchandises sont importées d'un pays ALÉNA et qu'un traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA

intent and purpose of subsection 74(1)(c.2) of the *Customs Act*, and the context of the legislative framework in respect to which it forms an integral part as outlined above, the purpose of this Customs Notice is to advise that, pending an amendment to the legislation to rectify any misinterpretation that may arise, the Department considers the English version of subsection 74(1)(c.2) of the *Customs Act* to more accurately reflect the legislative intent and will accordingly interpret the provision in a manner that is consistent therewith.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: Origin Determination Directorate

Customs Trade Administration Branch

NAFTA Inquiries Officer

Telephone: 1-800-661-6121
Facsimile: 613 952-0022

est réclamé. Si l'on tient compte du contexte législatif, de l'intention et du but du paragraphe 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes*, de même que du contexte de la structure législative à l'égard de laquelle il fait partie intégrante comme susmentionné, cet Avis des Douanes vous informe, en attendant une modification à la mesure législative pour corriger tout faux sens qui peut surgir, que le Ministère considère que la version anglaise du paragraphe 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes* véhicule plus exactement l'intention législative et par conséquent, elle interprète la disposition d'une façon qui lui est compatible.

Toute question concernant le susmentionné doit être posée à :

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention du Service de la détermination de l'origine

Direction générale de l'administration des politiques commerciales des Douanes

Agent de demandes de renseignements sur l'ALÉNA

Téléphone : 1-800-661-6121
Télécopieur : 613 952-0022





N-902

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 11, 1994

Ottawa, le 11 octobre 1994

Subject Agri-PARS

Objet Agri-PARS

On April 11, 1994, Agriculture and Agri-Food Canada and Revenue Canada implemented, on a pilot basis, the line release system (Agri-PARS) for certain agricultural products. The purpose of this notice is to expand the list of categories (see Appendix attached) which can be processed as Agri-PARS at Pacific Highway. This supersedes Customs Notice N-865 dated March 31, 1994.

Le 11 avril 1994, Agriculture et Agro-alimentaire Canada et Revenu Canada ont mis en oeuvre, à titre d'essai, le système de la mainlevée de ligne (Agri-PARS) à l'intention de certains produits agricoles. Le présent avis vous fait part des nouvelles catégories qui peuvent être traitées par Agri-PARS à Pacific Highway. Cet Avis des Douanes remplace l'avis N-865 du 31 mars 1994.

The pilot project is being tested in four locations:

Pacific Highway	Pacific Region
Emerson	Central Region
North Portal	Central Region
Lacolle	Montréal Region

Le projet pilote est mis à l'essai aux quatre emplacements suivants :

Pacific Highway	Région du Pacifique
Emerson	Région du Centre
North Portal	Région du Centre
Lacolle	Région de Montréal

The hours of service are:

	Customs	Agriculture
Pacific Highway	7 days/24 hours	7:00 — 16:30
Emerson	7 days/24 hours	8:00 — 18:00
North Portal	7 days/24 hours	8:00 — 18:00
Lacolle	7 days/24 hours	8:15 — 16:30 (Mon. — Fri.)

Les heures de service sont :

	Douanes	Agriculture
Pacific Highway	7 jours / 24 heures	7 h à 16 h 30
Emerson	7 jours / 24 heures	8 h à 18 h
North Portal	7 jours / 24 heures	8 h à 18 h
Lacolle	7 jours / 24 heures	8 h 15 à 16 h 30 (du lundi au vendredi)

An evaluation is presently being carried out to determine whether Agri-PARS should be implemented on a national basis.

Une évaluation, présentement en cours, permettra de déterminer si Agri-PARS doit être mis en oeuvre à l'échelle nationale.

The procedures are essentially the same as those used for PARS (Pre-arrival Review System). For the importations of agricultural products approved under the pilot, the Importer/Broker submits the release documentation to Agriculture first. If the documentation is complete and correct, Agriculture stamps the invoice and returns the release package to the Importer/Broker. The Importer/Broker then submits the release package to Customs for processing.

Les procédures sont essentiellement les mêmes que celles utilisées pour le Système d'examen avant l'arrivée (SEA). Quant à ces importations de produits agricoles approuvés en vertu du projet d'essai, l'importateur ou le courtier remet la documentation de mainlevée à Agriculture en premier. Agriculture estampille la facture si la documentation de mainlevée est bien remplie et exacte et la retourne à l'importateur ou au courtier. Par la suite, ce dernier soumet la documentation de mainlevée aux Douanes qui en assure le traitement.

As with other PARS processes, the documentation is a facsimile or photocopy. Agriculture does not require original documentation upon first presentation of the Agri-PARS release package.

Standard Operating Procedures

A copy of the documentation (certificates, permits, licences and bar-coded invoices) is sent to the Canadian Importer/Broker prior to the arrival of the goods.

The Importer/Broker prepares and submits an Agri-PARS release package either to Agriculture's Import Primary Contact (IPC) at point of arrival or to one of Agriculture's designated off-site offices, a maximum of 72 hours and a minimum of 4 hours (two hours are required for review by Agriculture and two hours for Customs) prior to the estimated time of arrival of the shipment. The Agri-PARS package includes a **facsimile** or **photocopy** of any required certificates, permits or licences.

Agriculture ensures that all necessary documentation is complete, keeps copies of the certificates, permits or licenses and stamps the invoice(s) with an Agriculture stamp. Depending on the pilot site, Agriculture will return the Agri-PARS package to the **Importer/Broker** or give the package directly to Customs.

Customs ensures that the requirements of all Other Government Departments (OGDs), as well as Customs' own, are met.

When the shipment arrives at the point of importation, the carrier produces the original bar-coded invoice(s) plus one extra copy to Customs. A **bar-coded** cargo control number is placed at the top right hand corner of the original invoice for each shipment. Upon verification and release by Customs, both copies are date-stamped. Customs forwards the original invoice to the Importer/Broker and the other copy is returned to the carrier.

The original certificates, permits or licenses are collected by Customs on behalf of Agriculture.

Tout comme pour les autres processus SEA, un fac-similé ou une photocopie constitue la documentation. Agriculture n'exige pas les documents originaux à la première présentation de la documentation de mainlevée Agri-PARS.

Procédures normales d'exploitation

Un exemplaire de la documentation (certificats, permis, agréments et factures à code à barres) est expédié à l'importateur ou au courtier canadien avant l'arrivée des marchandises.

L'importateur ou le courtier prépare et soumet la documentation de mainlevée Agri-PARS au contact primaire à l'importation (CPI) d'Agriculture au point d'arrivée, ou à Agriculture à l'un de ses bureaux désignés à l'extérieur, un maximum de 72 heures et un minimum de quatre heures avant l'heure prévue d'arrivée de l'expédition (deux heures pour Agriculture et deux heures pour Douanes). La documentation Agri-PARS comprend un **fac-similé** ou une **photocopie** de tous certificats, permis ou agréments requis.

Agriculture veille à ce que tous les documents nécessaires soient remplis et conformes, conserve les exemplaires de certificats, de permis ou d'agréments et estampille la facture. Selon l'emplacement d'essai, Agriculture retourne la documentation Agri-PARS à l'**importateur** ou au **courtier** ou la remet directement aux Douanes.

Les Douanes veillent à ce que les exigences de tous les autres ministères de l'État (AMÉ), de même que celles des Douanes, soient respectées.

Lorsque l'expédition arrive au point d'importation, le transporteur produit la facture à codes à barres originale en plus d'un exemplaire pour les Douanes. Un numéro de contrôle du fret à **code à barres** est apposé au côté droit supérieur de la facture originale pour chaque expédition. À la suite d'une vérification et de la mainlevée accordée par les Douanes, les deux copies sont estampillées à la date du jour. Les Douanes acheminent la facture originale à l'importateur ou au courtier et l'autre exemplaire au transporteur.

Les Douanes perçoivent les certificats, les permis ou les agréments originaux pour Agriculture.

Customs Notice No. 902

3

Avis des Douanes n° 902

For further information regarding the above,
please contact:

Si vous avez besoin de plus amples renseignements
sur ce qui précède, veuillez communiquer avec :

Norina Prud'homme 613 954-6841
Gail MacFarlane 613 954-6852
Carol Ann Currie 613 952-8505

Norina Prud'homme 613 954-6841
Gail MacFarlane 613 954-6852
Carol Ann Currie 613 952-8505

Customs contacts in the pilot regions:

Personnes-ressources des Douanes dans les régions
pilotes :

Judy Scott Pacific Region 604 666-8634
Al Francis Central Region 204 983-0054
Ginette Barker/ Montréal Region 514 283-2940
Johanne Russell

Judy Scott Région du Pacifique 604 666-8634
Al Francis Région du Centre 204 983-0054
Ginette Barker/ Région de Montréal 514 283-2940
Johanne Russel

Agriculture contacts in the pilot regions:

Personnes-ressources d'Agriculture dans les régions
pilotes :

Andrew Campbell Pacific Region 604 666-6513
W. (Bill) Morse Central Region 204 983-4744
André Lambert/ Montréal Region 514 283-8888
Michel LaBrosse

Andrew Campbell Région du Pacifique 604 666-6513
W. (Bill) Morse Région du Centre 204 983-4744
André Lambert/ Région de Montréal 514 283-8888
Michel LaBrosse





APPENDIX / ANNEXE

APPENDIX (Amended)**LIST OF CATEGORIES AND SCOPE**

CATEGORIES	SCOPE	*MAX/TIME
Live animals	Animals for slaughter from U.S.A.	N/A
Meat and meat products (including poultry)	All but those from U.S.A.	72 hours
Dairy products	All	72 hours
Eggs and processed egg products	All	24 hours
**Fresh fruits and vegetables	All	72 hours
**Processed fruits and vegetables, honey and maple products	All	72 hours
Grains, seeds and nuts for human consumption	All	72 hours
Seeds for propagation	All	72 hours
**Animal feed	All	72 hours
Plants and plant products (including forestry products)	All	72 hours
**Fertilizers, soils and growing media	All	72 hours
**Pest control products	All	72 hours
Biologics (plant and animal)	All	72 hours
Other — products of animal origin not specified elsewhere	From U.S.A. only	72 hours

* Once entered into the Customs Commercial System, the Agri-PARS release decision will remain in effect for this limited period of time.

** Pacific Highway will process only these categories under Agri-PARS.

ANNEXE (Modifiée)

LISTE DES CATÉGORIES ET LIMITES DÉSIGNÉES

CATÉGORIES	LIMITES	*PÉRIODE MAXIMALE
Animaux vivants	Animaux pour abattage, des É.-U.	s.o.
Viandes et produits de viandes (incluant la volaille)	Tous, sauf ceux des É.-U.	72 h
Produits laitiers	Tous	72 h
Oeufs et produits d'oeufs	Tous	24 h
**Fruits et légumes frais	Tous	72 h
**Fruits et légumes transformés, miel et sirop d'érable	Tous	72 h
Grains, semences et noix pour consommation humaine	Tous	72 h
Semences pour propagation	Tous	72 h
**Nourriture pour animaux	Tous	72 h
Plantes et produits des plantes	Tous	72 h
**Engrais, sols et substrats de croissance	Tous	72 h
**Pesticides	Tous	72 h
Produits biologiques (végétaux et animaux)	Tous	72 h
Produits d'origine animale non spécifiés ailleurs	Des É.-U. seulement	72 h

* Une fois entrée dans le système automatisé, la recommandation de mainlevée Agri-PARS demeurera valide pour cette période de temps.

** En vertu du système Agri-PARS, le projet pilot à Pacific Highway ne traitera que ces catégories.



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 14, 1994

Ottawa, le 14 octobre 1994

Subject

Certain Carbon Steel Welded Pipe

Objet

Certains tubes soudés en acier au carbone

This is to advise that the Department has concluded a reinvestigation of normal values and export prices on October 6, 1994, of certain carbon steel welded pipe, originating in or exported from Argentina, Brazil, India, the Republic of Korea, Romania, Taiwan, Thailand and Venezuela. This review was initiated on June 8, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act*.

This review was part of the Department's enforcement of three separate injury findings. The first finding was made by the Anti-dumping Tribunal, now the Canadian International Trade Tribunal (CITT) on June 28, 1983, and subsequently continued without amendment on June 5, 1990, with respect to the Republic of Korea. The second finding was made by the CITT on July 26, 1991, with respect to Argentina, India, Romania, Taiwan, Thailand, and Venezuela. A third finding was made by the CITT on January 23, 1992, with respect to Brazil.

The subject goods are normally imported to Canada under one of the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

7306.30.00.14
7306.30.00.19
7306.30.00.24
7306.30.00.29

Par le présent avis nous vous avisons que, le 6 octobre 1994, le Ministère a terminé la nouvelle enquête visant les valeurs normales et les prix à l'exportation de certains tubes soudés en acier au carbone, originaires ou exportés de l'Argentine, du Brésil, de l'Inde, de la République de Corée, de la Roumanie, de Taïwan, de la Thaïlande et du Venezuela. Cette nouvelle enquête a été commencée le 8 juin 1994 conformément à la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Cette nouvelle enquête faisait partie de l'exécution par le Ministère de trois conclusions de préjudice distinctes. La première conclusion a été rendue le 28 juin 1983 par le Tribunal antidumping, maintenant le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE), et a continué d'être appliquée sans modifications le 5 juin 1990 à l'égard de la République de Corée. La deuxième conclusion a été rendue le 26 juillet 1991 par le TCCE à l'égard de l'Argentine, de l'Inde, de la Roumanie, de Taïwan, de la Thaïlande et du Venezuela. La troisième conclusion a été rendue le 23 janvier 1992 par le TCCE à l'égard du Brésil.

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada en utilisant un des numéros suivants (à dix chiffres) du Système harmonisé :

7306.30.00.14
7306.30.00.19
7306.30.00.24
7306.30.00.29

One Korean exporter, Pusan Steel Pipe, and one exporter from Taiwan, Yieh Hsing, provided sufficient information within the required timeframes to allow the determination of specific normal values. However, these normal values are based on market conditions that existed in the first four months of 1994. The Department is aware that since then, there has been a substantial increase in the major cost component of pipe, steel coil. Because of this cost increase, the normal values based on the first four months of 1994 do not reflect current market conditions.

These two exporters have been cautioned that normal values should reflect current market conditions. Should it be determined that the exporters did not reflect current market conditions in their sales to Canada, importers could be liable for the retroactive assessment of anti-dumping duties. For imports of subject goods from Pusan Steel Pipe or Yieh Hsing, importers should contact the exporter to determine whether they will have a liability for anti-dumping duties.

All other exporters have not provided the necessary information to the Department. Accordingly, for all exporters except Yieh Hsing and Pusan Steel Pipe, normal values will be determined by Ministerial Specification based on the highest margin of dumping found at the final determination for the respective cases. The applicable anti-dumping duty liability will be the export price advanced by the following margins: for Korean exporters, 19%; for exporters from Argentina, India, Romania, Taiwan, Thailand and Venezuela, 86.9%; and for Brazilian exporters, 103.9%.

Importers are reminded that it is their responsibility to calculate and declare their anti-dumping duty liability. If importers are using the services of a customs broker to clear importations, the broker firm should be advised that the goods are subject to anti-dumping actions and provided with the information necessary to clear the shipments.

Un exportateur coréen, Pusan Steel Pipe, et un exportateur de Taïwan, Yieh Hsing, ont fourni suffisamment d'information dans les délais prescrits permettant de déterminer des valeurs normales spécifiques. Par contre, ces valeurs normales sont basées sur la situation du marché des quatre premiers mois de 1994. Le Ministère n'ignore pas que le coût des tôles d'acier en bobines, l'élément principal des tubes, a subi une hausse considérable depuis ce temps. C'est alors que les valeurs normales déterminées selon les quatre premiers mois de 1994 ne reflètent pas la situation actuelle du marché.

Les deux exportateurs ont été avisés que les valeurs normales doivent refléter la situation actuelle du marché. Si on détermine que les exportateurs n'ont pas reflété la situation actuelle du marché dans leurs ventes au Canada, il se peut que les importateurs soient assujettis à une imposition de droits antidumping rétroactive. Pour les importations des marchandises en cause effectuées par Pusan Steel Pipe ou Yieh Hsing, les importateurs doivent communiquer avec l'exportateur pour déterminer s'ils seront assujettis à des droits antidumping.

Tous les autres exportateurs n'ont pas fourni les renseignements nécessaires au Ministère. En conséquence, pour tous les exportateurs sauf Yieh Hsing et Pusan Steel Pipe, les valeurs normales seront déterminées par prescription ministérielle à partir de la marge de dumping la plus élevée constatée au moment de la décision définitive pour les cas respectifs. Les droits antidumping applicables correspondront au prix à l'exportation majoré des marges suivantes : 19 % pour les exportateurs de Corée; 86,9 % pour les exportateurs d'Argentine, de l'Inde, de la Roumanie, de Taïwan, de la Thaïlande et du Venezuela; et 103,9 % pour les exportateurs du Brésil.

Nous rappelons aux importateurs qu'il leur incombe de calculer et de déclarer les droits antidumping auxquels ils sont assujettis. Si les importateurs ont recours aux services d'un courtier en douane, ce dernier doit être avisé que les marchandises sont assujetties à des mesures antidumping et les renseignements nécessaires au dédouanement desdites marchandises doivent leur être fournis.

Should the importer disagree with the determination made on any importation of goods, a request for re-determination may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa, Ontario, K1A 0L5. Such a request must be received within 90 days from the making of the determination, in the prescribed form and manner, and accompanied by the prescribed information as outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Import Measures Act*.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officer's Name: J. Rose
Telephone: 613 954-7407
Fax: 613 941-2612

Si l'importateur conteste la décision rendue pour une importation quelconque, il doit présenter une demande de réexamen au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa (Ontario) K1A 0L5. Cette demande doit être reçue dans les 90 jours qui suivent la date de la décision, selon les modalités prescrites, et doit être accompagnée des renseignements stipulés dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée au :

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Nom de l'agent : J. Rose
Téléphone : 613 954-7407
Télécopieur : 613 941-2612





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 12, 1994

Ottawa, le 12 octobre 1994

Subject

Exemption of Certain Cuts from Application of Surtax on Boneless Beef

This Customs Notice is to advise of an amendment (OIC 94-1655) to the *Surtax on Boneless Beef Order No. 2, 1994*, which will now exempt certain cuts of frozen boneless beef from the application of the 25% *ad valorem* surtax. Changes have also been made to the classification numbers for tariff item number 0202.30.00 (Meat of bovine animals, frozen — Boneless) to facilitate monitoring.

Application

1. Effective October 6, 1994, all of the following cuts of frozen boneless beef are exempt from the 25 % *ad valorem* surtax: eye of round, outside round, outside flat, inside round and sirloin tip.

2. This exemption is applicable only to importations on or after October 6, 1994, as well as goods released (e.g., from a bonded warehouse) on or after October 6, 1994.

3. All of the above-mentioned cuts were previously classifiable under statistical suffix 95 (Hip) of tariff item number 0202.30.00 (Meat of bovine animals, frozen — Boneless). As of October 6, 1994, the following statistical suffixes (SS) of tariff item number 0202.30.00 (Meat of bovine animals, frozen — Boneless) have been changed: SS 95: eye of round, outside round, outside flat, inside round and sirloin tip; SS 96: other, hip; SS 97: loin.

Objet

Exemption de certains morceaux de l'application de la surtaxe sur le boeuf désossé

Cet avis vous informe d'une modification (le Décret du conseil 94-1655) au *Décret n° 2 de 1994 sur la surtaxe sur le boeuf désossé*, qui exempt maintenant certains morceaux de boeuf désossé de l'application de la surtaxe *ad valorem* de 25 p. 100. On a apporté également des modifications aux numéros de classement pour le numéro tarifaire 0202.30.00 (viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées — désossées) afin d'en faciliter la surveillance.

Application

1. À compter du 6 octobre 1994, tous les morceaux suivants de boeuf désossé congelé sont exempts de la surtaxe *ad valorem* de 25 p. 100 : la noix de ronde, l'extérieur de ronde, le plat extérieur, l'intérieur de ronde et la pointe de surlonge.

2. Cette exemption s'applique seulement aux importations effectuées à compter du 6 octobre 1994, de même qu'aux marchandises dédouanées (de l'entrepôt de stockage des Douanes, par exemple) à partir du 6 octobre 1994.

3. Tous les morceaux susmentionnés étaient déjà classés en vertu du suffixe statistique 95 (cuisse) du numéro tarifaire 0202.30.00 (viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées — désossées). À compter du 6 octobre 1994, les suffixes statistiques (SS) du numéro tarifaire 0202.30.00 (viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées — désossées) suivants sont modifiés : SS 95 : la noix de ronde, l'extérieur de ronde, le plat extérieur, l'intérieur de ronde et la pointe de surlonge; SS 96 : autres, cuisse; SS 97 : longe.

4. To claim an exemption of surtax for the following cuts: eye of round, outside round, outside flat, inside round and sirloin tip, classified under classification number 0202.30.00.95, the Special Authority Field (i.e., field 26 of the form B 3, and starting with position 51 in the KI30 CADEX record) is coded 94-1655.

5. Please refer to Customs Notice N-845 for additional information about documentation of entries and the *Surtax on Boneless Beef Order No. 2, 1994*. All other provisions remain in effect, including the specific duty of 4.41 cents per kilogram.

6. The following may be subject to verification as well as penalties and interest, where applicable:

(a) frozen boneless beef classified under the new classification number 0202.30.00.95, other than the following cuts: eye of round, outside round, outside flat, inside round and sirloin tip, claiming benefit of special authority 94-1655.

(b) frozen boneless beef classified under classification numbers 0202.30.00.20, 0202.30.00.30, 0202.30.00.40, 0202.30.00.91, 0202.30.00.92, 0202.30.00.93, 0202.30.00.94, 0202.30.00.96, 0202.30.00.97, 0202.30.00.99, claiming benefit of special authority 94-1655 as being one of the following cuts: eye of round, outside round, outside flat, inside round and sirloin tip.

7. Further information may be obtained from Tom Grace at 613 954-6893.

4. Pour obtenir une exemption de la surtaxe pour les morceaux suivants de boeuf désossé congelé, c'est-à-dire : la noix de ronde, l'extérieur de ronde, le plat extérieur, l'intérieur de ronde et la pointe de surlonge, classés dans le numéro de classement 0202.30.00.95, la zone d'autorisation spéciale [zone 26 de la formule B 3 et à partir de la position 51 sur l'enregistrement KI30 du Système automatisé d'échange de données des Douanes (SAED)] est codée 94-1655.

5. Pour d'autres renseignements sur la documentation et le *Décret n° 2 de 1994 sur la surtaxe sur le boeuf désossé*, veuillez consulter l'Avis des douanes N-845. Toutes les autres dispositions restent en vigueur, y compris le droit spécifique de 4,41 cents le kilogramme.

6. Ce qui suit peut être sous réserve de vérification de même que de pénalités et d'intérêts, s'il y a lieu :

a) le boeuf désossé congelé classé en vertu du nouveau numéro de classement 0202.30.00.95, à l'exception des morceaux suivants : la noix de ronde, l'extérieur de ronde, le plat extérieur, l'intérieur de ronde et la pointe de surlonge, demandant les avantages de l'autorisation spéciale 94-1655.

b) le boeuf désossé congelé classé en vertu des numéros de classement 0202.30.00.20, 0202.30.00.30, 0202.30.00.40, 0202.30.00.91, 0202.30.00.92, 0202.30.00.93, 0202.30.00.94, 0202.30.00.96, 0202.30.00.97, 0202.30.00.99, demandant les avantages de l'autorisation spéciale 94-1655 comme étant un des morceaux suivants : la noix de ronde, l'extérieur de ronde, le plat extérieur, l'intérieur de ronde et la pointe de surlonge.

7. Pour de plus amples renseignements à cet égard, veuillez communiquer avec Tom Grace en composant le 613 954-6893.





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 17, 1994

Ottawa, le 17 octobre 1994

Subject

Flat Wooden Toothpicks

Objet

Cure-dents plats en bois



This is to advise that on October 11, 1994, the Department completed a review of normal values and export prices of flat wooden toothpicks originating in or exported from the United States of America.

This review, initiated on July 13, 1994, was conducted pursuant to the *Special Import Measures Act* as part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal (CITT) finding of March 13, 1992, and was required so that the normal values and export prices of the goods could be determined on the basis of current information.

The subject goods are normally imported to Canada under the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

4421.90.90.30
4421.90.90.99

The new normal values and export prices determined as a result of this investigation were effective on October 11, 1994, and will be used for the purpose of appraising entries of the subject goods released on and after this date.

Importers are cautioned that the new normal values may be higher than those previously in effect. Therefore, to ascertain their liability for anti-dumping duty, importers should contact the exporter to obtain the applicable normal values. For further information on this matter, please refer to Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Values and Export Price Established under the Special Import Measures Act to Importers*.

Cet avis vous informe que le Ministère a terminé le 11 octobre 1994, une nouvelle enquête sur les valeurs normales et les prix à l'exportation des cure-dents plats en bois, originaires ou exportés des États-Unis d'Amérique.

Cette nouvelle enquête, commencée le 13 juillet 1994, a été menée en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* et fait partie de l'exécution par le Ministère de la décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) le 13 mars 1992. Elle s'était avérée nécessaire pour que les valeurs normales et les prix à l'exportation des marchandises puissent être déterminés à partir des renseignements existants.

Ces marchandises sont normalement importées au Canada en utilisant les numéros de classification à dix chiffres du Système harmonisé suivants :

4421.90.90.30
4421.90.90.99

Les nouvelles valeurs normales et les nouveaux prix à l'exportation déterminés suite à cette enquête, sont entrés en vigueur le 11 octobre 1994 et serviront à évaluer les déclarations pour les marchandises en cause dédouanées à compter de cette date.

Les importateurs sont priés de noter que les nouvelles valeurs normales pourraient être plus élevées que celles qui sont actuellement en vigueur. En conséquence, il est recommandé aux importateurs de communiquer avec les exportateurs pour obtenir les valeurs normales applicables qui leur permettront de déterminer les droits antidumping à payer. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez consulter le Mémoire D14-1-2, *Divulgaration aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

If importers do not agree with the Department's determinations, requests for redetermination may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa, Ontario, K1A 0L5. These requests must be filed in the form and manner outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Import Measures Act*, and received within 90 days from the date of determination.

Si les importateurs contestent les décisions du Ministère, ils peuvent présenter une demande de révision au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa (Ontario) K1A 0L5. Ces demandes doivent être présentées selon les modalités et la forme réglementaires énoncées dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*, et doivent être reçues dans les 90 jours suivant la date de la décision.

Any questions concerning the above should be directed to:

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing
Division

À l'attention de la Division des droits antidumping
et compensateurs

Officers: D. Edwards or R.D. Cousineau
Telephone: 613 952-1061 or 613 954-7243
Facsimile: 613 941-2612

Agents : D. Edwards ou R.D. Cousineau
Téléphone : 613 952-1061 ou 613 954-7243
Télécopieur : 613 941-2612





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 14, 1994

Ottawa, le 14 octobre 1994

Subject

Certain Solder Joint Pipe Fittings Originating in or Exported from the United States of America

This is to advise that a reinvestigation, pursuant to the *Special Import Measures Act*, has been initiated on October 6, 1994.

The reinvestigation is part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's finding of past, present and future injury, issued on October 18, 1993, respecting certain solder joint pressure pipe fittings and solder joint drainage, waste and vent pipe fittings, made of cast copper alloy, wrought copper alloy or wrought copper, originating in or exported from the United States of America and produced by or on behalf of Elkhart Products Corporation, Elkhart, Indiana, Nibco Inc., Elkhart, Indiana and Mueller Industries, Inc., Wichita, Kansas, their successors and assigns. The finding provided for a number of exclusions, a complete list of which can be obtained by contacting one of the officers listed below.

The subject goods are normally imported into Canada under one of the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

7412.10.00.11
7412.10.00.19
7412.10.00.20
7412.10.00.90
7412.20.00.11
7412.20.00.12
7412.20.00.19
7412.20.00.20
7412.20.00.90

Objet

Certains raccords de tuyauterie à souder originaires ou exportés des États-Unis d'Amérique

Par la présente nous vous informons qu'une nouvelle enquête a été ouverte le 6 octobre 1994 en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

La nouvelle enquête découle de la mise en vigueur par le Ministère de la décision de préjudice passé, présent et futur, rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur le 18 octobre 1993, au sujet de certains raccords de tuyauterie à souder, de types à pression et à drainage, renvoi et évent, faits en alliages de cuivre coulé, en alliages de cuivre ouvré ou en cuivre ouvré, d'un diamètre maximal de six pouces et l'équivalent métrique, utilisés dans le chauffage, la plomberie, la climatisation et la réfrigération, originaires ou exportés des États-Unis d'Amérique et produits par les sociétés Elkhart Products Corporation, Elkhart (Indiana), Nibco Inc., Elkhart (Indiana) et Mueller Industries Inc., Wichita (Kansas), leurs successeurs et ayants droit, ou en leur nom. La décision comporte certaines exclusions dont une liste complète est disponible auprès des agents identifiés ci-après.

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada sous l'un des numéros tarifaires à dix chiffres du Système harmonisé suivants :

7412.10.00.11
7412.10.00.19
7412.10.00.20
7412.10.00.90
7412.20.00.11
7412.20.00.12
7412.20.00.19
7412.20.00.20
7412.20.00.90

The new normal values and export prices will be effective for the subject goods released from Customs on or after December 30, 1994, or the date of the ruling letter to the exporter, whichever occurs first.

Importers are cautioned that new normal values, when issued, may be higher than those currently in effect. If the corresponding export prices have not risen by an equivalent amount, the result will be a greater margin of dumping than under current conditions. In short, importers should bear in mind the possibility of additional assessments of anti-dumping duty once the results of the reinvestigation have been issued.

In addition, when there are changes to domestic prices, market conditions and/or costs associated with production and sales, the onus is on the concerned parties to advise the Department. When substantial changes occur and the Department has not been advised in writing and in a timely manner, or the required information to adjust the values is not provided, retroactive assessments will be applied where such action is warranted in the opinion of the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division.

Notice of the completion of this reinvestigation will be published in a Customs Notice.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officers' names and telephone numbers:

L. Nadon: 613 954-7383
M. Hollins: 613 954-7374
D. Lawson: 613 954-7382
Fax: 613 954-2510

Les valeurs normales et les prix à l'exportation révisés s'appliqueront à toutes les marchandises en cause dédouanées à compter soit du 30 décembre 1994 ou de la date de notification de la décision à l'exportateur, selon la première éventualité.

Les importateurs sont priés de noter que ces nouvelles valeurs normales pourraient être plus élevées que les valeurs courantes. Si les prix à l'exportation correspondants n'ont pas été ajustés en conséquence, une marge de dumping plus élevée que sous les conditions actuelles pourraient en résulter. Les importateurs devraient donc retenir qu'il est possible que leur cotisation augmente après la publication des résultats de la nouvelle enquête.

De plus, lorsque les prix nationaux, les conditions de marché ou les coûts associés à la production et aux ventes sont modifiés, il incombe aux parties intéressées d'en aviser le Ministère. Si des changements importants se produisent et que le Ministère n'en est pas avisé par écrit en temps voulu, ou si les renseignements requis pour apporter les rajustements nécessaires aux valeurs ne sont pas fournis, des cotisations rétroactives peuvent être établies si le directeur général de la division des droits antidumping et compensateurs estime qu'une telle mesure est justifiée.

Un avis des Douanes fera part de la conclusion de cette révision des valeurs normales et des prix à l'exportation.

Toute question doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Nom et numéro de téléphone des agents :

L. Nadon : 613 954-7383
M. Hollins : 613 954-7374
D. Lawson : 613 954-7382
Télécopieur : 613 954-2510





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 21, 1994

Ottawa, le 21 octobre 1994

Subject

Objet

Customs Sufferance Warehouses

Entrepôts d'attente des Douanes

This is to advise that, effective October 17, 1994, the Department has removed the moratorium on the licensing of Type CW, Customs sufferance warehouses off-airport property.

Le 17 octobre 1994, le Ministère a aboli le moratoire en vigueur pour l'octroi d'agréments aux Entrepôts d'attente des Douanes, de catégorie CW, en dehors des limites de l'aéroport.

Type CW

Type CW

A warehouse operated by a third party for the deconsolidation and storage of import shipments before accounting and for the consolidation of shipments prior to their transfer to destination.

Un entrepôt exploité par un tiers pour le dégroupement et l'entreposage d'envois importés avant la présentation de la déclaration en détail et pour le regroupement d'envois avant leur transfert à destination.

The licensing of Type CW, Customs sufferance warehouses off-airport property, is subject to the following conditions:

L'octroi d'agréments aux Entrepôts d'attente des Douanes, de catégorie CW, en dehors des limites de l'aéroport, est assujéti aux modalités suivantes :

(a) each region will decide if there is any need to place geographical restrictions on the location of off-airport warehouses;

a) chaque région doit déterminer si le besoin existe d'imposer des restrictions géographiques sur l'emplacement des entrepôts à l'extérieur des limites de l'aéroport;

(b) import shipments must be handled through a primary air sufferance warehouse of the applicant's choice prior to being moved to off-airport property;

b) les envois importés doivent être traités à un entrepôt d'attente aérien primaire au choix du requérant, avant d'être transportés en dehors des limites de l'aéroport;

(c) housebills must be presented and Customs authorization received, prior to shipments being moved to off-airport property;

c) des papiers creux doivent être présentés et il faut avoir reçu l'approbation des Douanes avant de transporter les envois en dehors des limites de l'aéroport;

(d) where Customs is unable to provide service directly to these warehouses, operators will be required to make arrangements, subject to Customs approval, with an existing sufferance warehouse for the handling of goods requiring Customs examination;

d) lorsque les Douanes ne peuvent fournir un service direct à ces entrepôts, les exploitants d'entrepôt devront entreprendre des démarches, assujéties à l'approbation des Douanes, avec un entrepôt d'attente qui manipule les marchandises nécessitant un examen de la part des Douanes;

(e) each region will decide where release documents will be handled by Customs;

e) chaque région doit décider de l'endroit où seront traités les documents de mainlevée par les Douanes;

(f) warehouse operators must sign a letter of undertaking that they are prepared to pay costs should the cost-recovery program be reinstated and Customs service offered directly at their warehouses.

f) les exploitants d'entrepôt doivent signer une lettre d'engagement à l'effet qu'ils sont prêts à payer les coûts, advenant la réinstauration du programme de recouvrement des coûts et l'offre d'un service douanier direct à leurs entrepôts.

Customs sufferance warehouses operated by or on behalf of airlines are still restricted to an on-airport location because of operational requirements.

L'emplacement des entrepôts d'attente des Douanes exploités par les lignes aériennes ou en leur nom, est toujours restreint à l'intérieur des limites de l'aéroport par suite des exigences opérationnelles.

Please direct any questions concerning this Customs Notice either to the Regional Customs Office closest to where the warehouse will be located or to:

Veuillez adresser vos demandes de renseignements supplémentaires à propos du présent Avis des Douanes, soit au Bureau de douane régional le plus proche de là où sera situé l'entrepôt soit à :

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

Attention: Warehouse Licensing, Transportation Division

À l'attention de l'Agrément des exploitants d'entrepôt de la Division des transports

Telephone: 613 954-7193

Téléphone : 613 954-7193

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 21, 1994

Ottawa, le 21 octobre 1994

Subject

Certificate of Origin Guidelines

The following guidelines are intended to provide clarification on completion of the NAFTA Certificate of Origin and to augment the information already contained in Memorandum D11-4-14, *Certification of Origin*. These guidelines will be incorporated into the Memorandum upon its revision.

Cases in which the producer completes the Certificate but does not export the goods

When the exporter is not the producer of the exported goods, the exporter signs the Certificate of Origin on the basis of one of three criteria, notably a fully completed and signed Certificate of Origin provided voluntarily by the producer to the exporter.

The guidelines for the producer completing a Certificate of Origin for the exporter differ slightly from the guidelines printed on the Certificate of Origin since the producer will not export the goods himself and does not know the ultimate importer or in some cases even the country in which the goods will be exported.

Field 1

The producer may complete this field with the name of the person to whom he sells his goods or leave it blank the same way that an exporter has the option to identify or not to identify the importer. The producer has the same obligations as the exporter and therefore should maintain an accurate record of the persons to whom the Certificate is given.

Objet

Lignes directrices concernant le certificat d'origine

Les présentes lignes directrices visent à fournir des précisions sur la façon de remplir le certificat d'origine (ALÉNA) et complètent les renseignements donnés dans le Mémoire D11-4-14, *Certificat d'origine*. Elles seront intégrées à ce mémoire lorsqu'il sera révisé.

Situation où le producteur remplit le certificat mais n'exporte pas les marchandises

Lorsque l'exportateur n'est pas le producteur des marchandises exportées, il peut signer le certificat d'origine s'il répond à l'un des trois critères prévus à cette fin, notamment si un certificat d'origine dûment rempli et signé lui a été volontairement fourni par le producteur.

Les instructions que doit suivre le producteur qui remplit un certificat d'origine pour le compte de l'exportateur sont légèrement différentes de celles qui sont imprimées sur le certificat d'origine, ce qui s'explique du fait qu'il n'exporte pas les marchandises et n'en connaît pas l'importateur ultime, ni même, dans certains cas, le pays auquel elles seront exportées.

Zone 1

Le producteur peut remplir cette zone en y indiquant le nom de la personne à laquelle il vend les marchandises ou la laisser en blanc, tout comme l'exportateur est libre d'y indiquer le nom de l'importateur. L'importateur a les mêmes obligations que l'exportateur et doit donc tenir un registre exact des personnes à qui le certificat est remis.



Field 3

The producer completes this field with his own name and all relevant information. If the person completing the Certificate is a supplier of goods but not the producer, the supplier's name will be entered in this field.

Field 4

This field should be completed with the importer's name and address. If the importer is not known, enter "unknown" in this field.

Field 5

If the producer or supplier is completing a Certificate for a single shipment, the invoice number (or other unique reference number) of the transaction between the producer and person to whom the goods are sold should be included along with a full description of each good.

Field 8

The producer will complete this field with YES. A distributor or other supplier who does not produce goods will complete it with NO followed by the appropriate criterion.

Field 10

In some cases, the response placed in this field may differ depending on the country of import. For example, if a jointly produced good made in the US is exported to Canada, the country of origin may be JNT but if the good is exported to Mexico it might be US. If this occurs the producer may either complete two Certificates, each destined for a NAFTA country or the producer can identify, for example, in Field 10 "JNT if exported to Canada and US if exported to Mexico".

Field 11

The producer or supplier completes this field with all applicable information.

Zone 3

Le producteur remplit cette zone en y indiquant son propre nom et tous les autres renseignements pertinents. Si la personne qui remplit le certificat est un fournisseur de marchandises et non pas le producteur, son nom devra figurer dans la zone 3.

Zone 4

On doit indiquer le nom et l'adresse de l'importateur dans cette zone. Si on ignore qui est l'importateur, la réponse sera «inconnu».

Zone 5

Si le certificat que remplit le producteur ou le fournisseur porte sur une seule expédition, il faut inscrire dans cette zone le numéro de la facture (ou tout autre numéro de référence unique) se rapportant à la transaction entre le producteur et l'acheteur ainsi qu'une description complète de chacun des produits vendus.

Zone 8

Le producteur inscrit OUI dans cette zone, mais si la personne qui remplit le certificat est un distributeur ou un autre fournisseur qui n'a pas produit les marchandises elle doit inscrire NON, suivi de l'indication du critère approprié.

Zone 10

La réponse devant figurer dans cette zone n'est pas toujours la même, car elle dépend du pays d'importation. Par exemple, si un produit fait en coproduction aux États-Unis est exporté au Canada, la désignation du pays d'origine serait CP, mais s'il est exporté au Mexique, la désignation appropriée serait US. Dans une telle situation, le producteur peut remplir un certificat distinct pour chacun des pays ALÉNA auxquels des marchandises sont destinées ou indiquer dans la zone 10 ou ailleurs «CP, si exporté au Canada, et US, si exporté au Mexique».

Zone 11

Le producteur ou le fournisseur remplit cette zone en y indiquant tous les renseignements appropriés.

Certificate of Origin Instructions

Field 2

Field 2, the blanket certification period, is used to indicate that the exporter certifies that the goods listed in Field 5 of the Certificate qualify as originating goods and will qualify any time they are imported into another NAFTA country within the time period set out in this field.

In some cases, an exporter may be completing a Certificate after some importations have occurred. It is possible to make a retroactive Certificate of Origin in which the beginning date in Field 2 is prior to the date the Certificate is signed (Field 11).

The blanket period may be used for any number of multiple importations of identical goods. However, the period may not exceed twelve months.

For purposes of the Certificate of Origin, importation is defined as the date the goods are released unless the goods are warehoused. In this case, it is the date the goods are warehoused. For example, if a Certificate of Origin is signed February 1, 1995 for goods being imported into Canada between January 1, 1995 and June 30, 1995, the Certificate will cover goods that are physically imported into Canada between January 1 and June 30 whether or not those goods are for warehouse. When the goods are ex-warehoused, the Certificate of Origin will apply to that importation even if the goods are ex-warehoused subsequent to June 30, 1995.

Note that the Certificate is valid for four years from the date of signature in Field 11. If the goods are not ex-warehoused until March 1, 1999, the Certificate will not be valid because of the four year time limit on the validity of the Certificate. A new Certificate would have to be obtained in this circumstance.

Instructions relatives au certificat d'origine

Zone 2

Cette zone, où se trouve indiquée la période globale visée par le certificat, est utilisée par l'exportateur pour certifier que les produits énumérés à la zone 5 sont admissibles à titre de produits originaires et devront être admis à ce titre chaque fois qu'ils seront importés dans un autre pays ALÉNA au cours de la période visée.

Il peut arriver que des marchandises aient déjà été importées au moment où l'exportateur remplit le certificat d'origine. Dans ce cas, ce dernier pourra établir un certificat d'origine rétroactif en indiquant à la zone 2 une date initiale antérieure à la date de signature du certificat (zone 11).

L'établissement d'un certificat portant sur une période globale est utile lorsque des importations multiples de marchandises identiques sont prévues, mais la période visée ne peut dépasser douze mois.

Aux fins du certificat d'origine, la date d'importation est la date à laquelle les marchandises sont libérées, à moins que celles-ci ne soient entreposées. Dans ce cas, la date de mise en entrepôt est réputée être la date d'importation. Par exemple, si un certificat d'origine est signé le 1^{er} février 1995 pour des marchandises devant être importées au Canada entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1995, il s'appliquera à toutes les marchandises qui sont physiquement importées au Canada pendant cette période, même si elles sont entreposées et ne sortent de l'entrepôt qu'après le 30 juin 1995.

Veuillez noter que le certificat demeure valide pendant quatre ans après la date de signature figurant à la zone 11. Si les marchandises sont toujours en entrepôt à l'expiration de ce délai de quatre ans, c'est-à-dire le 1^{er} mars 1999, il faudra alors obtenir un nouveau certificat.

Field 7

Zone 7

Use of *de minimis* provisionApplication de la règle *de minimis*

When goods qualify as originating with the use of the *de minimis* provision, the exporter should indicate the preference criterion by which the goods would have qualified had the non-originating materials made the applicable tariff change.

Lorsque des marchandises sont déclarées admissibles à titre de produits originaires en vertu de la règle *de minimis*, l'exportateur doit indiquer le critère de préférence en vertu duquel elles auraient été admissibles si les matières non originaires avaient subi le changement de classement tarifaire applicable.

If a good is almost entirely wholly originating and less than 7% of the materials are not originating, preference criterion B should be indicated. Whenever goods contain non-originating materials, preference criterion A does not apply. Instead, the exporter must look at the next rule of origin and examine the specific rule of origin applicable to the goods. If the non-originating materials do not meet the required tariff classification but constitute less than 7% of the value, then the goods qualify as originating under preference criterion B.

Si un produit est presque entièrement originaire mais la proportion des matières non originaires entrant dans la composition du produit est inférieure à 7 %, c'est le critère de préférence B qui doit être indiqué. Comme le critère de préférence A ne s'applique pas aux marchandises qui contiennent des matières non originaires, l'exportateur de telles marchandises doit passer à l'étape suivante et déterminer quelle est la règle d'origine spécifique qui s'y applique. Si les matières non originaires n'entrent pas dans le classement tarifaire requis, mais représentent moins de 7 % de la valeur du produit, les marchandises sont alors admissibles à titre de produits originaires en vertu du critère de préférence B.

The *de minimis* provision does not apply in the same way to all goods (e.g., for goods of heading 24.02, the percentage is 9% and for goods of Chapters 50-63, the percentage is calculated differently) and may not be used at all for certain goods (e.g., some agricultural products). The list of exceptions is found in Article 405 of NAFTA.

La règle *de minimis* n'est pas la même pour toutes les marchandises (p. ex. pour les produits de la position 24.02, le pourcentage est de 9 %, et pour les produits des chapitres 50 à 63, il est calculé différemment), et elle ne peut être utilisée dans le cas de certains produits (p. ex. des produits agricoles désignés). La liste des exceptions figure à l'article 405 de l'ALÉNA.

Preference Criterion E

Critère de préférence E

Preference criterion E applies only to certain automatic data processing equipment and their parts. Goods listed in tables 308.1.1 and 308.1.2 of the NAFTA will have their Most-Favoured-Nation Tariff rate of duty reduced by each Party to the rate indicated in the tables at the time also specified in the tables. When the MFN rate is harmonized among the Parties, Annex 308.1 provides that articles listed in Table 308.1.1 are to be treated as originating materials when incorporated into a product produced in the territory or when exported to another NAFTA territory.

Le critère de préférence E s'applique uniquement à certains produits de traitement automatique de l'information et à leurs pièces. Chacune des Parties s'est engagée à réduire son taux de droit NPF applicable aux produits des tableaux 308.1.1 et 308.1.2 de l'ALÉNA au taux précisé dans ces tableaux, au moment prévu également dans ces tableaux. Selon les dispositions de l'annexe 308.1, lorsque les taux NPF des trois Parties auront été harmonisés, les produits du tableau 308.1.1 qui auront été incorporés à un produit fabriqué sur le territoire ou qui seront exportés sur le territoire d'un autre pays ALÉNA seront traités comme des matières originaires.

Example:

Table 308.1 lists subheading 8471.20 which includes notebook computers. The table indicates that the MFN rate will be reduced to 3.9% over a five year period beginning January 1, 1999. The MFN rate for the notebook computers entering both Canada and the U.S. is already 3.9%. The current rate for these goods entering Mexico is 20%. Under the preferential tariff treatments, the notebook computers should be duty free. Beginning January 1, 1999 Mexico will reduce the MFN rate over five years to 3.9%. By 2003 each of the Parties will have a common MFN rate of 3.9%. Thereafter the notebook computers once imported into the territory will be considered as originating goods if further traded within the territory and will be duty free under the preferential tariff treatments as long as a Certificate of Origin noting Criterion E is completed. Note that goods that are already MFN duty free may be imported under MFN without the completion of a Certificate of Origin.

Preference Criterion F

Under NAFTA there are three bilateral agricultural agreements: one between Canada and the US which is the same as under the FTA, one between Canada and Mexico and a third between Mexico and the US. Criterion F was developed to deal with idiosyncrasies resulting from the three bilateral arrangements.

Criterion F is to be used for agricultural goods traded between Canada and Mexico. Agricultural goods traded between Canada and the US will be covered by Preference Criteria A, B or C as applicable.

Exemple:

La sous-position 8471.20, qui comprend les ordinateurs blocs-notes, figure dans le tableau 308.1, lequel prévoit une réduction du taux NPF à 3,9 % en cinq tranches annuelles égales à compter du 1^{er} janvier 1999. Or, le taux NPF s'appliquant à ce type d'ordinateur entrant au Canada et aux États-Unis est déjà de 3,9 %, mais celui qui s'applique actuellement à ces marchandises lorsqu'elles entrent au Mexique est de 20 %. Selon les traitements tarifaires préférentiels prévus, les ordinateurs blocs-notes devraient être admissibles en franchise. À compter du 1^{er} janvier 1999, le Mexique réduira donc son taux NPF à 3,9 % en cinq tranches annuelles, de sorte qu'en 2003, chacune des Parties aura un taux NPF de 3,9 %. Après cette date, les ordinateurs blocs-notes qui auront été importés sur le territoire seront considérés comme des produits originaires pour les autres échanges commerciaux qui auront lieu sur ce territoire et seront admis en franchise en vertu des traitements tarifaires préférentiels, pourvu qu'un certificat d'origine mentionnant le critère de préférence E ait été rempli. Veuillez noter que ce certificat ne sera pas exigé pour les marchandises qui bénéficient déjà de la franchise en vertu du taux de droit NPF.

Critère de préférence F

Trois accords bilatéraux relatifs à l'agriculture ont été conclus en vertu de l'ALÉNA : un entre le Canada et les États-Unis, identique à celui qui découle de l'ALÉ, un autre entre le Canada et le Mexique et un troisième entre le Mexique et les États-Unis. Le critère F a été établi pour tenir compte des particularités résultant de ces trois arrangements bilatéraux.

Le critère F s'applique aux produits agricoles qui font l'objet d'un commerce entre le Canada et le Mexique. Dans le cas des échanges entre le Canada et les États-Unis, ce sont les critères de préférence A, B ou C qui sont utilisés.

The agricultural provisions for goods traded between Canada and Mexico are found in Chapter 7, specifically in Annex 703.2.B of the NAFTA. Agricultural goods (Article 708) are goods of any of Chapters 1 to 24, subheadings 2905.43 and 2905.44, headings 3301 and 35.01 to 35.05, subheadings 3809.10 and 3823.60 and headings 41.01 to 41.03, 43.01, 50.01 to 50.03, 51.01 to 51.03, 52.01 to 52.03, 53.01 and 53.02, but does not include fish products.

For goods exported from Mexico to Canada, the goods must first originate under the rules of origin found in Chapter 4. The goods must also qualify. "Qualifying good" is defined in Annex 703.2.B and is a good that is an originating agricultural good except that, in determining whether such good is originating, operations performed in or materials obtained from the US are considered non-originating. If the goods still meet the rules of origin considering that the U.S. operations or materials are non-originating, they shall be considered originating and qualifying.

This ensures that materials from the US that may be subject to a quantitative restriction are not incorporated into the Mexican good. For example, margarine is not subject to a quantitative restriction when imported from Mexico into Canada. However, when exported from the US into Canada it is subject to a quantitative restriction. The concept of the "qualifying good" ensures that US margarine is not incorporated into a Mexican product thereby evading the quantitative restriction currently in place.

Dairy, poultry and egg goods listed in Appendix 703.2.B.7 remain subject to MFN rates. They do not receive NAFTA preferential treatment when imported from Mexico.

Annex 703.3 sets out agricultural goods subject to special safeguard provisions. After a certain quantity of these goods is imported into Canada, these goods will be subject to MFN Tariff rates. Refer to Customs Notice N-853 for further information on these goods.

Les dispositions de l'Accord portant sur le commerce des produits agricoles entre le Canada et le Mexique se trouvent au chapitre 7, et plus particulièrement à la section B de l'annexe 703.2 de l'ALÉNA. Les produits agricoles visés (article 708) sont ceux des chapitres 1 à 24, des sous-positions 2905.43 et 2905.44, des positions 33.01 et 35.01 à 35.05, des sous-positions 3809.10 et 3823.60 et des positions 41.01 à 41.03, 43.01, 50.01 à 50.03, 51.01 à 51.03, 52.01 à 52.03, 53.01 et 53.02, mais ne comprennent pas les produits du poisson.

Les produits exportés du Mexique vers le Canada doivent être admissibles en plus d'être originaires selon les règles d'origine énoncées au chapitre 4. D'après la définition de l'annexe 703.2.B, un «produit admissible» est un produit agricole originaire, sous réserve que, s'agissant de déterminer si le produit est un produit originaire, les opérations effectuées aux États-Unis ou les matières obtenues sur le territoire des États-Unis sont considérées comme étant des opérations ou des matières non originaires. Tout produit qui satisfait aux règles d'origine même si les opérations effectuées aux États-Unis ou les matières obtenues aux États-Unis sont considérées comme étant non originaires, est réputé originaire et admissible.

Cette règle permet d'éviter que les matières provenant des États-Unis, qui pourraient être assujetties à une restriction quantitative, ne soient incorporées à un produit mexicain. Par exemple, la margarine n'est pas assujettie à des restrictions quantitatives lorsqu'elle est importée du Mexique au Canada. Mais elle est assujettie à des restrictions quantitatives lorsqu'elle est exportée des États-Unis vers le Canada. Le concept du «produit admissible» permet d'éviter que l'on puisse se soustraire à ces restrictions quantitatives en incorporant de la margarine des États-Unis à un produit mexicain.

Les produits laitiers, les produits de la volaille et les ovoproduits énumérés à l'appendice 703.2.B.7 demeurent assujettis au taux de droit NPF. Le traitement préférentiel prévu par l'ALÉNA ne s'applique pas à ces produits lorsqu'ils sont importés du Mexique.

Dans le cas des produits agricoles visés par des sauvegardes spéciales, qui sont décrits à l'annexe 703.3, le taux NPF s'applique lorsqu'une certaine quantité de ces produits est importée au Canada. Veuillez consulter l'Avis des Douanes N-853 pour avoir de plus amples renseignements à ce sujet.

Field 8 — Producer

This field indicates the basis on which the Certificate was completed by the exporter. If the exporter is also the producer of the goods, this field will be completed with YES. If the exporter is not the producer, the exporter should indicate NO followed by one of the following three criteria:

- (1) on the basis of the exporter's knowledge that the good qualifies as an originating good;
- (2) on the basis of written information received from the producer; or
- (3) on the basis of a completed and signed Certificate of Origin voluntarily provided to the exporter by the producer.

For further clarification, NO(1) indicates a situation where the exporter does not have any written information from the producer but has some knowledge of the goods. A very simplistic example of the use of NO(1) is where an exporter purchases tomatoes from a territorial producer. The exporter may not have written representation from the producer but can deduce based on his own knowledge that the tomatoes originate within the territory. Exporters may also have certain industry knowledge that may be used to determine the origin of the goods.

However, the knowledge must be sufficient to clearly demonstrate that the goods qualify according to the applicable rule, which will only be possible in a limited number of cases. It is highly unlikely that an exporter would ever have sufficient knowledge to prove origin for goods subject to a regional value content rule.

In the end, the exporter signs the Certificate stating that the goods originate. The onus to demonstrate that the goods do qualify is on the exporter. If the exporter is confident that the origin can be clearly demonstrated then he may sign the Certificate. The exporter should be aware that Revenue Canada may contact him to verify the basis on which the goods were certified.

Zone 8 — Producteur

Cette zone indique à quel titre l'exportateur a rempli le certificat. S'il est aussi le producteur des marchandises, il doit répondre OUI, mais dans le cas contraire, il doit inscrire NON et indiquer le critère auquel il répond parmi les trois critères suivants :

- (1) il sait que le produit est admissible à titre de produit originaire;
- (2) il a reçu une déclaration écrite du producteur;
- (3) un certificat d'origine dûment rempli et signé lui a été volontairement fourni par le producteur.

Il convient de préciser que la réponse NON(1) s'applique à la situation d'un exportateur qui n'a pas reçu de déclaration écrite du producteur, mais qui a une connaissance suffisante des marchandises. L'exemple de l'exportateur qui achète des tomates d'un producteur du territoire montre très clairement dans quelles circonstances la réponse NON(1) serait appropriée. Même s'il n'a pas de déclaration écrite du producteur, l'exportateur sait dans ce cas que les tomates sont originaires du territoire et peut donc en déduire qu'elles sont admissibles à ce titre. Les exportateurs peuvent aussi avoir une certaine connaissance de l'industrie qui leur permet de déterminer l'origine des marchandises.

Toutefois, la connaissance doit être suffisante pour démontrer clairement que les marchandises sont admissibles d'après la règle pouvant être appliquée, ce qui sera seulement possible dans une quantité restreinte de cas. Il est très peu probable qu'un exportateur ait une connaissance suffisante pour justifier l'origine des marchandises assujetties à la règle de la teneur en valeur régionale.

C'est à l'exportateur ayant signé le certificat attestant de l'origine des marchandises qu'il incombe ultimement de prouver que les marchandises sont effectivement admissibles à titre de produits originaires. S'il croit que l'origine des marchandises peut être clairement démontrée, il peut signer le certificat, mais il doit savoir que Revenu Canada se réserve le droit de communiquer avec lui pour vérifier l'acceptabilité du critère invoqué.

Field 9 — Net Cost

If the net cost method is being used to determine a regional value content requirement, the exporter should indicate NC in this field. Furthermore, if the net cost has been averaged over a period of time, the time period should also be indicated, e.g., NC 03/95-06/95.

In all other cases, the exporter should indicate NO in this field. NO means that the net cost method is not being used, either because the transaction value method has been used to determine the regional value content or that the goods were not subject to a regional value content method at all, in which case they qualify based on a tariff classification change or are wholly produced or obtained in the territory.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Origin Determination Directorate
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: John Dodsworth
Telephone: 613 952-5708
Fax: 613 954-2224

Zone 9 — Coût net

Si la méthode du coût net a été utilisée pour déterminer si des marchandises satisfont à une prescription de teneur en valeur régionale, l'exportateur doit inscrire CN dans cette zone. En outre, si une moyenne du coût net a été établie pour une période donnée, cette période doit aussi être indiquée, p. ex. CN 03/95-06/95.

Dans tous les autres cas, la réponse à inscrire dans cette zone est NON. Cette réponse indique que la méthode du coût net n'a pas été utilisée, soit parce que la teneur en valeur régionale a été calculée selon la méthode de la valeur transactionnelle, soit parce que les marchandises ne sont assujetties à aucune prescription de teneur en valeur régionale et sont admissibles parce qu'elles ont subi un changement de classement tarifaire ou parce qu'elles ont été entièrement produites ou obtenues sur le territoire.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Service de la détermination de l'origine
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention de John Dodsworth
Téléphone : 613 952-5708
Télécopieur : 613 954-2224



CAI
NLS
-275



Revenu Canada
Revenu Canada

Government
Publications

N-909

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 28, 1994

Ottawa, le 28 octobre 1994

Subject

Most-Favoured-Nation Tariff (MFN) Accorded to Mongolia

Effective October 1, 1994, the benefits of the Most-Favoured-Nation Tariff (MFN) are accorded to Mongolia. Therefore, goods originating in Mongolia which are accounted for pursuant to subsections 32(1), (2) or (5) of the *Customs Act*, on or after October 1, 1994, are eligible for the MFN, provided that:

(a) at least 50% of the cost of production of the goods is incurred in one or more MFN beneficiary countries or Canada;

(b) proof of origin is presented in the form of a commercial invoice or Canada Customs invoice prepared by the vendor indicating the country of origin of the goods, or any other documentation indicating the country of origin; and

(c) the goods are shipped directly from an MFN beneficiary country to Canada, with or without transshipment.

For further information on the above conditions, please refer to the MFN Rules of Origin Regulations in Memorandum D11-4-3, *Rules of Origin Respecting the Most-Favoured-Nation Tariff and the British Preferential Tariff*, and the Proof of Origin of Imported Goods Regulations in Memorandum D11-4-2, *Proof of Origin*.

Objet

Tarif de la nation la plus favorisée (NPF) accordé à la Mongolie

À compter du 1^{er} octobre 1994, la Mongolie peut bénéficier du Tarif de la nation la plus favorisée (NPF). Donc, les marchandises d'origine mongolienne déclarées en conformité avec les paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes*, peuvent bénéficier du NPF, à compter du 1^{er} octobre 1994, pourvu que :

a) au moins 50 % du coût de production des marchandises est encouru dans un ou plusieurs des pays bénéficiaires du NPF ou au Canada;

b) la justification de l'origine des marchandises est présentée sous forme d'une facture commerciale ou d'une facture douanière canadienne, préparée par le vendeur indiquant le pays d'origine des marchandises, ou tout autre document indiquant le pays d'origine des marchandises;

c) les marchandises sont expédiées directement au Canada à partir d'un pays bénéficiaire du NPF, avec ou sans transbordement.

Pour de plus amples renseignements sur les conditions ci-dessus, veuillez vous reporter au Règlement sur les règles d'origine applicables au NPF dans le Mémoire D11-4-3, *Règles d'origine aux fins du Tarif de la nation la plus favorisée et du Tarif de préférence britannique*, et au Règlement concernant la justification de l'origine des marchandises importées dans le Mémoire D11-4-2, *Justification de l'origine*.



Refunds

Where importations have been made subsequent to October 1, 1994, and accounted for under the General Tariff, the importer may submit a request for refund under paragraph 74(1)(c.2) of the *Customs Act* for the difference between the rate of duty paid under the General Tariff and the rate of duty applied under the MFN.

The extension of MFN benefits to Mongolia will be reflected in a future update to Schedule III of the *Customs Tariff*.

If any further information is required, please contact:

Origin Determination Directorate
Customs Programs Branch
6th Floor
Connaught Building
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: Leah Kember

Telephone: 613 952-2789
Facsimile: 613 954-2224

Les remboursements

Quand il s'agit d'importations faites après le 1^{er} octobre 1994 et déclarées en vertu du Tarif général, l'importateur peut demander un remboursement en vertu de l'alinéa 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes* pour la différence entre le taux de droit payé en vertu du Tarif général et le taux de droit qui s'applique en vertu du NPF.

L'octroi des bénéfices du NPF à la Mongolie sera publié dans une prochaine révision de l'annexe III du *Tarif des douanes*.

Si vous avez besoin de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Service de la détermination de l'origine
Direction des programmes douaniers
6^e étage
Édifice Connaught
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention de Leah Kember

Téléphone : 613 952-2789
Télécopieur : 613 954-2224





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 28, 1994

Ottawa, le 28 octobre 1994

Subject

**Gypsum Board, Composed Primarily
of a Gypsum Core, with Paper
Surfacing Bonded to the Core,
Originating in or Exported from the
United States of America**

This is to advise that the re-investigation initiated on June 24, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act* (SIMA), has been concluded.

The re-investigation was part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's finding of January 20, 1993, of past, present and future injury respecting gypsum board, composed primarily of a gypsum core, with paper surfacing bonded to the core, originating in or exported from the United States of America, with the exception of:

- (i) gypsum board panels with a raised surface;
- (ii) gypsum board panels with bevelled edges in a thickness of 5/8 inches and in a width of 23, 24, 29 or 30 inches;
- (iii) plain or vinyl-faced gypsum board panels with squared edges in a thickness of 3/8 inches or 5/16 inches.

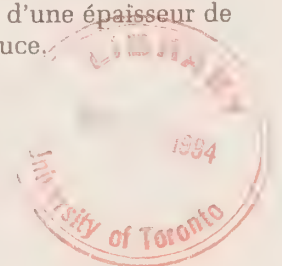
Objet

**Placoplâtre, principalement composé
d'une âme en gypse sur
laquelle est collé du papier,
originaire ou exporté des
États-Unis d'Amérique**

Cet avis vous informe que la nouvelle enquête, ouverte le 24 juin 1994, en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), a été conclue.

La nouvelle enquête avait été entreprise par le Ministère en application de la décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur, le 20 janvier 1993, de préjudice passé, présent et futur au sujet du placoplâtre, principalement composé d'une âme en gypse sur laquelle est collé du papier, originaire ou exporté des États-Unis d'Amérique, à l'exception des :

- (i) plaques de plâtre à surface en relief;
- (ii) plaques de plâtre à rives biseautées d'une épaisseur de 5/8 de pouce et d'une largeur de 23 pouces, de 24 pouces, de 29 pouces ou de 30 pouces;
- (iii) plaques de plâtre à rives équerries de type uni ou à revêtement de vinyle d'une épaisseur de 3/8 de pouce ou de 5/16 de pouce.



The subject goods are normally imported into Canada under one of the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

6809.11.10.00
6809.11.90.00
6809.19.00.00

The revised normal values and export prices were effective for the subject goods released from Customs on or after October 19, 1994. The major exporters of the subject goods have been notified of the new values.

Where the exporters have not provided sufficient information to establish specific normal values for the subject goods, normal values will be determined by ministerial specification on the basis of the export price advanced by 92%.

In instances where the normal value of the imported goods exceeds the export price, anti-dumping duties are payable by the importer. If importers do not agree with the Department's determinations, requests for re-determinations may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa, Ontario, K1A 0L5.

These requests must be filed in the form and manner outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Import Measures Act*, and received within 90 days from the date of the determination.

In addition, where there are changes to domestic prices, market conditions or costs associated with production or sales of subject goods, the onus is on the concerned parties to advise the Anti-dumping and Countervailing Division. When substantial changes occur and the Department has not been advised in writing and in a timely manner, or the required information to make any necessary adjustments to values has not been provided, retroactive assessments will be applied, where in the opinion of the Director General such action is warranted. In such circumstances, the only limitation to such retroactivity will be the statutory limitations within SIMA.

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada sous l'un des numéros tarifaires à dix chiffres du Système harmonisé indiqués ci-dessous :

6809.11.10.00
6809.11.90.00
6809.19.00.00

Les valeurs normales et les prix à l'exportation révisés s'appliquent à toutes les marchandises en cause dédouanées depuis le 19 octobre 1994. Les principaux exportateurs des marchandises en cause ont été avisés des nouvelles valeurs.

Lorsque les exportateurs n'auront pas fourni de renseignements suffisants pour établir des valeurs normales spécifiques pour les marchandises en cause, les valeurs normales seront déterminées selon une prescription ministérielle en fonction du prix à l'exportation majoré de 92 %.

Lorsque la valeur normale des marchandises importées dépasse leur prix à l'exportation, des droits antidumping doivent être payés par l'importateur. Si les importateurs ne sont pas d'accord avec les décisions du Ministère, ils peuvent présenter une demande de révision au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa (Ontario) K1A 0L5.

Ces demandes doivent être présentées selon les modalités et la forme réglementaire soulignées dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*, et doivent être reçues dans les 90 jours suivant la date de la décision.

En outre, lorsque les prix nationaux, les conditions du marché ou les coûts associés à la production ou aux ventes sont modifiés, il incombe aux parties en cause d'en aviser la Division des droits antidumping et compensateurs. Si des changements importants se produisent et que le Ministère n'en est pas avisé par écrit en temps voulu, ou si les renseignements requis pour apporter les rectifications nécessaires aux valeurs ne sont pas fournis, des cotisations rétroactives peuvent être établies si le Directeur général estime qu'une telle mesure est justifiée. Dans ces circonstances, seul les limitations prévues dans la LMSI feront obstacle à l'application rétroactive des droits.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officers' names and telephone numbers:

G. Robinson 613 954-0041
J. Lanthier 613 954-1666
Fax: 613 954-2510

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Noms des agents et numéros de téléphone :

G. Robinson 613 954-0041
J. Lanthier 613 954-1666
Télécopieur : 613 954-2510





CAI
NR5
-C75

N-911

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 31, 1994

Ottawa, le 31 octobre 1994

Subject

Objet

Single Business Registration Number (SBRN)

Numéro d'enregistrement unique pour les entreprises (NEUE)

This notice provides an update on the Single Business Registration Number project.

Le présent avis a pour but de vous mettre à jour relativement au projet de numéro d'enregistrement unique pour les entreprises.

Clarification (Customs Notice N-866)

Clarification (Avis des Douanes N-866)

For EDI transmissions (CADEX, CUSDEC), you must not use special characters (e.g., ****) in the registration number field, since it will cause the transmission to be rejected. If you have only one SBRN RM account, only the nine digit root plus the program identifier (e.g., 123456789 RM) is required when you are transmitting the accounting data.

Pour les transmissions EDI (SAED, DECDU), vous ne devez pas utiliser de caractères spéciaux (p. ex., ****) dans la zone du numéro d'enregistrement, car la transmission sera rejetée. Si vous n'avez qu'un compte NEUE RM, seuls les neuf chiffres plus l'identificateur de programme (p. ex., 123456789 RM) sont requis lorsque vous transmettez des données sur la déclaration en détail.

Single Business Registration Number Policy

Politique relative au numéro d'enregistrement unique pour les entreprises

If you register for a Single Business Registration Number and later decide to opt out of the program, you will not be able to use it for Customs purposes. In this case, you should request an importer/exporter number from a Revenue Canada Customs office to use instead of your SBRN.

Si vous demandez un numéro d'enregistrement unique pour les entreprises et que vous décidez plus tard de ne plus participer à ce programme, vous ne pourrez pas utiliser ce numéro à des fins douanières. Dans un tel cas, vous devez demander un numéro d'importateur ou d'exportateur à un bureau de douane de Revenu Canada pour remplacer le NEUE.

To avoid delaying the release of your goods, you should obtain an old importer/exporter number or a Single Business Registration Number before your shipments arrive.

Pour éviter de retarder la mainlevée de vos marchandises, vous devez obtenir un ancien numéro d'importateur ou d'exportateur ou un numéro d'enregistrement unique pour les entreprises avant l'arrivée de vos expéditions.

SBRN National Implementation

Revenue Canada has delayed the SBRN national implementation until January 30, 1995. In addition, the Department will implement SBRN services in each province on the following dates:

January 30, 1995 . . .	Atlantic
February 20, 1995 . . .	Prairies, British Columbia, the Northwest Territories and the Yukon Territory
March 20, 1995	Quebec
April 3, 1995	Ontario and large businesses

Revenue Canada will provide SBRN registration and program enquiries service from the following locations:

With the exception of Regina and Victoria, every Customs office will become a SBRN call site. In these offices, if you need a Single Business Registration Number you will be referred to a telephone from which you can contact the nearest SBRN one-stop service office. You will also be able to use this line to make enquiries about other SBRN accounts or programs.

The Regina and Victoria Customs offices will continue to provide the same SBRN services.

When converting, you will not have to reregister (i.e., supply information you already provided at the time of registration) to convert to the SBRN.

Conversion services will continue to be available through the same toll-free numbers:

- 1-800-959-8297 for service in English
- 1-800-959-8299 for service in French

Mise en oeuvre nationale du NEUE

Revenu Canada a reporté au 30 janvier 1995 la mise en oeuvre nationale du NEUE. En outre, le Ministère mettra en place des services relatifs au NEUE dans chaque province aux dates suivantes :

le 30 janvier 1995 . .	Atlantique
le 20 février 1995 . .	Prairies, Colombie-Britannique, les Territoires du Nord-Ouest et le territoire du Yukon
le 20 mars 1995 . .	Québec
le 3 avril 1995 . . .	Ontario et les grandes entreprises

Revenu Canada offrira un service de demandes de renseignements sur l'enregistrement et les programmes NEUE à partir des endroits suivants :

À l'exception de Regina et de Victoria, chaque bureau de douane deviendra un centre de service par téléphone du NEUE. Si vous avez besoin d'un numéro d'enregistrement unique pour les entreprises, dans ces bureaux, on vous renverra à un téléphone à partir duquel vous pourrez contacter le bureau à guichet unique du NEUE le plus proche. Vous pourrez aussi utiliser la ligne téléphonique pour demander des renseignements sur d'autres comptes ou programmes NEUE.

Les bureaux de douane de Regina et de Victoria continueront de fournir les mêmes services NEUE.

Lorsque vous vous convertirez au NEUE, vous n'aurez pas à vous enregistrer de nouveau (c.-à-d. fournir des renseignements que vous avez déjà transmis au moment de votre enregistrement).

Les services de conversion continueront d'être offerts par l'entremise des mêmes numéros sans frais :

- 1-800-959-8297 pour le service en anglais
- 1-800-959-8299 pour le service en français

If you prefer to fax your conversion information, the conversion office fax number is 1-800-959-8280.

As of January 1995, the Single Business Registration Number will change to Business Number (BN) (*numéro d'entreprise (NE)*).

Enquiries

For more information about applying the new SBRN policy to Customs procedures, contact:

Revenue Canada
Commercial Operations Directorate
Systems Operations Division
15th floor
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Enrico Bonomo
Project Leader

Telephone: 613 954-7518
Facsimile: 613 941-0869

For more information about SBRN registration or conversion, please contact:

SBRN Project
10th floor
2323 Riverside Drive
Ottawa ON K1A 0L8

Attention: Katherine Bennett
Manager, Consultations and
Communications

Telephone: 613 954-8974
Facsimile: 613 941-8539

Si vous préférez envoyer vos renseignements par télécopieur, le numéro est le suivant : 1-800-959-8280.

À compter de janvier 1995, le numéro d'enregistrement unique pour les entreprises deviendra le numéro d'entreprise (NE).

Demandes de renseignements

Pour de plus amples renseignements concernant la manière d'appliquer la politique relative au NEUE aux procédures douanières, veuillez communiquer avec :

Revenu Canada
Direction des opérations commerciales
Division de l'exploitation des systèmes
191, avenue Laurier ouest
15^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de : Enrico Bonomo
Chef de projet

Téléphone : 613 954-7518
Télécopieur : 613 941-0869

Pour de plus amples renseignements sur l'enregistrement ou la conversion au NEUE, veuillez communiquer avec :

Projet NEUE
2323, promenade Riverside
10^e étage
Ottawa ON K1A 0L8

À l'attention de : Katherine Bennett
Gestionnaire, Consultations et
communications

Téléphone : 613 954-8974
Télécopieur : 613 941-8539



Revenue
Canada

Revenu
Canada

N-912

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, October 25, 1994

Ottawa, le 25 octobre 1994

Subject

**Baler Twine
from the
United States of America**

Objet

**La ficelle synthétique pour
ramasseuse-presse provenant des
États-Unis d'Amérique**

This is to advise that a reinvestigation pursuant to the *Special Import Measures Act*, has been initiated on October 25, 1994.

This reinvestigation is part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's finding of past, present and future injury, issued on April 22, 1994, respecting synthetic baler twine with knot strength of 200 pounds or less, originating in or exported from the United States of America.

The subject goods are normally imported into Canada under the ten-digit Harmonized System classification number: 5607.41.00.00.

New normal values and export prices will be effective for any subject goods released from Customs on or after February 26, 1995, or the date of the ruling letter to the exporter, whichever occurs first.

Importers are cautioned that the new normal values may be higher than those currently in effect. If the corresponding export prices do not rise by an equivalent amount, the result will be a greater margin of dumping than under current conditions. Therefore, assessments of anti-dumping duty may increase once the results of the reinvestigation have been issued.

Cet avis vous informe de l'ouverture d'une nouvelle enquête le 25 octobre 1994, en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

La nouvelle enquête découle de la mise en vigueur par le Ministère de la décision de préjudice passé, présent et futur, rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur le 22 avril 1994, au sujet de la ficelle synthétique pour ramasseuse-presse avec une résistance à la tension de 200 livres ou moins, originaire ou exportée des États-Unis d'Amérique.

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada sous le numéro tarifaire à dix chiffres du Système harmonisé suivant : 5607.41.00.00.

Les valeurs normales et les prix à l'exportation révisés s'appliqueront à toutes les marchandises en cause dédouanées à compter soit du 26 février 1995 ou de la date de notification de la décision à l'exportateur, selon la première éventualité.

Les importateurs sont priés de noter que ces nouvelles valeurs normales pourront être plus élevées que les valeurs courantes. Si les prix à l'exportation correspondants ne sont pas ajustés en conséquence, une marge de dumping plus élevée que sous les conditions actuelles pourra en résulter. Donc, il est possible que les cotisations augmentent après la publication de la nouvelle enquête.

In addition, in cases where changes occur to domestic prices, market conditions and/or costs associated with production and sales, the concerned parties are responsible for informing the Department in writing and in a timely manner. In the event that the concerned parties do not properly notify the Department of substantial changes, or if they do not provide the information required to make any necessary adjustments to values, retroactive assessments will be applied if the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, is of the opinion that such action is warranted.

Notice of the completion of this reinvestigation will be published in a Customs Notice.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officer's name and telephone number:

Vera Hutzuliak: 613 954-7389
Fax: 613 954-2510

De plus, lorsque les prix nationaux, les conditions de marché ou les coûts associés à la production et aux ventes sont modifiés, il incombe aux parties intéressées d'en aviser le Ministère. Si des changements importants se produisent et que le Ministère n'en est pas avisé par écrit en temps voulu, ou si les renseignements requis pour apporter les rajustements nécessaires aux valeurs ne sont pas fournis, des cotisations rétroactives peuvent être établies si le Directeur général de la Division des droits antidumping et compensateurs estime qu'une telle mesure est justifiée.

Un Avis des Douanes fera part de la conclusion de cette révision des valeurs normales et des prix à l'exportation.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Nom et numéro de téléphone de l'agent :

Vera Hutzuliak : 613 954-7389
Télécopieur : 613 954-2510





N-913

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, November 2, 1994

Ottawa, le 2 novembre 1994

Subject

Customs Office Closure

Please be advised that effective July 20, 1994, the Minister of National Revenue has approved the closure of the customs office at Goderich, Ontario. Customs service to the Goderich area is available from the Stratford and Sarnia customs offices.

These changes will be reflected in the next revision of Memorandum D1-1-1, *List of Customs Offices*.

For further information, please contact:

A. J. McKinnon
Director
Operations Division
Management Services Directorate
Customs Border Services Branch
4th floor
Connaught Building
555 Mackenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: 613 954-7527

Objet

Fermeture d'un bureau de douane

Veillez prendre note que le ministre du Revenu national a approuvé la fermeture du bureau de douane de Goderich (Ontario), à compter du 20 juillet 1994. Pour le secteur de Goderich, le service douanier est offert aux bureaux de douane de Stratford et Sarnia.

Ce changement sera incorporé dans la prochaine version du Mémorandum D1-1-1, *Liste des bureaux de douane*.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

A. J. McKinnon
Directeur
Division des opérations
Service des fonctions de gestion
Direction générale des services frontaliers des
Douanes
Édifice Connaught
555, rue Mackenzie
4^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : 613 954-7527





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, November 4, 1994

Ottawa, le 4 novembre 1994

Subject

**Transportation Fees Related to
Special Services (D1-2-1)**

Effective October 1, 1994, the rates approved by Treasury Board for transportation charges have changed. Please amend paragraph 13 on page 6 of Memorandum D1-2-1, *Special Services*, as follows:

- (a) Northwest Territories and Yukon Territory
40.0¢ per kilometre
- (b) Nova Scotia, New Brunswick and Prince
Edward Island
33.0¢ per kilometre
- (c) Manitoba, Saskatchewan and Alberta
31.5¢ per kilometre
- (d) Newfoundland
34.5¢ per kilometre
- (e) Quebec
34.5¢ per kilometre
- (f) Ontario
33.5¢ per kilometre
- (g) British Columbia
33.5¢ per kilometre

If the vehicle odometer indicates the distance only in miles, divide the number by 0.6214 to convert into kilometres.

Objet

**Frais de transport relatifs aux
services spéciaux (D1-2-1)**

Les nouveaux taux approuvés par le Conseil du Trésor pour les frais de transport sont en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1994. Veuillez apporter les modifications suivantes au paragraphe 13 de la page 6 du Mémorandum D1-2-1, *Services spéciaux* :

- a) Territoires du Nord-Ouest et Territoire du Yukon
40,0 ¢ le kilomètre
- b) Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et
Île-du-Prince-Édouard
33,0 ¢ le kilomètre
- c) Manitoba, Saskatchewan et Alberta
31,5 ¢ le kilomètre
- d) Terre-Neuve
34,5 ¢ le kilomètre
- e) Québec
34,5 ¢ le kilomètre
- f) Ontario
33,5 ¢ le kilomètre
- g) Colombie-Britannique
33,5 ¢ le kilomètre

Si l'odomètre du véhicule indique les distances seulement en milles, divisez le nombre par 0,6214 pour le convertir en kilomètres.

The *Special Services (Customs) Regulations* are currently in the process of being revised, and a new Memorandum will be issued. In the interim, please ensure the above rates are used when calculating transportation charges.

Any questions concerning this matter should be directed to:

Revenue Canada
Operations Division
Management Services Directorate
4th floor, Connaught Bldg.
Ottawa, ON K1A 0L5

Officer's Name: C. Hart
Telephone: 613 954-7548

Le *Règlement sur les services spéciaux des douanes* est actuellement en voie de révision et un nouveau mémorandum sera publié. Entre-temps, veuillez vous assurer que les taux susmentionnés sont utilisés pour le calcul des frais de transport.

Toute question peut être adressée à :

Revenu Canada
Division des opérations
Service des fonctions de gestion
Édifice Connaught, 4^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Nom de l'agent : C. Hart
Téléphone : 613 954-7548

November 4, 1994



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Le 4 novembre 1994

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, November 4, 1994

Ottawa, le 4 novembre 1994

Subject

Customs Office Closure

Please be advised that effective October 13, 1994, the Minister of National Revenue has approved the closure of the customs office at Lahr, Germany.

This change will be reflected in the next revision of Memorandum D1-1-1, *List of Customs Offices*.

For further information, please contact:

A. J. McKinnon
Director
Operations Division
Management Services Directorate
Customs Border Services Branch
Revenue Canada
4th floor, Connaught Building
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: 613 954-7527

Objet

Fermeture d'un bureau de douane

Veillez prendre note que le ministre du Revenu national a approuvé la fermeture du bureau de douane de Lahr (Allemagne), à compter du 13 octobre 1994.

Ce changement sera incorporé dans la prochaine version du Mémoire D1-1-1, *Liste des bureaux de douane*.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

A. J. McKinnon
Directeur
Division des opérations
Service des fonctions de gestion
Direction générale des services frontaliers
des Douanes
Revenu Canada
Édifice Connaught, 4^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : 613 954-7527



Printed in Canada
Imprimé au Canada



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, November 4, 1994

Ottawa, le 4 novembre 1994

Subject

Customs Offices — Change of Hours

Please be advised that effective October 4, 1994, the following changes have been approved by the Deputy Minister of National Revenue: a change of hours for the customs offices at Clarenville, Newfoundland and Lunenburg, Nova Scotia, from 08:45 to 17:00, Monday through Friday, statutory holidays excepted, to 08:30 to 16:30 Monday through Friday, statutory holidays excluded.

Effective September 13, 1993, a change of hours for the customs office at North Bay, Ontario, as well as the North Bay airport has also been approved.

Longroom hours have been changed from 08:30 to 17:00 Monday through Friday, excepting statutory holidays, to 08:00 to 16:30 Monday through Friday, statutory holidays excluded.

At the North Bay airport, the hours have been changed from 09:00 to 17:00 to 08:30 to 16:30, daily between May 15 and September 15, and Monday through Friday, statutory holidays excepted, for the balance of the year.

These changes will be reflected in the next revision of Memorandum D1-1-1, *List of Customs Offices*.

Objet

Bureaux de douane — Changement des heures de service

Veuillez prendre note que le sous-ministre du Revenu national a approuvé les changements suivants des heures de service pour les bureaux de douane de Clarenville (Terre-Neuve) et Lunenburg (Nouvelle-Écosse), à compter du 4 octobre 1994. Les bureaux seront ouverts du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30 (sauf les jours fériés), plutôt que du lundi au vendredi, de 8 h 45 à 17 h (sauf les jours fériés).

Il a également approuvé un changement des heures de service au bureau de douane de North Bay (Ontario) et à l'aéroport de North Bay, à compter du 13 septembre 1993.

Les heures de service de la salle des comptoirs sont de 8 h à 16 h 30 du lundi au vendredi (sauf les jours fériés), plutôt que de 8 h 30 à 17 h, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés).

À l'aéroport de North Bay, le service douanier offert entre 9 h et 17 h sera maintenant offert quotidiennement entre 8 h 30 et 16 h 30, du 15 mai au 15 septembre, et pour le reste de l'année, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés).

Ces changements seront incorporés dans la prochaine version du Mémoire D1-1-1, *Liste des bureaux de douane*.



For further information, please contact:

Pour obtenir de plus amples renseignements,
veuillez communiquer avec :

A. J. McKinnon
Director
Operations Division
Management Services Directorate
Customs Border Services Branch
Revenue Canada
6th floor, Connaught Building
Ottawa ON K1A 0L5

A. J. McKinnon
Directeur
Division des opérations
Service des fonctions de gestion
Direction générale des services frontaliers des
douanes
Revenu Canada
Édifice Connaught, 6^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: 613 954-7527

Téléphone : 613 954-7527



Revenu
Canada

Revenu
Canada

Gouvernement
Publication

N-917

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, November 17, 1994

Ottawa, le 17 novembre 1994

Subject

Customs Office — Change of Hours

Please be advised that effective November 7, 1994, the Deputy Minister of National Revenue has approved a change of hours for the long room at Halifax, Nova Scotia, from 08:45 to 17:00, Monday through Friday (statutory holidays excepted), to 08:00 to 17:00 Monday through Friday (statutory holidays excepted).

This change will be reflected in the next revision of Memorandum D1-1-1, *List of Customs Offices*.

For further information, please contact:

A.J. McKinnon
Director
Operations Division
Management Services Directorate
Customs Border Services Branch
Revenue Canada
6th floor, Connaught Building
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: 613 954-7527

Objet

Bureau de douane — Changement des heures de service

Veillez prendre note que le sous-ministre du Revenu national a approuvé le changement des heures de service pour la salle des comptoirs de Halifax (Nouvelle-Écosse). Ce bureau sera ouvert de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés), plutôt que du lundi au vendredi (sauf les jours fériés), de 8 h 45 à 17 h et ce, à compter du 7 novembre 1994.

Ce changement sera incorporé dans la prochaine version du Mémoire D1-1-1, *Liste des bureaux de douane*.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

A.J. McKinnon
Directeur
Division des opérations
Service des fonctions de gestion
Direction générale des services frontaliers
des douanes
Revenu Canada
Édifice Connaught, 6^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : 613 954-7527



Printed in Canada
Imprimé au Canada



Canada



N-918

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, November 24, 1994

Ottawa, le 24 novembre 1994

Subject

Customs Office Closure

Please be advised of the following change.

The Minister of National Revenue has approved the closure of the customs office at Red Deer, Alberta, effective November 4, 1994. Customs service is available to the Red Deer area from the Calgary Customs Office and from various border points. Customs information may be obtained by dialing 1-800-461-9999, toll free, or by contacting the Red Deer Goods and Services Tax Office.

This change will be reflected in the next revision of Memorandum D1-1-1, *List of Customs Offices*.

For further information, please contact:

A. J. McKinnon
Director
Operations Division
Customs Border Services Branch
Management Service
Directorate

Telephone: 613 954-7527

Objet

Fermeture d'un bureau de douane

Veuillez prendre note du changement suivant.

Le ministre du Revenu national a approuvé la fermeture du Bureau de douane de Red Deer (Alberta) à compter du 4 novembre 1994. Pour le secteur de Red Deer, le service douanier est offert au Bureau de douane de Calgary ou dans divers bureaux frontaliers. On peut obtenir des renseignements sur la douane en appelant, sans frais, le 1-800-461-9999, ou en communiquant avec le Bureau de la taxe sur les produits et services de Red Deer.

Ce changement apparaîtra dans le prochain Mémoire D1-1-1, *Liste des bureaux de douane*.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

A. J. McKinnon
Directeur
Division des opérations
Service des fonctions de gestion
Direction générale des services frontaliers
des douanes

Téléphone : 613 954-7527



Printed in Canada
Imprimé au Canada





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, November 30, 1994

Ottawa, le 30 novembre 1994

Subject

Certain Carbon Steel Plate

This is to advise that the Department initiated a reinvestigation of normal values and export prices on November 30, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act* in respect of certain carbon steel and high strength low alloy steel plate originating in or exported from Belgium, Brazil, the Czech Republic, Denmark, the Federal Republic of Germany, Romania, the United Kingdom and the former Yugoslav Republic of Macedonia.

This review is part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal (CITT) finding of May 6, 1993, and is required so that the normal values and export prices of the goods can be determined on the basis of current information. Subject goods are normally imported to Canada under the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

7208.32.00.10	7208.42.00.10
7208.32.00.91	7208.42.00.91
7208.32.00.92	7208.42.00.92
7208.32.00.93	7208.42.00.93
7208.32.00.94	7208.42.00.94
7208.32.00.95	7208.42.00.95

7208.33.00.10	7208.43.00.10
7208.33.00.91	7208.43.00.91
7208.33.00.92	7208.43.00.92
7208.33.00.93	7208.43.00.93
7208.33.00.94	7208.43.00.94
7208.33.00.95	7208.43.00.95

Objet

Certaines tôles d'acier au carbone

La présente a pour but de vous aviser qu'en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le Ministère a ouvert une nouvelle enquête sur les valeurs normales et les prix à l'exportation le 30 novembre 1994 à l'égard de certaines tôles d'acier au carbone originaires ou exportées de la Belgique, du Brésil, de la République tchèque, du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, de la Roumanie, du Royaume-Uni et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

La nouvelle enquête fait partie de l'application par le Ministère d'une décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) le 6 mai 1993 et est nécessaire afin de déterminer les valeurs normales et les prix à l'exportation des marchandises en se fondant sur les renseignements actuels. Les marchandises sont normalement importées au Canada en utilisant les numéros de classification à dix chiffres du Système harmonisé suivants :

7208.32.00.10	7208.42.00.10
7208.32.00.91	7208.42.00.91
7208.32.00.92	7208.42.00.92
7208.32.00.93	7208.42.00.93
7208.32.00.94	7208.42.00.94
7208.32.00.95	7208.42.00.95

7208.33.00.10	7208.43.00.10
7208.33.00.91	7208.43.00.91
7208.33.00.92	7208.43.00.92
7208.33.00.93	7208.43.00.93
7208.33.00.94	7208.43.00.94
7208.33.00.95	7208.43.00.95



The normal values and export prices determined as a result of this investigation will be effective within 120 days of the date of this notice and will be used for the purpose of appraising entries of the subject goods released by the Department on and after the date the revised values are issued.

Specific normal values will be issued to those exporters that provide sufficient information to determine normal values and permit verification of the information. Where an exporter does not provide a complete response to the Department's request for information, anti-dumping duty equal to the margin of dumping found for that exporter at the final determination of dumping will be applied to its shipments of subject goods to Canada.

Importers should bear in mind the possibility of additional assessments of anti-dumping duty once revised normal values are issued.

Notice of the completion of this review will be published in a Customs Notice.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing
Division

Officer: Ron Carson
Telephone: 613 954-7230
Facsimile: 613 941-2612

Les valeurs normales et les prix à l'exportation révisés suite à cette enquête, seront en vigueur pour les marchandises en cause dédouanées dans les 120 jours suivant la date du présent avis et seront utilisés à des fins d'appréciation des déclarations de marchandises en cause dédouanées par le Ministère, à partir de la date de publication des valeurs révisées.

Les valeurs normales spécifiques seront fournies aux exportateurs qui livrent suffisamment d'information pour pouvoir déterminer les valeurs normales et qui permettent une vérification de l'information. Pour les exportateurs qui ne fournissent pas de réponse complète à la demande de renseignements du Ministère, des droits antidumping dont la valeur est égale à la marge de dumping établie au moment de la décision définitive de dumping, s'appliqueront aux expéditions des marchandises en cause au Canada.

Les importateurs devraient retenir qu'il est possible que les droits antidumping augmentent après que les valeurs normales révisées sont émises.

L'avis de clôture du réexamen des valeurs normales et des prix à l'exportation sera publié dans un Avis des douanes.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping
et compensateurs

Agent : Ron Carson
Téléphone : 613 954-7230
Télécopieur : 613 941-2612





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, December 5, 1994

Ottawa, le 5 décembre 1994

Subject

**Accounting for Goods Entered
Under the Courier/Low Value
Shipment Program**

Further to Customs Notice N-786, issued on May 12, 1993, this Notice clarifies certain requirements as they relate to the Courier/Low Value Shipment (LVS) Program.

Consolidated Accounting

Shipments released under the Courier/LVS Program with a value for duty of \$20.00 to \$1199.99 CAN must be accounted for by using a consolidated type F entry document. Consolidated accounting, at the discretion of the importer/broker, can be by importer consolidation or total consolidation. For commercial shipments, the importer for whom goods are being accounted must be provided with the "master consolidated entry number" used on the accounting document provided to Revenue Canada.

For the total consolidation entry method, the importer number ZZZZ12348 must be used; where it is elected to use importer consolidation entries, the actual **importer number/business number** must be used where it exists.

Documentation/Information for the Importer

The importer must be provided with a receipt which details the transaction number reported to customs, description of goods, value and tariff code of each item, exchange rate, rates and amount of duties and taxes paid. In addition, the unique shipment number (tracking

Objet

**Déclaration des marchandises en
vertu du Programme de messageries
et des expéditions de faible valeur
(EFV)**

Suite à l'Avis des douanes N-786 du 12 mai 1993, cet avis élucide certaines exigences relatives au Programme de messageries et des expéditions de faible valeur (EFV).

Déclaration consolidée

Les expéditions dédouanées conformément au Programme de messageries et des EFV dont la valeur en douane va de 20,00 \$ à 1 199,99 \$ CAN, doivent être déclarées au moyen d'un document de déclaration consolidée de type F. À la discrétion de l'importateur ou du courtier, la déclaration consolidée peut se faire par importateur ou par consolidation totale. Dans le cas des expéditions commerciales, l'importateur pour qui des marchandises sont déclarées doit recevoir le «numéro original de déclaration consolidée» qui figure sur le document de déclaration soumis à Revenu Canada.

Suivant la méthode de déclaration par consolidation totale, le numéro d'importateur ZZZZ12348 doit être utilisé; quand on choisit la méthode de déclaration consolidée par importateur, le **numéro d'importateur ou le numéro d'entreprise** doit être utilisé, lorsqu'il existe.

**Documentation et renseignements à l'intention
de l'importateur**

Un reçu comportant les particularités, dont le numéro de transaction rapporté aux douanes, la description des marchandises, la valeur en douane et le code tarifaire pour chaque article, le cours du change, les taux et le montant des droits et des taxes payé

number; i.e., waybill number) which is identified on the cargo/release list should be provided. This will facilitate any future audits or processing of adjustment requests for goods imported under the Courier/LVS Program.

Adjustments

The master consolidated entry transaction number must be provided in field 6 in order for *Canada Customs — Form B 2, Adjustment Request*, to be accepted. In addition, to expedite processing, the unique shipment identifier number and a copy of the portion of the working papers from the consolidated entry relating to the goods or a copy of the importer receipt should be provided.

Regional LVS Contacts

Atlantic	Linda Matthews:	(902) 426-2663
Québec	Sylvie Gendron:	(418) 649-6492
Montréal	Louis Riel:	(514) 283-0419
Ottawa	Linda Greer:	(613) 991-0555
Toronto	Marko Dolenc:	(416) 973-6612
Southwest		
Ontario	Maureen Hagmen:	(519) 257-6488
Central	Petra Mandock:	(204) 983-7155
Alberta	Marty Moulaison:	(403) 292-5896
Pacific	Joanne McAllister:	(604) 666-9589

Headquarters LVS Contacts

Jim Wilson:	(613) 954-7099
Dave House:	(613) 954-7150
Rose Lyons:	(613) 954-6840
Caley Sayers:	(613) 941-3122
Facsimile:	(613) 952-1698

Headquarters Address

Revenue Canada
Customs Operations Branch
Postal, Courier and LVS Division
Courier/LVS Section
5th floor
Connaught Building
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

doit être fourni à l'importateur. En outre, le numéro d'expédition unique (numéro de piste, c.-à-d. le bordereau d'expédition) qui figure sur la liste du fret et de la mainlevée doit être fourni. Ceci facilitera toute vérification future ou tout traitement des demandes de rajustement à l'intention des marchandises importées conformément au Programme de messageries et des EFV.

Rajustements

Afin de pouvoir accepter le formulaire B 2, *Douanes Canada — Demande de rajustement*, le numéro de transaction original de déclaration consolidée doit être inscrit à la zone 6. De plus, pour accélérer le traitement, le numéro d'identification unique de l'expédition et une copie de la portion des feuilles de travail de la déclaration consolidée relative aux marchandises ou une copie du reçu de l'importateur doivent être fournis.

Personnes-ressources régionales

Atlantique	Linda Matthews :	(902) 426-2663
Québec	Sylvie Gendron :	(418) 649-6492
Montréal	Louis Riel :	(514) 283-0419
Ottawa	Linda Greer :	(613) 991-0555
Toronto	Marko Dolenc :	(416) 973-6612
Ontario		
(Sud-Ouest)	Maureen Hagmen :	(519) 257-6488
Centre	Petra Mandock :	(204) 983-7155
Alberta	Marty Moulaison :	(403) 292-5896
Pacifique	Joanne McAllister :	(604) 666-9589

Personnes-ressources de l'Administration centrale

Jim Wilson :	(613) 954-7099
Dave House :	(613) 954-7150
Rose Lyons :	(613) 954-6840
Caley Sayers :	(613) 941-3122
Télécopieur :	(613) 952-1698

Adresse de l'Administration centrale

Revenu Canada
Direction générale des opérations commerciales
Division des opérations postales, des messageries
et des EFV
Section des messageries et des EFV
Édifice Connaught
555, avenue MacKenzie
5^e étage
Ottawa ON K1A 0L5





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, December 6, 1994

Ottawa, le 6 décembre 1994

Subject

Oil and Gas Well Casing

Objet

**Caissons pour puits de pétrole
et de gaz**



This is to advise that the Department initiated a reinvestigation of normal values and export prices on December 2, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act*, in respect of certain oil and gas well casing in carbon steel originating in or exported from the Republic of Korea and the United States of America.

This review is part of the Department's enforcement of a Canadian International Trade Tribunal (CITT) finding, and is required so that the normal values and export prices of the goods can be determined on the basis of current information. These goods are properly classified under the following eight-digit Harmonized System tariff numbers:

7304.20.10
7304.20.90
7305.20.00
7306.20.00

The new normal values established as a result of this review will be effective for the subject goods released from customs on or after April 3, 1995, or the date of the ruling letter to the exporter, whichever occurs first.

Where an exporter either does not provide sufficient information to determine normal values or does not permit verification so that the Department is in a position to issue values within 90 days, normal values will be determined by ministerial specification. These values will apply until the exporter provides a satisfactory submission and allows appropriate verification.

Le présent vous avise qu'en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le Ministère a ouvert une nouvelle enquête sur les valeurs normales et les prix à l'exportation le 2 décembre 1994, à l'égard de certains caissons pour puits de pétrole et de gaz en acier au carbone, originaires ou exportés de la République de Corée et des États-Unis d'Amérique.

La nouvelle enquête fait partie de l'application par le Ministère d'une décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) et est nécessaire afin de déterminer les valeurs normales et les prix à l'exportation des marchandises en se fondant sur les renseignements actuels. Ces marchandises sont dûment classées sous les numéros tarifaires à huit chiffres du Système harmonisé suivants :

7304.20.10
7304.20.90
7305.20.00
7306.20.00

Les nouvelles valeurs normales établies suite à ce réexamen s'appliqueront à toutes les marchandises en cause dédouanées à compter du 3 avril 1995 ou de la date de la lettre avisant l'exportateur des résultats, selon la première occurrence.

Lorsque l'exportateur ne fournit pas assez de renseignements ou ne permet pas la vérification afin que le Ministère puisse établir les valeurs dans les 90 jours, les valeurs normales seront établies selon une prescription ministérielle. Ces valeurs seront en vigueur jusqu'à ce que la soumission de l'exportateur soit satisfaisante et que ce dernier permette une vérification appropriée.

Importers are cautioned that new normal values, when issued, may be higher than those currently in effect. Therefore, importers should bear in mind the possibility of additional assessments of anti-dumping duty once revised normal values have been issued.

Les importateurs sont priés de noter que les nouvelles valeurs normales qui seront émises pourraient être plus élevées que celles qui sont présentement en vigueur. Donc, les importateurs devraient retenir qu'il est possible que les droits antidumping augmentent après que les valeurs normales révisées ont été émises.

Notice of the completion of this normal value and export price review will be published in a Customs Notice.

L'avis de clôture de ce réexamen des valeurs normales et des prix à l'exportation sera publié dans un Avis des douanes.

Any questions concerning the above should be directed to:

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à la :

Anti-dumping and Countervailing Division
16th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Division des droits antidumping et
compensateurs
Immeuble Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
16^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Officers:

Agents :

Brian Hodgson (613) 954-7237

Brian Hodgson (613) 954-7237

Iqbal Motani (613) 954-7249

Iqbal Motani (613) 954-7249





N-923

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, December 6, 1994

Ottawa, le 6 décembre 1994

Subject

Cast Steel Grinding Balls

This is to advise that an undertaking review respecting certain cast steel grinding balls, produced by Capitol Castings Inc., in the United States of America, has been concluded.

The undertaking was accepted by the Deputy Minister of National Revenue on December 15, 1988, in accordance with the undertaking provisions contained in the *Special Import Measures Act*. Pursuant to subsection 53(1) of the Act, the Deputy Minister has now reviewed the undertaking and has determined that it no longer serves the purpose for which it was intended. Accordingly, on December 11, 1994, the undertaking will be allowed to expire. This will terminate all proceedings under the Act in respect of these products.

Any questions concerning the above should be directed to:

Customs Trade Administration Branch
16th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officer: Kjerstine Holmes
Telephone: (613) 954-7395
Facsimile: (613) 941-2612

Objet

Boulets en acier moulé pour broyeurs

Cet avis vous informe que l'examen d'un engagement concernant certains boulets en acier moulé pour broyeurs, fabriqués par Capitol Castings Inc., des États-Unis d'Amérique, est terminé.

L'engagement a été accepté le 15 décembre 1988 par le Sous-ministre du Revenu national, conformément aux dispositions relatives aux engagements que contient la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*. En vertu du paragraphe 53(1) de la Loi, le Sous-ministre a réexaminé l'engagement et constate qu'il ne remplit plus son objet. En conséquence, cet engagement expirera le 11 décembre 1994. Ceci met fin à toutes les procédures engagées en vertu de la Loi à l'égard de ces produits.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Direction générale de l'administration des
politiques commerciales des douanes
Édifice Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
16^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping
et compensateurs

Agent : Kjerstine Holmes
Téléphone : (613) 954-7395
Télécopieur : (613) 941-2612



Printed in Canada
Imprimé au Canada



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, December 9, 1994

Ottawa, le 9 décembre 1994

Subject

Objet

Tillage Tools

Outils de travail du sol

This is to advise that the reinvestigation which was initiated on August 12, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act* (SIMA) has been concluded.

Cet avis a pour objet de vous informer que la nouvelle enquête, ouverte le 12 août 1994 en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), est maintenant terminée.

The review was part of the Department's enforcement of the Anti-dumping Tribunal (now known as the Canadian International Trade Tribunal) finding of December 28, 1983, respecting deep tillage sweeps, field cultivator sweeps, reversible points, reversible heavy duty chisels, reversible twisted chisels and reversible furrow shovels, known as tillage or earth engaging tools, used on chisel plows and field cultivators, originating in or exported from Brazil. The subject goods are normally imported into Canada under the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

Un réexamen a été effectué dans le cadre de l'application, par le Ministère, de la décision rendue le 28 décembre 1983 par le Tribunal antidumping (maintenant appelé Tribunal canadien du commerce extérieur) concernant des coeurs pour labours profonds, des coeurs pour cultivateurs, des pointes réversibles, des lames réversibles à gros usage, des lames vrillées réversibles et des socs réversibles, connus sous la désignation d'outils de travail ou de préparation du sol montés sur des chisels et des cultivateurs agricoles, originaires ou exportés du Brésil. Les marchandises en cause sont habituellement importées au Canada sous les numéros tarifaires de dix chiffres suivants du Système harmonisé :

8432.90.20.10
8432.90.20.20
8432.90.20.30
8432.90.20.40

8432.90.20.10
8432.90.20.20
8432.90.20.30
8432.90.20.40

With respect to subject goods shipped directly from Brazil, specific normal values were determined for one company using the cost of production of the exported goods plus general, selling and administrative expenses and an amount for profit in accordance with section 19 of the Act. For those companies that did not furnish sufficient information to enable the determination of normal values, the normal values will be determined by ministerial specification, i.e. export price advanced by 41%.

En ce qui concerne les marchandises en cause expédiées directement du Brésil, les valeurs normales spécifiques pour une société ont été déterminées en utilisant le coût de production des produits exportés, plus des frais généraux et administratifs et des frais de vente, et un montant pour les bénéfices, tel que stipulé à l'article 19 de la Loi. Lorsque des sociétés ne fournissent pas suffisamment d'information pour permettre la détermination des valeurs normales, ces dernières sont établies selon une prescription ministérielle fondée sur le prix à l'exportation majoré de 41 %.



With respect to subject goods shipped from the United States, two exporters were identified. Since both companies failed to furnish sufficient information to enable the determination of normal values, normal values for both of these companies will be determined by advancing the export price by 41% in accordance with the ministerial specification.

For any new model of subject goods or for subject goods exported by any company not reviewed, normal values will be determined by ministerial specification on the basis of the export price of the goods advanced by 41%. This method will be used unless sufficient information is provided by the exporter to enable the Department to calculate specific normal values.

Export price will be determined pursuant to section 24 of the Act on the basis of the lower of the exporter's selling price or the importer's purchase price of the goods, with deductions to be made for any costs, charges and expenses included in the price that relate to the shipment of the goods from the factory.

As a result of the review, new normal values and export prices are effective for the subject goods released from Customs on or after December 9, 1994. All known exporters of these goods from Brazil and the United States have been notified of the new values.

Notwithstanding the above, when there are changes to prices, market conditions or costs associated with the production and sales of these goods, the onus is on the concerned parties to advise the Anti-dumping and Countervailing Division. When substantial changes occur and the Department has not been advised in writing and in a timely manner, or the required information to make any necessary adjustments to values is not provided, retroactive assessments will be applied where, in the opinion of the Director General, such action is warranted. In such circumstances, the only limitation to such retroactivity will be the statutory provisions within SIMA.

Pour ce qui est des marchandises en cause expédiées des États-Unis, le Ministère a identifié deux exportateurs. Comme ces deux sociétés n'ont pas fourni suffisamment d'information pour permettre la détermination de valeurs normales, ces dernières seront établies en majorant le prix à l'exportation de 41 % selon la prescription ministérielle.

Pour tout nouveau modèle de marchandise en cause ou pour des marchandises en cause qui seront exportées par des sociétés non visées par le réexamen, les valeurs normales seront déterminées selon une prescription ministérielle fondée sur le prix à l'exportation des marchandises majoré de 41 %. Cette méthode sera en vigueur jusqu'à ce que des renseignements suffisants soient présentés par l'exportateur en question pour permettre au Ministère de déterminer des valeurs normales spécifiques.

Le prix à l'exportation sera déterminé conformément à l'article 24 de la Loi, selon le moindre du prix auquel l'exportateur a vendu les marchandises ou du prix auquel l'importateur les a achetées, rectifié par des déductions pour les frais inclus dans ce prix, qui portent sur l'expédition des marchandises à partir de l'usine.

Par suite du réexamen, les nouvelles valeurs normales et les nouveaux prix à l'exportation s'appliqueront à toutes les marchandises en cause dédouanées à compter du 9 décembre 1994. Tous les exportateurs connus des marchandises en cause du Brésil et des États-Unis ont été avisés des nouvelles valeurs.

Nonobstant ce qui précède, il incombe aux parties intéressées d'aviser la Division des droits antidumping et compensateurs lorsque les prix, les conditions du marché ou les coûts liés à la production ou aux ventes sont modifiés. Des cotisations rétroactives peuvent être établies si le directeur général estime qu'une telle mesure est justifiée lorsque des changements importants se produisent et que le Ministère n'en est pas avisé par écrit en temps opportun ou lorsque les renseignements requis pour apporter les rectifications nécessaires aux valeurs ne sont pas fournis. Dans ces circonstances, les limitations prévues dans la LMSI constitueront le seul obstacle à l'application rétroactive des droits.

In instances where the normal values of imported goods exceed the export prices, anti-dumping duty is payable by the importer. Should the importer disagree with the determination made on any importation of goods, a request for redetermination, on the prescribed form and accompanied by the prescribed information, must be sent by registered mail or delivered by hand to the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, at the address set out below. Such a request must be received within 90 days from the date on which the determination was made.

In order to determine their liability for anti-dumping duty, importers should obtain the applicable normal values from the exporter, or from Customs in accordance with Memorandum D14-1-2.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing
Division

Officer: Bernard Lee
Telephone: (613) 954-0032

Lorsque les valeurs normales de marchandises importées dépassent les prix à l'exportation, les droits antidumping doivent être payés par l'importateur. Si un importateur conteste la décision rendue pour l'importation de marchandises, il peut présenter une demande de révision et de réexamen en remplissant le formulaire prescrit et en y joignant les renseignements exigés. Cette demande doit être livrée par courrier recommandé ou par porteur au directeur général de la Division des droits antidumping et compensateurs, à l'adresse indiquée ci-dessous, dans les 90 jours de la date où la décision a été rendue.

Pour déterminer le montant des droits antidumping qu'ils ont à verser, les importateurs doivent, communiquer avec l'exportateur ou avec les douanes de Revenu Canada, conformément aux dispositions du Mémoire D14-1-2, afin de connaître la valeur normale applicable.

Il faut soumettre toute demande de renseignements sur ce qui précède à l'adresse suivante :

Revenu Canada
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping
et compensateurs

Agent : Bernard Lee
N° de téléphone : (613) 954-0032





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, December 12, 1994

Ottawa, le 12 décembre 1994

Subject

Certain Corrosion-Resistant Steel Sheet Products

This is to advise that the Department has concluded a review of normal values and export prices of certain corrosion-resistant steel sheet products originating in or exported from Australia, Brazil, France, the Federal Republic of Germany, Japan, the Republic of Korea, New Zealand, Spain, Sweden, the United Kingdom and the United States of America.

This review was conducted pursuant to the *Special Import Measures Act* as part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's July 29, 1994 finding of injury respecting these goods. The finding provided for a number of exclusions, a complete list of which can be obtained by contacting one of the officers listed at the end of this notice.

These goods are properly classified in the Harmonized System under the following subheading and classification numbers:

7210.31
7210.39
7210.49
7212.21
7212.29
7212.30
7225.90.00.10
7226.99.00.10

Information obtained during the review is being used to finalize the anti-dumping duties applicable to subject goods imported during the provisional period, i.e. from March 31, 1994 to July 29, 1994. Normal values have been issued to exporters who provided complete responses and will be applicable to those

Objet

Certains produits de tôle d'acier résistant à la corrosion

Cet avis vous avise que le Ministère a terminé une nouvelle enquête sur les valeurs normales et les prix à l'exportation de certains produits de tôle d'acier résistant à la corrosion originaires ou exportés de l'Australie, du Brésil, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon, de la République de Corée, de la Nouvelle-Zélande, de l'Espagne, de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique.

La nouvelle enquête a été commencée en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* et fait partie de l'exécution par le Ministère de la décision de préjudice rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur le 29 juillet 1994. La décision comporte plusieurs exclusions. Une liste complète de ces exclusions peut être obtenue auprès des agents identifiés ci-après.

Ces produits sont correctement classés dans le Système harmonisé sous les numéros de sous-position et de classement suivants :

7210.31
7210.39
7210.49
7212.21
7212.29
7212.30
7225.90.00.10
7226.99.00.10

Les renseignements obtenus lors du réexamen servent à rendre définitifs les droits antidumping pour les marchandises en cause importées durant la période provisoire, c'est-à-dire du 31 mars 1994 au 29 juillet 1994. Les valeurs normales ont été émises aux exportateurs qui ont fourni des réponses complètes et seront en



goods released from Canada customs' possession on or after December 9, 1994. In addition, these values will be used to process any requests for re-determination with respect to importations in the period July 30, 1994 to December 8, 1994.

Where an exporter did not provide a complete submission within the required time frame, normal values continue to be based on margins of dumping found for the final determination.

In order to determine their liability for anti-dumping duty, importers of subject goods should contact their suppliers to determine whether specific normal values or advances over export prices will be applied to importations of subject goods. Importers can obtain normal values from the exporter or from customs, in accordance with Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Value and Export Price Established under the Anti-dumping Act to Importers*. Importers are cautioned that new normal values, where applicable, may result in higher assessments of anti-dumping duty than the assessments currently being made on the basis of the margins of dumping found for the final determination.

Importers are reminded that it is their responsibility to calculate and declare their anti-dumping duty liability. If importers are using the services of a customs broker to clear importations, the brokerage firm should be advised that the goods are subject to anti-dumping actions and provided with the information necessary to clear the shipments.

Should the importer disagree with the determination made on any importation of goods, a request for re-determination may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, at the address below. Such a request must be received within 90 days from the making of the determination, in the form and manner outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Import Measures Act*.

vigueur pour les marchandises en cause dédouanées par le Ministère à partir du 9 décembre 1994. De plus, ces valeurs serviront à traiter toute demande de révision à l'égard des importations dédouanées dans la période du 30 juillet 1994 au 8 décembre 1994.

Pour les exportateurs qui n'ont pas fourni de réponse complète dans les délais prévus, les valeurs normales seront à nouveau basées sur les marges de dumping établies au moment de la décision définitive.

Afin de déterminer leur assujettissement aux droits antidumping, les importateurs des marchandises en cause doivent communiquer avec leurs fournisseurs afin d'établir si des majorations du prix à l'exportation ont été déterminées ou s'ils ont des valeurs normales particulières. Les importateurs peuvent obtenir ces valeurs de l'exportateur ou des douanes en conformité avec le Mémoire D14-1-2, *Divulgaration aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi antidumping*. Les importateurs sont priés de noter que les nouvelles valeurs normales pourraient occasionner des cotisations de droits antidumping supérieures aux cotisations actuelles qui sont fondées sur les marges de dumping déterminées lors de la décision définitive.

Nous rappelons aux importateurs qu'il leur incombe de calculer et de déclarer les droits antidumping auxquels ils sont assujettis. Si les importateurs ont recours aux services d'un courtier en douane, ce dernier doit être avisé que les marchandises sont assujetties à des mesures antidumping et les renseignements nécessaires au dédouanement desdites marchandises doivent leur être fournis.

Si l'importateur conteste la décision rendue pour une importation quelconque, il doit présenter une demande de réexamen au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, à l'adresse ci-après. Cette demande doit être reçue dans les 90 jours qui suivent la date de la décision, selon les modalités prescrites, et doit être accompagnée des renseignements stipulés dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Any questions concerning the above should be directed to:

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à la:

Customs Trade Administration
Branch
16th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Direction générale de l'administration des
politiques commerciales des douanes
Immeuble Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
16^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing
Division

À l'attention de la Division des droits antidumping
et compensateurs

Officers' names and telephone numbers:

Noms et numéros de téléphone des agents :

Guy Bisson: (613) 941-8748
Jennifer Hughes Doucet: (613) 952-7547
Michel Leclair: (613) 954-7232
Facsimile: (613) 941-2612

Guy Bisson : (613) 941-8748
Jennifer Hughes Doucet : (613) 952-7547
Michel Leclair : (613) 954-7232
Télécopieur : (613) 941-2612



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, December 30, 1994

Ottawa, le 30 décembre 1994

Subject

Drawback Changes Under GATT

This notice provides information to importers, manufacturers and exporters regarding changes to the drawback regulations as a result of the GATT agreement.

Two amendments to the drawback regulations will affect only those who file drawback claims in which domestic and imported goods or materials are used interchangeably in the manufacture of goods exported.

Under the GATT agreement, we are required to restrict drawback payments where this type of substitution is involved, unless the importation (release from customs) and the subsequent exportation (including deemed exportation) both occur within two years. The following drawback regulations were amended to introduce this new two-year time frame:

Joint Canada-United States Projects Drawback Regulations

Canadian Commercial Corporation Goods Exported Drawback Regulations

Goods for Ships and Aircraft Drawback Regulations

Canadian Manufactured Goods Exported Drawback Regulations

Motor Vehicles Exported Drawback Regulations

Objet

Modifications apportées au drawback dans le cadre du GATT

Le présent avis communique des renseignements aux importateurs, aux fabricants et aux exportateurs en ce qui concerne des modifications aux règlements sur le drawback par suite de l'accord du GATT.

Deux modifications aux règlements sur le drawback viseront seulement ceux qui présentent des demandes de drawback où des marchandises ou matières canadiennes et importées, sont utilisées de façon interchangeable dans la fabrication de marchandises exportées.

En vertu de l'accord du GATT, nous devons limiter les paiements de drawback lorsque cette sorte de substitution est en cause, à moins que l'importation (la mainlevée des douanes) et l'exportation ultérieure (y compris l'exportation présumée) soient toutes les deux effectuées dans un délai de deux ans. Les règlements sur le drawback suivants ont été modifiés pour introduire ce nouveau délai de deux ans :

Règlement sur le drawback relatif aux entreprises en commun du Canada et des États-Unis

Règlement sur le drawback relatif aux marchandises exportées par la Corporation commerciale canadienne

Règlement sur le drawback relatif aux marchandises destinées aux navires et aux aéronefs

Règlement sur le drawback relatif aux marchandises de fabrication canadienne exportées

Règlement sur le drawback relatif aux véhicules automobiles exportés

Canadian Textile Goods Exported Drawback Regulations

Règlement sur le drawback relatif aux marchandises de fabrication canadienne exportées (textiles)

Canadian Manufactured Tires and Tubes (Exported Vehicles) Drawback Regulations

Règlement sur le drawback relatif aux pneus et aux chambres à air fabriqués ou produits au Canada (véhicules exportés)

CIDA Goods Drawback Regulations

Règlement sur le drawback relatif aux marchandises de l'ACDI

In addition, these regulations were further amended to remove the current twelve month manufacturing condition applicable to substitution drawback payments.

De plus, ces règlements ont aussi été modifiés pour enlever la condition actuelle de fabrication dans un délai de douze mois s'appliquant aux paiements de drawback de substitution.

It should be noted that the four-year time limit for filing a claim has **not** been affected by these amendments.

Il convient de noter que le délai de quatre ans pour présenter une demande n'a **pas** été touché par ces modifications.

Drawback Memoranda will be amended shortly to reflect these changes.

Les mémorandums sur le drawback seront bientôt modifiés pour tenir compte de ces modifications.

Any questions concerning the above may be directed to:

Pour de plus amples renseignements à cet égard, veuillez communiquer avec :

Revenue Canada
Duties Relief Programs Directorate
Connaught Building
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Revenu Canada
Services des programmes d'exonération de droits
Edifice Connaught
555, avenue MacKenzie
Ottawa ON K1A 0L5

Officer: Fred LeMay
Telephone: (613) 954-6937

Agent : Fred LeMay
Téléphone : (613) 954-6937





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, December 30, 1994

Ottawa, le 30 décembre 1994

Subject

**MFN Duty Rates
Potentially Lower
than NAFTA
or GPT Duty Rates**

Objet

**Taux des droits de douane de la NPF
potentiellement inférieurs aux
taux des droits de douane
de l'ALÉNA ou du TPG**

As a result of the reductions in the *Most Favored Nation Tariff* (MFNT) rates of duty resulting from the recently completed Uruguay round of the *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT), there will be situations in the 1995 *Customs Tariff* where the MFNT rate of duty is lower than the applicable *North American Free Trade Agreement* (NAFTA) rate of duty and/or the *General Preferential Tariff* (GPT) rate of duty. Consult your 1995 *Customs Tariff* to determine where these situations occur. Examples of Chapters where this situation occurs frequently are Chapters 30 and 95.

Importers should take note of these situations and in such cases may wish to claim the lower MFNT rate of duty rather than the higher NAFTA or GPT rate of duty. However, importers who claim MFNT in these circumstances, who would normally claim a NAFTA tariff treatment, should be particularly careful that their classification is correct, since, pursuant to sub-section 74(3)(b)(ii) of the *Customs Act*, there is a time limit of one year from the date of accounting for claiming a NAFTA tariff treatment, should their classification later be found to be incorrect. Importers may wish to confirm their classifications in these instances through use of the National Customs Rulings Program described in Memorandum D11-11-1, *National Customs Rulings*.

Par suite des réductions dans les taux des droits de douane du *Tarif de la nation la plus favorisée* (TNPF) découlant du cycle de l'Uruguay de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (GATT) qui s'est terminé dernièrement, il y aura des situations dans le *Tarif des douanes* de 1995 où le taux de droit du TNPF est inférieur au taux de droit applicable de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA) ou au taux de droit du *Tarif de préférence général* (TPG). Veuillez consulter le *Tarif des douanes* de 1995 pour déterminer où ces cas se présentent. Les chapitres 30 et 95 sont des exemples de chapitres où de telles situations se présentent souvent.

Les importateurs doivent prendre note de ces situations et peuvent, dans de telles situations, demander le taux de droit inférieur du TNPF plutôt que le taux de droit plus élevé de l'ALÉNA ou du TPG. Toutefois, les importateurs qui demandent le TNPF dans ces cas et qui demanderaient normalement le traitement tarifaire de l'ALÉNA, doivent s'assurer que leur classement est exact et ce, étant donné qu'il y a, conformément au paragraphe 74(3)(b)(ii) de la *Loi sur les douanes*, un délai d'un an suivant la date de la déclaration en détail pour demander un traitement tarifaire de l'ALÉNA advenant que l'on constate, à une date ultérieure, que leur classement est erroné. Les importateurs voudront confirmer leurs classements dans ces cas en se servant du Programme des décisions nationales des douanes qui est décrit dans le Mémoire D11-11-1, *Décisions nationales des douanes*.

Where an importer accounts for goods under a non-NAFTA tariff treatment and wishes to obtain a more favorable MFNT rate of duty, a refund claim under section 74(1)(c.2) of the *Customs Act* may be filed within two years after the goods are accounted for. Where goods are accounted for under a NAFTA tariff treatment an importer may file for a refund to a more preferential MFNT rate of duty, under section 60 of the *Customs Act*, within the prescribed time limit (usually one year of the section 57 determination).

For further information on the customs and tariff aspects of the 1994 GATT agreement, see Customs Notice N-926.

For further information on the correct use of tariff treatments contact:

Origin Determination Directorate
Telephone: (613) 954-6979
Fax: (613) 954-2224

Lorsqu'un importateur déclare en détail des marchandises en vertu d'un traitement tarifaire non-ALÉNA et qu'il veut obtenir un taux de droit plus favorable du TNPF, il peut demander un remboursement en vertu de l'article 74(1)c.2) de la *Loi sur les douanes* dans les deux ans suivant la déclaration en détail des marchandises. Dans les cas où les marchandises sont déclarées en détail en vertu d'un traitement tarifaire de l'ALÉNA, un importateur peut demander un remboursement à un taux de droit plus préférentiel du TNPF en vertu de l'article 60 de la *Loi sur les douanes* et ce, dans le délai réglementaire (généralement un an en vertu de la détermination sous l'article 57).

Pour plus de renseignements concernant les aspects douaniers et tarifaires de l'accord du GATT de 1994, veuillez consulter l'Avis des douanes N-926.

Si vous voulez plus de renseignements concernant l'utilisation convenable des traitements tarifaires, veuillez communiquer avec le :

Service de la détermination de l'origine
Téléphone : (613) 954-6972
Télécopieur : (613) 954-2224





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 6, 1995

Ottawa, le 6 janvier 1995

Subject

**Black Granite Memorials
and Black Granite Slabs,
Originating in or
Exported from India**

This is to advise that the re-investigation initiated on September 9, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act* (SIMA), has been concluded.

As part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's finding of July 20, 1994, respecting black granite memorials of all sizes and shapes and black granite slabs in thicknesses equal to or greater than three inches, originating in or exported from India, a re-investigation of the normal values, export prices and amounts of subsidy of the subject goods has been concluded. The subject goods are normally imported into Canada under the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

6802.23.00.10
6802.23.00.20
6802.93.00.10
6802.93.00.20

The revised normal values, export prices and amounts of subsidy will be effective for the subject goods released from customs on or after January 6, 1995. The major exporters of the subject goods have been notified of the new values.

In order to ascertain their liability for anti-dumping and/or countervailing duty, importers should contact the exporters to obtain the applicable values. For further information on this matter, please refer to Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Value and Export Prices Established under the Special Import Measures Act to Importers*.

Objet

**Monuments commémoratifs faits
de granit noir et les tranches de
granit noir, originaires ou
exportés de l'Inde**

La présente vous informe que la nouvelle enquête, ouverte le 9 septembre 1994, en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI) a été conclue.

Un réexamen des valeurs normales, des prix à l'exportation et des montants de subvention a été conclu par le Ministère en application de la décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur le 20 juillet 1994 sur les monuments commémoratifs faits de granit noir de toutes dimensions et formes et les tranches de granit noir d'une épaisseur de trois pouces ou plus, originaires ou exportés de l'Inde. Les marchandises en cause sont habituellement importées au Canada sous les numéros tarifaires à dix chiffres suivants du Système harmonisé :

6802.23.00.10
6802.23.00.20
6802.93.00.10
6802.93.00.20

Les valeurs normales, les prix à l'exportation et les montants de subvention révisés s'appliqueront à toutes les marchandises en cause dédouanées à compter du 6 janvier 1995. Les principaux exportateurs des marchandises en cause ont été avisés des nouvelles valeurs.

Afin de déterminer leur assujettissement aux droits antidumping et (ou) compensateurs, les importateurs doivent communiquer avec les exportateurs pour obtenir les valeurs applicables. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez consulter le Mémoire D14-1-2, *Divulgaration aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

If importers do not agree with the Department's determinations, requests for re-determinations may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa ON K1A 0L5. These requests must be filed in the form and manner outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under the Special Import Measures Act*, and received within 90 days from the date of the determination.

The information collected in the course of this re-investigation is also being used for the determination of normal values, export prices and amounts of subsidy of the subject goods released from customs during the provisional period (from March 22 to July 20, 1994), as required by section 55 of SIMA. Such re-determinations will be completed by January 20, 1995.

An importer's liability for anti-dumping duty and/or countervailing duty cannot exceed the amount paid or properly payable as provisional duty and any overpayments will be refunded.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officers' names and telephone numbers:

J. Smith (613) 954-7381
T. Huzarski (613) 954-7373

Facsimile: (613) 954-2510

Si les importateurs ne sont pas d'accord avec les décisions du Ministère, ils peuvent présenter une demande de révision au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa ON K1A 0L5. Ces demandes doivent être présentées selon les modalités et la forme réglementaire soulignées dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*, et doivent être reçues dans les 90 jours suivant la date de la décision.

Les renseignements recueillis au cours de cette nouvelle enquête sont également utilisés lors de l'établissement des valeurs normales, des prix à l'exportation et des montants de subvention des marchandises en cause dédouanées durant la période provisoire (du 22 mars au 20 juillet 1994), conformément à l'article 55 de la LMSI. Les révisions en question seront terminées d'ici le 20 janvier 1995.

L'assujettissement d'un importateur à payer des droits antidumping et (ou) compensateurs ne peut dépasser le montant payé ou à payer en guise de droits provisoires, et tout montant payé en trop sera remboursé.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Noms des agents et numéros de téléphone :

J. Smith (613) 954-7381
T. Huzarski (613) 954-7373

Télécopieur : (613) 954-2510





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 3, 1995

Ottawa, le 3 janvier 1995

Subject

Objet

Certain Solder Joint Pipe Fittings Originating in or Exported from the United States of America

Certains raccords de tuyauterie à souder originaires ou exportés des États-Unis d'Amérique

This is to advise that the reinvestigation initiated on October 6, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act* (SIMA), has been concluded.

La présente a pour but de vous informer que la nouvelle enquête, ouverte le 6 octobre 1994, en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI) est terminée.

The reinvestigation was part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's injury finding of October 18, 1993, respecting certain solder joint pressure pipe fittings and solder joint drainage, waste and vent pipe fittings, made of cast copper alloy, wrought copper alloy or wrought copper; in diameters up to 6 inches and the metric equivalent; for use in heating, plumbing, air conditioning and refrigeration applications; originating in or exported from the United States of America, and produced by or on behalf of Elkhart Products Corporation, Elkhart, Indiana, Nibco Inc., Elkhart, Indiana and Mueller Industries, Inc., Wichita, Kansas, their successors and assigns. The finding provided for a number of exclusions, a complete list of which can be obtained by contacting one of the officers listed below.

La nouvelle enquête découle de l'exécution par le Ministère, de la décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur, le 18 octobre 1993, au sujet de certains raccords de tuyauterie à souder, de types à pression et à drainage, à renvoi et à évent, faits en alliages de cuivre coulé, en alliages de cuivre ouvré ou en cuivre ouvré, d'un diamètre maximal de six pouces et de l'équivalent métrique, utilisés dans le chauffage, la plomberie, la climatisation et la réfrigération, originaires ou exportés des États-Unis d'Amérique et produits par les sociétés Elkhart Products Corporation, Elkhart (Indiana), Nibco Inc., Elkhart (Indiana) et Mueller Industries Inc., Wichita (Kansas), leurs successeurs et ayants droit, ou en leur nom. La décision comporte certaines exclusions dont une liste complète est disponible auprès des agents identifiés ci-après.

The subject goods are normally imported into Canada under one of the following 10-digit Harmonized System classification numbers:

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada sous l'un des numéros tarifaires à dix chiffres du Système harmonisé suivants :

7412.10.00.11
7412.10.00.19
7412.10.00.20
7412.10.00.90
7412.20.00.11
7412.20.00.12
7412.20.00.19
7412.20.00.20
7412.20.00.90

7412.10.00.11
7412.10.00.19
7412.10.00.20
7412.10.00.90
7412.20.00.11
7412.20.00.12
7412.20.00.19
7412.20.00.20
7412.20.00.90



The revised normal values and export prices will be effective for the subject goods released from Customs on or after December 30, 1994. The exporters of the subject goods have been notified of the new values.

The normal values of subject solder joint pipe fittings for which sufficient information to establish specific normal values was not provided by the exporter, will be determined by ministerial specification on the basis of the export price advanced by 133%.

In instances where the normal value of the imported goods exceeds the export price, anti-dumping duties are payable by the importer. If the importer does not agree with the Department's determinations, requests for re-determinations may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa, Ontario K1A 0L5. These requests must be filed in the form and manner outlined in Customs Memorandum D14-1-3 and received within 90 days from the date of the determination.

In addition, where there are changes to domestic prices, market conditions or costs associated with production or sales of the subject goods, the onus is on the concerned parties to advise the Department. When substantial changes occur and the Department has not been advised in writing and in a timely manner, or the required information to make any necessary adjustments to values has not been provided, retroactive assessments will be applied where in the opinion of the Director General such action is warranted. In such circumstances, the only limitation to such retroactivity will be the statutory limitations within SIMA.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa, ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officers' names and telephone numbers:

L. Nadon: (613) 954-7383
M. Hollins: (613) 954-7374
D. Lawson: (613) 954-7382
Facsimile: (613) 954-2510

Les valeurs normales et les prix à l'exportation révisés s'appliqueront à toutes les marchandises en cause dédouanées à compter du 30 décembre 1994. Les exportateurs des marchandises en cause ont été avisés des nouvelles valeurs.

Lorsque des renseignements suffisants permettant de déterminer des valeurs normales spécifiques n'ont pas été fournis par l'exportateur, les valeurs normales des raccords de tuyauterie à souder en cause seront établies selon une prescription ministérielle en fonction du prix à l'exportation majoré de 133 %.

Lorsque la valeur normale des marchandises importées dépasse le prix à l'exportation, des droits antidumping sont redevables de la part de l'importateur. Si l'importateur n'est pas d'accord avec la décision du Ministère, il peut présenter une demande de rajustement au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa (Ontario) K1A 0L5. Ces demandes doivent être présentées selon les modalités et la forme réglementaire stipulés au memorandum des Douanes D14-1-3 et doivent être reçues en deçà de 90 jours suivant la date de la décision.

En outre, lorsque les prix nationaux, les conditions du marché ou les coûts associés à la production ou aux ventes sont modifiés, il incombe aux parties intéressées d'en aviser le ministère. Si des changements importants se produisent et que le Ministère n'en est pas avisé par écrit en temps voulu, ou si les renseignements requis pour apporter les rectifications nécessaires aux valeurs ne sont pas fournis, des cotisations rétroactives peuvent être établies si le Directeur général estime qu'une telle mesure est justifiée. Dans ces circonstances, le seul obstacle à l'application rétroactive des droits sera les limitations prévues dans la LMSI.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Nom et numéro de téléphone des agents :

L. Nadon : (613) 954-7383
M. Hollins : (613) 954-7374
D. Lawson : (613) 954-7382
Télécopieur : (613) 954-2510



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 6, 1995

Ottawa, le 6 janvier 1995

Subject

Certain Stainless Steel Welded Pipe

This is to advise that on December 23, 1994, the Department concluded a reinvestigation of normal values and export prices pursuant to the *Special Import Measures Act* of certain stainless steel welded pipe originating in or exported from Taiwan. This review was initiated on September 26, 1994.

This review was part of the Department's enforcement of a Canadian International Trade Tribunal (CITT) finding and was conducted to ensure that the normal values and export prices of the goods are based on current information.

The subject goods are normally imported to Canada under one of the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

7306.40.00.00
7306.40.00.10
7306.40.00.11
7306.40.00.12
7306.40.00.13

One exporter from Taiwan, Ta Chen Stainless Pipe Company, provided sufficient information to allow the determination of specific normal values for future shipments of subject goods. All other exporters have not provided the necessary information.

Accordingly, for these latter exporters, normal values will be determined by Ministerial specification on the basis of export price advance. The applicable advance is 91.6%.

Objet

Certains tuyaux soudés en acier inoxydable

Cet avis vous avise que, le 23 décembre 1994, conformément à la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le Ministère a terminé la nouvelle enquête, commencée le 26 septembre 1994, visant les valeurs normales et les prix à l'exportation de certains tuyaux soudés en acier inoxydable originaires ou exportés de Taïwan.

Cette nouvelle enquête faisait partie de l'exécution par le Ministère d'une conclusion de préjudice par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) et est nécessaire afin de déterminer les valeurs normales et les prix à l'exportation des marchandises en se fondant sur les renseignements actuels.

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada en utilisant un des numéros à dix chiffres du Système harmonisé suivants

7306.40.00.00
7306.40.00.10
7306.40.00.11
7306.40.00.12
7306.40.00.13

Un exportateur de Taïwan, Ta Chen Stainless Pipe Company, a fourni suffisamment d'information permettant de déterminer des valeurs normales spécifiques pour les expéditions futures des marchandises en cause. Tous les autres exportateurs n'ont pas fourni les renseignements nécessaires au Ministère.

En conséquence, pour ces exportateurs, les valeurs normales seront déterminées par prescription ministérielle basée sur une majoration du prix à l'exportation. Cette majoration est égale à 91,6 %.

All normal values established as a result of this review are effective for the subject goods released from customs on or after December 23, 1994.

For imports of subject goods from Ta Chen, the exporter with specific normal values, importers can obtain normal values from Ta Chen or customs, in accordance with Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Value and Export Price Established under the Anti-dumping Act to Importers*. On importations of subject goods from all other exporters, the liability for anti-dumping duty is the export price advance as outlined above.

Importers are reminded that it is their responsibility to calculate and declare their anti-dumping duty liability. If importers are using the services of a customs broker to clear importations, the brokerage firm should be advised that the goods are subject to anti-dumping actions and provided with the information necessary to clear the shipments.

Should the importer disagree with the determination made on any importation of goods, a request for re-determination may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, at the address below. Such a request must be received within 90 days from the making of the determination, in the prescribed form and manner and accompanied by the prescribed information as outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Import Measures Act*.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Trade Administration Branch
16th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officer: R. Killeen
Telephone: (613) 954-7236
Fax: (613) 941-2612

Toutes les valeurs normales établies à la suite de cette nouvelle enquête sont en vigueur pour les marchandises en cause dédouanées à compter du 23 décembre 1994.

Pour les importations des marchandises en cause provenant de Ta Chen, les importateurs peuvent obtenir ces valeurs de l'exportateur ou des douanes conformément au Mémoire D14-1-2, *Divulgaration aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi antidumping*. Pour les importations de marchandises en cause de tout autre exportateur, le montant de droits antidumping sera égal à la majoration des prix à l'exportation mentionnés ci-dessus.

Nous rappelons aux importateurs qu'il leur incombe de calculer et de déclarer les droits antidumping auxquels ils sont assujettis. Si les importateurs ont recours aux services d'un courtier en douane, ce dernier doit être avisé que les marchandises sont assujetties à des mesures antidumping et les renseignements nécessaires au dédouanement desdites marchandises doivent leur être fournis.

Si l'importateur conteste la décision rendue pour une importation quelconque, il doit présenter une demande de réexamen au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, à l'adresse ci-dessous. Cette demande doit être reçue dans les 90 jours qui suivent la date de la décision, selon les modalités prescrites, et doit être accompagnée des renseignements stipulés dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Direction générale de l'administration des
politiques commerciales
Immeuble Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
16^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Agent : R. Killeen
Téléphone : (613) 954-7236
Télécopieur : (613) 941-2612

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 13, 1995

Ottawa, le 13 janvier 1995

Subject

Amendment to the Customs Act — Subsection 48(7)

This amendment to the *Customs Act* implements a provision of the *Agreement Establishing the World Trade Organization*. It adds a new provision to the *Agreement to Implement Article VII* (Valuation). The remaining Valuation Provisions of the *Customs Act* continue to reflect the *Agreement to Implement Article VII*.

The new section of the *Customs Act* gives customs the authority to reject the transaction value where there are doubts about the accuracy of information submitted to support the transaction value. It also provides for enacting regulations which clearly outline the steps to be followed by an officer before such action is taken. The regulation also protects the rights of the importer by placing an obligation on customs to give the importer an opportunity to respond to customs inquiries and requires customs to inform the importer, in writing, of the rationale for any decision before that decision is taken.

Legislation

48(7) Where an officer who is appraising the value for duty of goods believes on reasonable grounds that the information submitted in support of the transaction value of the goods as determined under subsection (4) is inaccurate, the officer shall determine, in accordance with the prescribed procedure, that the value for duty of the goods shall not be appraised under this section.

Objet

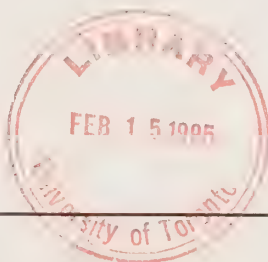
Modification du paragraphe 48(7) de la Loi sur les Douanes

Cette modification permet la mise en oeuvre d'une disposition de l'*Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce*. Il s'agit d'une nouvelle disposition de l'*Accord visant la mise en oeuvre de l'article VII* (détermination de la valeur en douane). Les autres dispositions de la *Loi sur les douanes* portant sur la détermination de la valeur continuent de refléter l'*Accord visant la mise en oeuvre de l'article VII*.

Le nouveau paragraphe de la *Loi sur les douanes* autorise les douanes à ne pas accepter le montant de la valeur transactionnelle lorsqu'il y a des doutes quant à l'exactitude des renseignements soumis à l'appui d'un tel calcul. Il permet en outre l'application du règlement qui décrit clairement les étapes à suivre par un agent avant d'en arriver à un tel refus. Le règlement protège également les droits de l'importateur en obligeant les douanes à donner à ce dernier l'occasion de répondre aux demandes de renseignements qui lui sont adressées et à l'informer, par écrit, du fondement de toute décision avant que celle-ci ne soit rendue.

Texte législatif

48(7) L'agent qui, lors de l'appréciation de la valeur en douane de marchandises, a des motifs raisonnables de douter de l'exactitude des renseignements sur lesquels est fondée la détermination de la valeur transactionnelle des marchandises prévue au paragraphe (4) détermine, conformément à la procédure réglementaire, que le présent article ne peut s'appliquer à l'appréciation de la valeur en douane des marchandises.



Regulations 4.1 and 4.2 (Value for Duty Regulations)

4.1 Before making a determination under subsection 48(7) of the Act, an officer shall:

(a) notify the person who accounted for the goods under section 32 of the Act of the grounds for the officer's belief that the information submitted in support of the transaction value is inaccurate;

(b) request in writing that the person submit to the officer, within 30 days after the request, additional information in support of the transaction value of the goods;

(c) review any additional information received in response to the request made under paragraph (b);

(d) where no additional information is received or following the review of the additional information, if the officer continues to believe on reasonable grounds that the information submitted is inaccurate, at least 30 days before making the determination, give written notice to the person of the grounds for the officer's belief that the information submitted is inaccurate.

4.2 Where an officer makes a determination under subsection 48(7) of the Act, the officer shall give written notice of the determination and the reasons for making it to the person referred to in paragraph 4.1(a).

General Information

Subsection 48(7) will normally be a consideration during the course of a valuation compliance review or audit of an importer's books and records. For example, an officer during the course of a review of an importer's books and records discovers amounts for expenditures to foreign companies which cannot be substantiated through objective and quantifiable documentation, e.g. no paper or audit trail. This could lead the officer to doubt the accuracy of the price paid or payable as presented in the commercial or customs documents.

Articles 4.1 et 4.2 (Règlement sur la détermination de la valeur en douane)

4.1 Avant de prendre une décision en vertu du paragraphe 48(7) de la Loi, l'agent :

a) avise la personne qui a fait la déclaration en détail ou provisoire des marchandises en application de l'article 32 de la Loi de ses motifs de douter de l'exactitude des renseignements soumis au sujet de la valeur transactionnelle des marchandises;

b) demande par écrit à cette personne de lui soumettre, dans les 30 jours suivant la demande, des renseignements supplémentaires concernant la valeur transactionnelle des marchandises;

c) examine les renseignements supplémentaires reçus en réponse à la demande visée à l'alinéa b);

d) dans le cas où aucun renseignement n'est soumis ou à la suite de l'examen des renseignements supplémentaires, s'il continue à avoir des motifs raisonnables de douter de l'exactitude des renseignements soumis, il donne un avis écrit, au moins 30 jours avant de prendre une décision, de ses motifs de douter de l'exactitude des renseignements soumis.

4.2 L'agent donne à la personne visée à l'alinéa 4.1a) un avis écrit de la décision — avec motifs à l'appui — qu'il prend en vertu du paragraphe 48(7) de la Loi.

Renseignements généraux

Le paragraphe 48(7) sera normalement pris en considération lors d'un examen ou d'une vérification portant sur l'observation de la détermination de la valeur. Par exemple, en examinant les registres et les dossiers d'un importateur, un agent peut découvrir des montants au titre de dépenses relatives à des sociétés étrangères qui ne peuvent être justifiés, ni objectivement ni de manière quantifiable, c'est-à-dire lorsqu'il n'existe ni document ni piste de vérification. En pareille circonstance, l'agent peut être porté à douter de l'exactitude du prix payé ou payable, tel que celui-ci figure dans les documents commerciaux ou douaniers.

In order to apply subsection 48(7) under such circumstances the officer must carry out the following procedures:

- inform the importer of the reasons for doubting the accuracy of the information made available in support of the transaction value and request in writing that additional information be provided within thirty days;
- review any additional information submitted by or on behalf of the importer;
- if, either on the basis of further information obtained or in the absence of further information requested, the officer continues to believe that the available information is inaccurate, the officer will inform the importer in writing of the reasons for his/her conclusions and advise the importer that it has an additional 30 days to respond before a decision is made to reject transaction value;
- where sufficient information is not provided within 30 days, the officer will inform the importer in writing that the value of the goods under review cannot be determined under section 48 as well as the reasons for that decision;
- value for duty will then be established under one of the subsequent methods of valuation. Please refer to Memorandum D13-3-1, *Methods of Determining Value for Duty*.

This additional provision to the value for duty legislation does not affect the existing seizure/ascertained forfeiture provisions of the *Customs Act*.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Valuation Division
9th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: David Fyfe
Telephone: (613) 954-7343

Pour pouvoir appliquer le paragraphe 48(7), l'agent doit dans ce cas suivre la procédure énoncée ci-après :

- informer l'importateur des raisons qui permettent à l'agent de croire que les renseignements justifiant la valeur transactionnelle sont inexacts et demander, par écrit, que des renseignements complémentaires soient fournis dans les 30 jours;
- examiner tous les renseignements complémentaires qui sont présentés par l'importateur ou au nom de celui-ci;
- si, d'après les renseignements complémentaires ou en l'absence de ceux-ci, l'agent persiste à croire que les renseignements sont inexacts, il expliquera, par écrit, à l'importateur les raisons pour lesquelles il en est arrivé à de telles conclusions et l'aviser qu'une période supplémentaire de trente jours lui est accordée pour répondre avant que ne soit rendue la décision rejetant la valeur transactionnelle;
- si l'importateur ne fournit pas les renseignements voulus dans ce délai, l'agent l'informer par écrit que la valeur des marchandises visées par l'examen ne peut être établie aux termes de l'article 48, en indiquant les motifs de sa décision;
- la valeur en douane sera alors établie à l'aide d'une autre méthode de calcul de la valeur. À cette fin, se reporter au Mémorandum D13-3-1, *Méthodes de détermination de la valeur en douane*.

Cet ajout à la législation concernant la détermination de la valeur en douane ne modifie pas les dispositions actuelles de la *Loi sur les douanes* quant aux saisies et aux confiscations compensatoires.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Division de l'établissement de la valeur
Immeuble Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
9^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Personne-ressource : David Fyfe
Téléphone : (613) 954-7343





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 16, 1995

Ottawa, le 16 janvier 1995

Subject

Paint Brushes

This is to advise that on January 11, 1995, the Department completed a review of normal values and export prices of paint brushes using natural hog bristle as the filament material, and the components thereof known as heads, originating in or exported from the People's Republic of China.

This review initiated on August 24, 1994, was conducted pursuant to the *Special Import Measures Act* as part of the Department's enforcement of the Anti-dumping Tribunal's (now the Canadian International Trade Tribunal) finding of June 20, 1984. This review was required so that the normal values and export prices of the goods could be determined on the basis of current information.

The subject goods are normally imported to Canada under the Harmonized System classification number 9603.40.90.10.

The new normal values and export prices determined as a result of this investigation will be effective January 11, 1995, and will be used for the purpose of appraising entries of the subject goods released on and after this date.

Importers are cautioned that the new normal values may be higher than those previously in effect. Therefore, to ascertain their liability for anti-dumping duty, importers should contact the exporter to obtain the applicable normal values. For further information on this matter, please refer to Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Value and Export Price Established under the Special Import Measures Act to Importers*.



Objet

Pinceaux

La présente a pour but de vous aviser que, le 11 janvier 1995, le Ministère a terminé un examen visant les valeurs normales et les prix à l'exportation à l'égard des pinceaux utilisant la soie de porc comme matière de filament et des parties constituantes appelées têtes, originaires ou exportés de la République populaire de Chine.

Cet examen entrepris le 24 août 1994, a été mené en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* et fait partie de l'application par le Ministère de la décision rendue par le Tribunal antidumping (maintenant le Tribunal canadien du commerce extérieur) le 20 juin 1984. L'examen s'était avéré nécessaire pour que les valeurs normales et les prix à l'exportation des marchandises puissent être déterminés à partir de renseignements actuels.

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada en utilisant le numéro de classification du Système harmonisé 9603.40.90.10.

Les nouvelles valeurs normales et les nouveaux prix à l'exportation déterminés suite à cette enquête entreront en vigueur le 11 janvier 1995 et serviront à évaluer les déclarations pour les marchandises en cause dédouanées à compter de cette date.

Les importateurs sont priés de noter que les nouvelles valeurs normales pourraient être plus élevées que celles qui sont actuellement en vigueur. En conséquence, il est recommandé aux importateurs de communiquer avec les exportateurs pour obtenir les valeurs normales applicables qui leur permettront de déterminer les droits antidumping à payer. Pour plus de renseignements à ce sujet, veuillez consulter le Mémorandum D14-1-2, *Divulcation aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

In instances where the normal value of imported goods exceeds the export price, anti-dumping duties are payable by the importer. Should the importer disagree with the determination made on any importation of goods, a request for re-determination must be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa, Ontario, K1A 0L5. These requests must be filed in the form and manner outlined in the Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Import Measures Act*, and should be received within 90 days from the date of determination.

Lorsque la valeur normale des marchandises importées dépasse le prix à l'exportation, des droits antidumping doivent être payés par l'importateur. Si l'importateur conteste la décision rendue concernant l'importation des marchandises, il doit présenter une demande de réexamen au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa (Ontario) K1A 0L5. Ces demandes doivent être présentées selon les modalités réglementaires énoncées dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*, et doivent être reçues dans les 90 jours suivant la date de la décision.

Any questions concerning the above should be directed to:

Toute question à ce propos devrait être adressée à :

Anti-dumping and Countervailing Division
16th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Division des droits antidumping et
compensateurs
Immeuble Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
16^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Officer: B. Hodgson
Telephone: (613) 954-7237
Facsimile: (613) 941-2612

Agent : B. Hodgson
Téléphone : (613) 954-7237
Télécopieur : (613) 941-2612





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 18, 1995

Ottawa, le 18 janvier 1995

Subject

Changes to the Customs Commercial System

This notice provides details of changes to the Customs Commercial System, effective January 3, 1995, as the result of the national implementation of the business number project.

Use of Business Number

If you participate in the business number program, you should use the business number at the time your shipments are released. However, we have modified the Customs Commercial System to accept the importer/exporter number at the time of release and the business number for accounting purposes. If you use your importer/exporter number on your accounting documents and have a business number, customs will automatically replace your importer/exporter number with your business number.

If you have a business number, customs will print it on Form K 84, *Importer/Broker Account Statement*, regardless of which number you use on the accounting package.

Objet

Modifications au Système des douanes

Par le présent avis, nous vous communiquons le détail des modifications apportées au Système des douanes pour le secteur commercial, par suite de la mise en oeuvre nationale du projet du numéro d'entreprise. Ces modifications entreront en vigueur le 3 janvier 1995.

Utilisation du numéro d'entreprise

Si vous participez au programme du numéro d'entreprise, vous devrez utiliser ce numéro pour obtenir la mainlevée de vos expéditions. Cependant, nous avons modifié le Système des douanes pour le secteur commercial de manière à ce qu'il accepte le numéro d'importateur ou d'exportateur au moment de la mainlevée et le numéro d'entreprise aux fins de la déclaration en détail. Si vous utilisez votre numéro d'importateur ou d'exportateur sur vos documents de déclaration en détail tout en ayant un numéro d'entreprise, les douanes remplaceront automatiquement votre numéro d'importateur ou d'exportateur par votre numéro d'entreprise.

Si vous avez un numéro d'entreprise, les douanes l'imprimeront sur les formulaires K 84, *Relevé de compte de l'importateur/courtier*, quel que soit le numéro que vous utilisez dans les documents de déclaration en détail.



Bar-coding

Customs accepts importer/exporter account numbers which may be bar-coded or legibly handwritten or typed. Although bar-codes are not mandatory, customs encourages participants to bar-code their business number. The program identifier (RM) should not be included as part of the account number. The business number should appear similar to the example below:

123467890001

The bar-code specifications are outlined in Memorandum D17-1-10, *Coding of Customs Accounting Documents*.

Expiration of Inactive Accounts

We will run a program periodically which automatically expires all importer/exporter accounts that have not had any importation activity for over two years. You can reactivate an expired account by simply contacting a customs office and requesting that the account be reopened.

Clarification (Customs Notice N-911)

The attached list of the business window locations where Revenue Canada will provide business number registration and program enquiries service was omitted from Customs Notice N-911. These offices will open once the business number program is implemented in the region.

Also, please note that the Regina and Victoria customs offices **will** become business window call sites. They will provide only a telephone referral service to contact the nearest business window one-stop service office instead of the current services.

Codage à barres

Les douanes acceptent les numéros d'importateur ou d'exportateur qui peuvent être sous forme de code à barres, lisiblement écrits à la main ou dactylographiés. Bien que les codes à barres ne soient pas obligatoires, les douanes recommandent aux participants d'avoir leur numéro d'entreprise sous forme de code à barres. L'identificateur de programme (RM) ne doit pas faire partie du numéro de compte. Le numéro d'entreprise doit être semblable à l'exemple ci-dessous :

1234567890001

Les modalités du codage à barres sont expliquées dans le Mémoire D17-1-10, *Codage des documents de déclaration en détail des Douanes*.

Expiration des comptes inactifs

Nous exécuterons régulièrement un programme qui fermera automatiquement tous les comptes d'importateur ou d'exportateur qui n'ont pas connu d'activité importante depuis plus de deux ans. Pour réactiver un compte annulé, il vous suffira de communiquer avec un bureau de douane et de demander que le compte soit réouvert.

Éclaircissement (Avis des douanes N-911)

La liste ci-jointe des emplacements des guichets d'affaires où Revenu Canada assurera les inscriptions au numéro d'entreprise et offrira un service de renseignements sur le programme, n'avait pas été incluse dans l'Avis des douanes N-911.

Veillez aussi noter que les bureaux de douane de Regina et de Victoria **deviendront** des centres téléphoniques régionaux de guichet d'affaires. Ils n'offriront qu'un service de renvoi téléphonique pour communiquer avec le bureau le plus proche doté d'un guichet d'affaires d'ordre général et n'offriront plus les services actuels.

Implementation

The implementation dates have been revised to:

Atlantic Region	February 20, 1995
Prairies and Pacific	March 13, 1995
Quebec Region	April 3, 1995
Northern and Southern Ontario Regions	April 24, 1995

Mise en oeuvre

Les dates de mises en oeuvre ont été modifiées comme suit :

Région de l'Atlantique	le 20 février 1995
Prairies et Pacifique	le 13 mars 1995
Région du Québec	le 3 avril 1995
Régions du nord et du sud-ouest de l'Ontario	le 24 avril 1995

Enquiries

For more information about applying the new business number policy to customs procedures, contact:

Revenue Canada
Commercial Operations Directorate
Systems Operations Division
15th floor
191 Laurier Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Enrico Bonomo
Project Leader

Telephone: (613) 954-7518
Fax: (613) 954-1766

For more information about the business number registration or conversion, please contact:

Business Number Project
Tower C
25 McArthur Road
Vanier ON K1A 0L5

Attention: Katherine Bennett
Manager, Consultations and Communications

Telephone: (613) 954-8974
Fax: (613) 941-8539

Demandes de renseignements

Pour plus de renseignements sur la nouvelle politique en matière du numéro d'entreprise et des procédures douanières, veuillez communiquer avec :

Revenu Canada
Direction des opérations commerciales
Division de l'exploitation des systèmes
191, avenue Laurier ouest
15^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de Enrico Bonomo
Chef de projet

Téléphone : (613) 954-7518
Télécopieur : (613) 954-1766

Pour plus de renseignements sur l'inscription ou la conversion au numéro d'entreprise, veuillez communiquer avec :

Projet du numéro d'entreprise
Tour C
25, chemin McArthur
Vanier ON K1A 0L5

À l'attention de Katherine Bennett
Gestionnaire, Consultations et communications

Téléphone : (613) 954-8974
Télécopieur : (613) 941-8539

BUSINESS NUMBER BUSINESS WINDOWS / GUICHETS D'AFFAIRES — NUMÉRO D'ENTREPRISE

PRAIRIE REGION / RÉGION DES PRAIRIES

Office Location / Emplacement du bureau	Mailing Address / Adresse postale	Telephone / Téléphone	Fax / Télécopieur
9700 Jasper Avenue Edmonton AB	9700 Jasper Avenue Edmonton AB T5J 4C8	(403) 423-1424	(403) 990-7188
4996-49 Avenue Red Deer AB	P.O. Bag 5013 Red Deer AB T4N 6A1	(403) 341-7047	(403) 341-7053
220-4 Avenue S.E. Calgary AB	220-4 Avenue S.E. Calgary AB T2G 0L1	E: (403) 221-8970 F: (403) 691-8696	(403) 691-6676
704-4 Avenue South Lethbridge AB	P.O. Bag 3009 Lethbridge AB T1J 4A9	(403) 382-3049	(403) 382-3052
340-3 Avenue North Saskatoon SK	340-3 Avenue North Saskatoon SK S7K 0A8	E: (306) 975-5692 F: (306) 975-4627	(306) 652-3211
1955 Smith Street Regina SK	1955 Smith Street Regina SK S4P 2N9	E: (306) 780-7279 F: (306) 780-6724	(306) 780-7757
325 Broadway Avenue Winnipeg MB	325 Broadway Avenue Winnipeg MB R3C 4T4	E: (204) 983-3918 F: (204) 983-6188	(204) 984-6752
1039 Princess Avenue Brandon MB	153-11 Street Brandon MB R7A 7K6	(204) 726-7669	(204) 726-7868

**BUSINESS NUMBER BUSINESS WINDOWS /
GUICHETS D'AFFAIRES — NUMÉRO D'ENTREPRISE**

PACIFIC REGION / RÉGION DU PACIFIQUE

Office Location / Emplacement du bureau	Mailing Address / Adresse postale	Telephone / Téléphone	Fax / Télécopieur
1166 West Pender Street Vancouver BC	1166 West Pender Street Vancouver BC V6E 3H8	(604) 669-2990	(604) 691-4446
301-1385 West 8th Avenue Vancouver BC	P.O. Box 33860, Station D Vancouver BC V6J 5C9	(604) 775-5300	(604) 775-5327
201-4664 Lougheed Highway Burnaby BC	P.O. Box 82110 North Burnaby Postal Station Burnaby BC V5C 6H4	(604) 666-4664	(604) 666-1234
9755 King George Highway Surrey BC	9755 King George Highway Surrey BC V3T 5E9	(604) 951-6732	(604) 585-5769
200-1835 Gordon Drive Kelowna BC	200-1835 Gordon Drive Kelowna BC V1Y 3H5	(604) 470-6600	(604) 862-4744
277 Winnipeg Street Penticton BC	277 Winnipeg Street Penticton BC V2A 1N6	E: (604) 492-9470 F: (604) 492-9285	(604) 492-8346
1441-7 Avenue Prince George BC	P.O. Bag 7500 Prince George BC V2L 5N8	(604) 561-7800	(604) 561-7869
1415 Vancouver Street Victoria BC	1415 Vancouver Street Victoria BC V8V 3W4	(604) 363-3373	(604) 363-3726
747 Fort Street Victoria BC	P.O. Box 3400 Victoria BC V8W 3R1	(604) 363-0500	(604) 363-8188

**BUSINESS NUMBER BUSINESS WINDOWS /
GUICHETS D'AFFAIRES — NUMÉRO D'ENTREPRISE**

NORTHERN ONTARIO REGION / RÉGION DU NORD DE L'ONTARIO

Office Location / Emplacement du bureau	Mailing Address / Adresse postale	Telephone / Téléphone	Fax / Télécopieur
185 King Street West 5th floor Peterborough ON	185 King Street West 5th floor Peterborough ON K9J 8M3	(705) 876-7319	(705) 876-6422
130 South Syndicate Avenue Thunder Bay ON	130 South Syndicate Avenue Thunder Bay ON P7E 1C7	(807) 623-3039	(807) 622-8512
11 Station Street Belleville ON	11 Station Street Belleville ON K8N 2S3	(613) 962-2563	(613) 969-7845
180 Shirreff Street North Bay ON	P.O. Box 4300 2nd floor 180 Shirreff Street North Bay ON P1B 1H0	(705) 494-7000	(705) 494-7094
993 Princess Street Kingston ON	Postal Bag 2600 993 Princess Street Kingston ON K7L 5P3	(613) 545-8665	(613) 545-5570
360 Lisgar Street 2nd floor Ottawa ON	360 Lisgar Street 2nd floor Ottawa ON K1A 0L9	E: (613) 957-8109 F: (613) 957-9864	(613) 238-7125
1730 St. Laurent Blvd. 7th floor Ottawa ON	1730 St. Laurent Blvd. 7th floor Ottawa ON K1G 3H7	E: (613) 957-8108 F: (613) 957-9864	(613) 957-8130
19 Lisgar Street South Sudbury ON	19 Lisgar Street South Sudbury ON P3E 3L5	(705) 671-0530	(705) 671-3988
205 McNabb Street Suite 301 Sault Ste. Marie ON	205 McNabb Street Cooperative Building 3rd floor Suite 301 Sault Ste. Marie ON P6B 1Y3	(705) 941-5218	(705) 941-5387

**BUSINESS NUMBER BUSINESS WINDOWS /
GUICHETS D'AFFAIRES — NUMÉRO D'ENTREPRISE**

SOUTHERN ONTARIO REGION / RÉGION DU SUD DE L'ONTARIO

Office Location / Emplacement du bureau	Mailing Address / Adresse postale	Telephone / Téléphone	Fax / Télécopieur
120 King Street Hamilton ON	P.O. Box 2588 Letter Depot 1 Hamilton ON L8N 3K7	(905) 570-7260	(905) 572-2338
166 Frederick Street Kitchener ON	166 Frederick Street Kitchener ON N2G 4N1	(519) 579-0490	(519) 579-4532
32 Church Street St. Catharines ON	P.O. Box 3038 32 Church Street St. Catharines ON L2R 3B9	(905) 688-3523	(905) 688-5996
451 Talbot Street London ON	451 Talbot Street London ON N6A 5E5	(519) 645-4223	(519) 432-2807
185 Oulette Avenue Windsor ON	185 Oulette Avenue Windsor ON N9A 5S8	(519) 973-7904	(519) 252-1836
99 Ferris Lane 1st floor Barrie ON	99 Ferris Lane Barrie ON L4M 2Y2	(705) 739-6000	(705) 721-0056
5001 Yonge Street Suite 1000 North York ON	5001 Yonge Street Suite 1000 North York ON M2N 6R9	(416) 973-9039	(416) 512-2558
36 Adelaide Street East Toronto ON	36 Adelaide Street East Toronto ON M5C 1J7	(416) 954-3400	(416) 360-8908
200 Town Centre Court Scarborough ON	200 Town Centre Court Scarborough ON M1P 4Y3	(416) 296-0757	(416) 954-5787
77 City Centre Drive Mississauga ON	77 City Centre Drive Mississauga ON L5A 4E9	(905) 566-6702	(905) 615-6753

BUSINESS NUMBER BUSINESS WINDOWS / GUICHETS D'AFFAIRES — NUMÉRO D'ENTREPRISE

ATLANTIC REGION / RÉGION DE L'ATLANTIQUE

Office Location / Emplacement du bureau	Mailing Address / Adresse postale	Telephone / Téléphone	Fax / Télécopieur
165 Duckworth Street St. John's NF	165 Duckworth Street St. John's NF A1C 5X6	E: (709) 772-2639 F: (709) 772-4572	(709) 754-5928
94 Easton Street Charlottetown PE	94 Easton Street Charlottetown PE C1A 8L3	E: (902) 628-4244 F: (902) 628-4225	(902) 368-0248
1256 Barrington Street Halifax NS	1256 Barrington Street Halifax NS B3J 2T5	E: (902) 426-5300 F: (902) 426-3543	(902) 426-5157
47 Dorchester Street Sydney NS	P.O. Box 1300 Sydney NS B1P 6K3	E: (902) 564-7099 F: (902) 564-7359	(902) 564-3095
126 Prince William Street Saint John NB	126 Prince William Street Saint John NB B2L 4H9	(506) 636-4909	(506) 636-5718
120 Harbourview Blvd. 4th floor Bathurst NB	P.O. Box 8888 Bathurst NB E2A 4L8	(506) 548-6744	(506) 548-9905
Suite 107 1600 Main Street Moncton NB	Suite 107 1600 Main Street Moncton NB E1C 8P2	(506) 851-3727	(506) 851-7018

**BUSINESS NUMBER BUSINESS WINDOWS /
GUICHETS D'AFFAIRES — NUMÉRO D'ENTREPRISE**

QUEBEC REGION /RÉGION DU QUÉBEC

Office Location / Emplacement du bureau	Mailing Address / Adresse postale	Telephone / Téléphone	Fax / Télécopieur
165, de la Pointe-aux- Lièvres sud Québec QC	165, de la Pointe-aux- Lièvres sud Québec QC G1K 7L3	(418) 648-5809	(418) 649-8478
50, Place de la Cité Sherbrooke QC	50, Place de la Cité Sherbrooke QC J1H 5L8	(819) 821-4008	(819) 564-4226
25, rue des Forges Suite 111 Trois-Rivières QC	25, rue des Forges Suite 111 Trois-Rivières QC G9A 2G4	(819) 373-8753	(819) 371-2744
305, boulevard René- Lévesque ouest Montréal QC	305, boulevard René- Lévesque ouest Montréal QC H2Z 1A6	(514) 283-5585	(514) 496-2586
44, avenue du Lac Rouyn-Noranda QC	44, avenue du Lac Rouyn-Noranda QC J9X 6Z9	(819) 764-3474	(819) 797-8366
3131, boulevard St-Martin ouest Laval QC	3131, boulevard St-Martin ouest Laval QC H7T 2A7	(514) 956-9120	(514) 956-6915
100, rue Lafontaine Bureau 211 Chicoutimi QC	100, rue Lafontaine Bureau 211 Chicoutimi, QC G7H 6X2	(418) 698-5780	(418) 689-5544
320, rue St-Germain est 4 ^e étage Rimouski QC	320, rue St-Germain est 4 ^e étage Rimouski QC G15 1C2	(418) 722-3111	(418) 722-3027





N-935

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 20, 1995

Ottawa, le 20 janvier 1995

Subject

Collection of the Provincial Tobacco Taxes on Behalf of the Province of New Brunswick on Non-commercial Importations

This notice is further to Customs Notice N-869, dated May 2, 1994, and Customs Notice N-862, dated March 21, 1994, concerning the collection of provincial taxes on all non-commercial goods imported by mail, commercial courier/carrier or by any other means.

Effective March 1, 1995, the New Brunswick tobacco taxes currently collected through the traveller stream, will be collected on non-commercial importations of tobacco entering Canada through the postal, courier/carrier and any other means.

The applicable tobacco tax rates for the province of New Brunswick are as follows:

Objet

Perception sur les importations non commerciales des taxes sur le tabac au nom de la province du Nouveau-Brunswick

Ceci fait suite aux Avis des douanes N-869 du 2 mai 1994 et N-862 du 21 mars 1994 concernant la perception des taxes provinciales sur toutes marchandises non commerciales importées par la poste, par une entreprise commerciale de messagerie ou de transport, ou par tout autre moyen.

À partir du 1^{er} mars 1995, les taxes du Nouveau-Brunswick sur le tabac, présentement perçues des voyageurs entrant au pays, seront perçues sur les importations non commerciales de tabac entrant au pays par la poste, par les messageries/transporteurs ou par tout autre moyen.

Les taux exigibles des taxes sur le tabac pour la province du Nouveau-Brunswick sont indiqués ci-dessous :

PROVINCE	PROVINCIAL SALES TAX / TAXE DE VENTE PROVINCIALE	EXEMPTIONS	CIGARETTES	CIGARS / CIGARES	OTHER TOBACCO PRODUCTS / AUTRES PRODUITS DU TABAC
New Brunswick / Nouveau-Brunswick	11% on the value for GST + GST / 11 % sur la valeur aux fins de la TPS + TPS	Books, footwear and clothing / Livres, chaussures et vêtements	* \$0.033 per cigarette / * 0,033 \$ la cigarette	* 50% of value for GST + GST / * 50 % de la valeur pour la TPS + la TPS	* \$0.0248 per gram Tobacco sticks = * \$0.0281 per stick / * 0,0248 \$ le gramme Bâtonnets de tabac = * 0,0281 \$ le bâtonnet

*Added to value prior to the calculation of the PST. / Ajouté à la valeur avant de calculer la TVP.

The applicable classification number for accounting on a form B 3, *Canada Customs Coding Form*, or by CADEX transmission of New Brunswick tobacco products, is 9999.99.99.45.

A departmental Memorandum detailing the collection of provincial taxes by customs on non-commercial goods imported by mail, courier or by other means will be published shortly.

Any questions concerning this notice may be directed to:

Postal, Courier and LVS Division
5th floor
Connaught Building
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Pour faire une déclaration en détail sur un formulaire B 3, *Douanes Canada — Formule de codage*, ou par transmission CADEX des produits du tabac destinés au Nouveau-Brunswick, utilisez le numéro de classification 9999.99.99.45.

Un mémorandum ministériel traitant de la perception par les douanes des taxes provinciales sur les marchandises non commerciales importées par la poste, par les messageries ou par d'autres moyens, sera bientôt publié.

Toute question à ce sujet peut être adressée à la :

Division des opérations postales, des
messageries et des EFV
Édifice Connaught
555, avenue MacKenzie
5^e étage
Ottawa ON K1A 0L5





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 30, 1995

Ottawa, le 30 janvier 1995

Subject

Changes to the Commodity Groupings Exempt from Provincial Sales Tax

As a result of the 1995 update to the *Customs Tariff*, please be advised that effective January 1, 1995, the list of classification numbers, tariff numbers, sub-headings and headings falling under the commodity groupings which may be exempted from provincial sales tax (PST) under the provincial collection agreements entered into with New Brunswick, Manitoba and Quebec is being modified as follows.

Article 1 — Definitions

“Books” means goods classified in the *Customs Tariff* under:

Tariff item	4901.91.00;
Classification	4901.99.00.21 and 4901.99.00.22;
Classification	4901.99.00.40 to 4901.99.00.60 incl.; and
Classification	4901.99.00.91 to 4901.99.00.99 incl.

Objet

Changements apportés à la liste des numéros de classification compris dans les groupes de marchandises exemptées de la taxe de vente provinciale

Suite à la révision du *Tarif des douanes* le 1^{er} janvier 1995, la liste de numéros de classement, des numéros, sous-positions et positions tarifaires compris dans les groupes de marchandises pouvant être exemptés de la taxe de vente provinciale (TVP) aux termes des ententes conclues avec le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et le Québec a été modifiée comme suit.

Article 1 — Définitions

«Livres» — signifie les marchandises classées dans le *Tarif des douanes* sous :

le numéro tarifaire	4901.91.00;
les numéros de classement	4901.99.00.21 et 4901.99.00.22;
les numéros de classement	4901.99.00.40 à 4901.99.00.60 inclusivement; et
les numéros de classement	4901.99.00.91 à 4901.99.00.99 inclusivement.

“Clothing” means goods classified in the *Customs Tariff* under:

«Vêtements» — signifie les marchandises classées dans le *Tarif des douanes* sous :

Classification	3926.20.19.91 and 3926.20.19.92;	les numéros de classement	3926.20.19.91 et 3926.20.19.92;
Tariff items	3926.20.20 to 3926.20.89 incl.;	les numéros tarifaires	3926.20.20 à 3926.20.89 inclusivement;
Classification	3926.20.90.11 to 3926.20.90.19 incl.;	les numéros de classement	3926.20.90.11 à 3926.20.90.19 inclusivement;
Classification	3926.20.90.30 and 3926.20.90.90;	les numéros de classement	3926.20.90.30 et 3926.20.90.90;
Classification	4203.10.00.11 to 4203.10.00.70 incl.;	les numéros de classement	4203.10.00.11 à 4203.10.00.70 inclusivement;
Classification	4203.10.00.99;	le numéro de classement	4203.10.00.99;
Tariff item	4203.29.10;	le numéro tarifaire	4203.29.10;
Classification	4203.29.90.91 and 4203.29.90.92;	les numéros de classement	4203.29.90.91 et 4203.29.90.92;
Classification	4203.30.00.90;	le numéro de classement	4203.30.00.90;
Classification	4203.40.00.00;	le numéro de classement	4203.40.00.00;
Heading	4303;	la position	4303;
Headings	6101 to 6117 incl.;	les positions	6101 à 6117 inclusivement;
Headings	6201 to 6210 incl.;	les positions	6201 à 6210 inclusivement;
Tariff items	6211.11.00 to 6211.32.00 incl.;	les numéros tarifaires	6211.11.00 à 6211.32.00 inclusivement;
Classification	6211.33.00.11 and 6211.33.00.12;	les numéros de classement	6211.33.00.11 et 6211.33.00.12;
Classification	6211.33.00.19 to 6211.33.00.22 incl.;	les numéros de classement	6211.33.00.19 à 6211.33.00.22 inclusivement;

Classification	6211.33.00.29 to 6211.33.00.92 incl.;	les numéros de classement	6211.33.00.29 à 6211.33.00.92 inclusivement;
Classification	6211.33.00.99;	le numéro de classement	6211.33.00.99;
Sub-headings	6211.39 to 6211.49 incl.;	les sous-positions	6211.39 à 6211.49 inclusivement;
Headings	6212 to 6216 incl.;	les positions	6212 à 6216 inclusivement;
Tariff item	6217.10.00;	le numéro tarifaire	6217.10.00;
Classification	6217.90.00.10 and 6217.90.00.90;	les numéros de classement	6217.90.00.10 et 6217.90.00.90;
Tariff items	6503.00.00 and 6504.00.00;	les numéros tarifaires	6503.00.00 et 6504.00.00;
Sub-heading	6505.90; and	la sous-position	6505.90; et
Tariff items	6506.91.00 to 6506.99.90 incl.	les numéros tarifaires	6506.91.00 à 6506.99.90 inclusivement.

“Footwear” means goods classified in the *Customs Tariff* under:

«Chaussures» — signifie les marchandises classées dans le *Tarif des douanes* sous :

Headings	6401 to 6405 incl.	les positions	6401 à 6405 inclusivement.
----------	--------------------	---------------	-------------------------------

“Vehicles” means goods classified in the *Customs Tariff* under:

«Véhicules» — signifie les marchandises classées dans le *Tarif des douanes* sous :

Tariff item	8701.20.00;	le numéro tarifaire	8701.20.00;
Sub-headings	8701.30 and 8701.90;	les sous-positions	8701.30 et 8701.90;
Heading	8702;	la position	8702;
Classification	8703.10.10.00;	le numéro de classement	8703.10.10.00;
Classification	8703.21.10.00;	le numéro de classement	8703.21.10.00;
Classification	8703.21.90.00;	le numéro de classement	8703.21.90.00;
Classification	8703.22.00.20 to 8703.22.00.95 incl.;	les numéros de classement	8703.22.00.20 à 8703.22.00.95 inclusivement;

Classification	8703.23.00.11 and 8703.23.00.12;	les numéros de classement	8703.23.00.11 et 8703.23.00.12;
Classification	8703.23.00.30 to 8703.23.00.64 incl.;	les numéros de classement	8703.23.00.30 à 8703.23.00.64 inclusivement;
Classification	8703.24.00.10 to 8703.24.00.22 incl.;	les numéros de classement	8703.24.00.10 à 8703.24.00.22 inclusivement;
Classification	8703.24.00.40 to 8703.24.00.74 incl.;	les numéros de classement	8703.24.00.40 à 8703.24.00.74 inclusivement;
Classification	8703.31.00.00;	le numéro de classement	8703.31.00.00;
Tariff item	8703.32.00;	le numéro tarifaire	8703.32.00;
Tariff item	8703.33.00;	le numéro tarifaire	8703.33.00;
Tariff item	8703.90.00;	le numéro tarifaire	8703.90.00;
Tariff items	8704.21.00 to 8704.90.00 incl.;	les numéros tarifaires	8704.21.00 à 8704.90.00 inclusivement;
Heading	8705;	la position	8705;
Tariff items	8711.20.00 and 8711.30.00;	les numéros tarifaires	8711.20.00 et 8711.30.00;
Tariff items	8711.40.00, 8711.50.00 and 8711.90.00;	les numéros tarifaires	8711.40.00, 8711.50.00 et 8711.90.00;
Tariff item	8713.90.00;	le numéro tarifaire	8713.90.00;
Tariff item	8716.10.21;	le numéro tarifaire	8716.10.21;
Classification	8716.10.29.00;	le numéro de classement	8716.10.29.00;
Tariff items	8716.39.30 to 8716.39.90 incl.; and	les numéros tarifaires	8716.39.30 à 8716.39.90 inclusivement; et
Sub-heading	8716.80.	la sous-position	8716.80.

In New Brunswick and Manitoba, all four of the above commodity groupings are exempt from PST, while in Quebec only books and vehicles are PST exempt.

These changes will be reflected in the next update of Appendix B to Memorandum D2-3-6, *Provincial Tax Collection Program*.

Any questions concerning these amendments should be directed to:

Travellers Assessment and Tax Policy
Travellers Directorate
8th floor
Sir Richard Scott Building
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Mark Cluthe
Telephone: (613) 954-6360

Pour ce qui est du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, les quatre groupes de marchandises en question sont exemptés de la TVP alors qu'au Québec, seuls les livres et les véhicules sont exonérés de la perception de cette taxe.

La prochaine version de l'annexe B du Mémorandum D2-3-6, *Programme de perception des taxes provinciales*, tiendra compte de ces changements.

Toute question à ce sujet doit être adressée à la :

Division de la cotisation des voyageurs
et de la politique fiscale
Direction des voyageurs
Immeuble Sir Richard Scott
8^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de Mark Cluthe
Téléphone : (613) 954-6360





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 31, 1995

Ottawa, le 31 janvier 1995

Subject

Bonded Warehouse Accounting Procedures for Goods Warehoused Prior to January 1, 1995

This notice further explains the correction procedures for all bonded warehouse transactions and outlines the procedures for ex-warehousing goods after January 1, 1995, that are affected by the new legislation which establishes the *World Trade Organization Agreement*.

1. Correction Procedures for All Bonded Warehouse Transactions

Further to Customs Notice N-897, clerical errors on bonded warehouse transactions may be corrected while the goods are still in the warehouse by utilizing Form B 3 correction procedures outlined in paragraph 20 of Memorandum D17-1-6, *Account Settlement Procedures*. All other errors must be processed on Form B 2 after section 58 of the *Customs Act* has been satisfied (i.e. the goods have been ex-warehoused and duties and taxes have been paid).

2. Goods Affected by Implementing the World Trade Organization Agreement

The implementation on January 1, 1995, of the new *World Trade Organization Agreement* legislation (formerly GATT 1994), has resulted in changes to

Objet

Procédures de déclaration en détail des entrepôts en douane pour les marchandises entreposées avant le 1^{er} janvier 1995

Le présent avis vous annonce les procédures de correction pour toutes les transactions concernant l'entrepôt de stockage et décrit les procédures à suivre pour la sortie des marchandises de l'entrepôt après le 1^{er} janvier 1995, lesquelles sont touchées par la nouvelle loi qui met en oeuvre l'*Accord sur l'organisation mondiale du commerce*.

1. Procédures de correction pour toutes les transactions concernant l'entrepôt de stockage

Par suite de l'Avis des douanes N-897, des erreurs sur les transactions d'entrepôt de stockage peuvent être corrigées alors que les marchandises se trouvent toujours dans l'entrepôt en utilisant les procédures de correction du formulaire B 3 décrites dans le paragraphe 20 du Mémoire D17-1-6, *Procédures de règlement des comptes*. Toutes les autres erreurs doivent être traitées au moyen du formulaire B 2, une fois l'article 58 de la *Loi sur les douanes* respecté (c'est-à-dire que les marchandises ont été retirées de l'entrepôt et les droits et taxes ont été payés).

2. Les marchandises affectées par la mise en oeuvre de l'Accord sur l'organisation mondiale du commerce

La mise en oeuvre du 1^{er} janvier 1995 de la nouvelle loi, dont l'*Accord sur l'organisation mondiale du commerce* (anciennement le GATT 1994), a entraîné



classification, tariff treatment and permit requirements for imported goods. Bonded warehouse operations are specifically affected by two changes.

- Some classification numbers have been deleted and replaced with new classification numbers. All goods affected by this change which were warehoused prior to January 1, 1995, must be ex-warehoused using the new classification number on the ex-warehouse Form B 3. However, if the goods are agricultural goods subject to the new tariff rate quota (TRQ) legislation, a TRQ import permit must be obtained from the Department of Foreign Affairs and International Trade before the goods are ex-warehoused in order to qualify for the within-access classification number. Once the new permit has been issued, the goods must be ex-warehoused using the new classification number. Correction of the in-warehouse transaction is not necessary in these cases.

Note: If the goods are textile goods, the import permit previously obtained will remain valid and the goods may be ex-warehoused as usual.

- There are now instances where the *Most-Favored-Nation Tariff* (MFN) treatment is lower than some of the preferential tariff treatments, such as the *General Preferential Tariff* (GPT) and the *United States Tariff* (UST) afforded on the in-warehouse transactions. In these situations, goods warehoused prior to January 1, 1995, may be ex-warehoused with the benefit of the lower MFN tariff treatment and rate. A correction to the in-warehouse transaction is not necessary.

la modification du classement, du traitement tarifaire et des exigences en matière de permis pour les marchandises importées. Les exploitations d'entrepôts de stockage sont particulièrement touchées par deux changements.

- Quelques numéros de classement ont été éliminés et remplacés par de nouveaux numéros. Toutes les marchandises affectées par ce changement et entreposées avant le 1^{er} janvier 1995 doivent être sorties de l'entrepôt en utilisant le nouveau numéro de classement du formulaire B 3. Cependant, s'il s'agit de marchandises agricoles assujetties à la nouvelle loi du régime de contingents tarifaires (RCT), il faut obtenir un permis d'importation RCT auprès du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international avant la sortie d'entrepôt des marchandises pour assurer leur admissibilité au numéro de classement dans les limites d'accès. Une fois obtenu le nouveau permis, les marchandises peuvent être retirées de l'entrepôt avec le nouveau numéro de classement. La correction de la transaction en entrepôt n'est pas obligatoire dans ces cas.

Nota : S'il s'agit de produits textiles, le permis d'importation obtenu antérieurement demeure valide et les marchandises peuvent être retirées de l'entrepôt comme d'habitude.

- Il existe des circonstances où le traitement tarifaire du *Tarif de la nation la plus favorisée* (TNPF) est plus faible que quelques traitements tarifaires préférentiels, comme le *Tarif de préférence général* (TPG) et le *Tarif des États-Unis* (TÉU), prévus aux transactions en entrepôt. Dans de telles situations, les marchandises entreposées avant le 1^{er} janvier 1995 peuvent être sorties de l'entrepôt en bénéficiant du taux et du traitement tarifaire NPF le plus faible. Une correction de la transaction en entrepôt n'est pas nécessaire.

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 30, 1995

Ottawa, le 30 janvier 1995

Subject

**Tariff Classification of
Interchangeable Air Springs
for Use as Parts on
Both Motor Vehicles and
Trailers/Semi-Trailers**

Objet

**Classement tarifaire des ressorts
pneumatiques interchangeables
devant servir de parties sur les
véhicules automobiles et les
remorques ou semi-remorques**

The following information (effective the date of publication) will clarify the Department's administrative policy on the tariff classification of interchangeable air springs.

Les renseignements suivants (en vigueur à compter de la date de la publication) éclairciront la politique administrative du Ministère sur le classement tarifaire des ressorts pneumatiques interchangeables.

Legislation

87.08	Parts and accessories of the motor vehicles of heading Nos. 87.01 to 87.05
-	Other parts and accessories
8708.99	-- Other
	--- Other
8708.99.94	---- Parts for suspension systems
87.16	Trailers and semi-trailers; other vehicles, not mechanically propelled; parts thereof
8716.90	- Parts

Dispositions législatives

87.08	Parties et accessoires des véhicules automobiles des n ^{os} 87.01 à 87.05
-	Autres parties et accessoires
8708.99	-- Autres
	--- Autres
8708.99.94	---- Parties des systèmes de suspension
87.16	Remorques et semi-remorques pour tous véhicules; autres véhicules non automobiles; leurs parties
8716.90	- Parties



Definitions

Air springs are part of suspension systems for road tractors, heavy duty trucks, trailers and semi-trailers. The basic two types are convoluted air springs and reversible sleeve air springs.

Convoluted Air Springs

Convoluted air springs consist of a rubber air bellow which is squeezed in the middle by a girdle loop. Steel or aluminium bead plates or mounting plates are attached at both ends of the air bellow. An air inlet is located in the upper plate to permit the flow of air in or out of the air bellow.

Reversible Sleeve Air Springs

Reversible sleeve air springs consist of a rubber bellow with a steel upper bead plate that features a built-in air inlet. At the base of the air bellow is a piston made of either steel, aluminum, plastic, or hard rubber. The piston is attached to the air bellow by means of a steel bellow end enclosure.

Legal Note 3 (Section XVII)

References in Chapters 86 to 88 to “parts” and “accessories” do not apply to parts which are not suitable for use solely or principally with the articles of those Chapters. A part or accessory which answers to a description in two or more of the headings of those Chapters is to be classified under that heading which corresponds to the principal use of that part or accessory.

Explanatory Note (III)(B)(2) (Section XVII)

Certain parts and accessories are suitable for use on more than one type of vehicle (motor cars, aircraft, motorcycles, etc.) examples include brakes, steering systems, wheels, axles. Such parts and accessories are to be classified in the heading relating to the parts and accessories with which they are principally used.

Définitions

Les ressorts pneumatiques font partie des systèmes de suspension pour les tracteurs routiers, les camions lourds, les remorques et les semi-remorques. Les deux types sont les ressorts pneumatiques circonvolutés et les ressorts pneumatiques en manchon réversible.

Ressorts pneumatiques circonvolutés

Les ressorts pneumatiques circonvolutés consistent en un soufflet pneumatique en caoutchouc entré de force dans le milieu au moyen d'une gaine. Des plaques de la baguette en acier ou en aluminium ou des plaques de montage sont fixées aux deux extrémités du soufflet pneumatique. Il y a une prise d'air dans la plaque supérieure pour permettre la circulation d'air à l'intérieur ou à l'extérieur du soufflet pneumatique.

Ressorts pneumatiques en manchon réversible

Les ressorts pneumatiques en manchon réversible consistent en un soufflet en caoutchouc avec une plaque de la baguette supérieure en acier qui comporte une prise d'air incorporée. Au bas du soufflet pneumatique, il y a un piston fait d'acier, d'aluminium, de plastique ou de caoutchouc durci. Le piston est fixé aux soufflets pneumatiques au moyen d'une fermeture du soufflet en acier.

Note légale 3 (Section XVII)

Au sens des Chapitres 86 à 88, les références aux «parties» et aux «accessoires» ne couvrent pas les parties qui ne sont pas exclusivement ou principalement destinées aux articles de ces chapitres. Lorsqu'une partie ou un accessoire est susceptible de répondre à la fois aux spécifications d'au moins deux positions de ces chapitres, il doit être classé dans la position qui correspond à son usage principal.

Note explicative (III)(B)(2) (Section XVII)

Certaines parties et certains accessoires, tels que freins, dispositifs de direction, roues, essieux, sont susceptibles d'être utilisés indifféremment sur des voitures automobiles, sur des aéronefs, sur des motocycles, etc. Ces parties et accessoires doivent être classés dans la position relative aux parties et accessoires de véhicules sur lesquels ils sont principalement utilisés.

Administrative Policy

Interchangeable air springs designed for use on road tractors, heavy duty trucks, trailers and semi-trailers are to be classified under tariff item No. 8708.99.94 as parts for suspension systems for motor vehicles.

Guidelines

Generally, interchangeable air springs, which are designed for road tractors and heavy duty trucks, are also used on trailers and semi-trailers. It has been determined that the majority of interchangeable air springs are used on motor vehicles of tariff item No. 8701.20.00, and heading Nos. 87.04 and 87.05, rather than for trailers and semi-trailers of heading No. 87.16. Accordingly, it was determined that such air springs should be classified under tariff item No. 8708.99.94, which provides for parts for suspension systems of motor vehicles according to Legal Note 3 and Explanatory Note (III)(B)(2) to Section XVII.

It should be noted that this tariff classification policy in no way affects the application of any tariff code. To obtain the benefits of any tariff code, all the requirements specified in the tariff code must be first satisfied. In view of the foregoing, interchangeable air springs that are used for trailers or semi-trailers are not entitled to the benefits of tariff code 9606. This is due to the fact that the preamble to this tariff code has an end-use requirement which specifies the air springs can only be for aftermarket use on certain types of motor vehicles of heading Nos. 87.01 to 87.05.

Air springs that are designed solely for trailers, semi-trailers and other non-mechanically propelled vehicles of heading No. 87.16 are to be classified under the appropriate tariff item of subheading No. 8716.90.

Politique administrative

Les ressorts pneumatiques interchangeables qui sont conçus pour être utilisés sur des tracteurs routiers, des camions lourds, des remorques et des semi-remorques doivent être classés en vertu du numéro tarifaire 8708.99.94 en tant que parties des systèmes de suspension pour véhicules automobiles.

Lignes directrices

En général, les ressorts pneumatiques interchangeables qui sont conçus pour les tracteurs routiers et les camions lourds sont également utilisés sur les remorques et les semi-remorques. Il a été établi que la plupart des ressorts pneumatiques interchangeables sont utilisés sur les véhicules automobiles du numéro tarifaire 8701.20.00, et des positions 87.04 et 87.05, plutôt que sur les remorques et semi-remorques de la position 87.16. Par conséquent, il a été établi que de tels ressorts pneumatiques doivent être classés en vertu du numéro tarifaire 8708.99.94 qui prévoit les parties des systèmes de suspension des véhicules automobiles et ce, conformément à la Note légale 3 et à la Note explicative (III)B)2) de la Section XVII.

Il convient de noter que cette politique de classement tarifaire n'a pas de conséquences, en aucune façon, sur l'application de n'importe quel code tarifaire. Pour bénéficier des avantages de n'importe quel code tarifaire, toutes les exigences précisées dans le code tarifaire doivent d'abord être satisfaites. Compte tenu de ce qui précède, les ressorts pneumatiques interchangeables qui sont utilisés pour les remorques et les semi-remorques ne sont pas admissibles aux avantages du code tarifaire 9606. Cela est attribuable au fait que le préambule de ce code tarifaire a une exigence prévoyant l'utilisation ultime qui précise que les ressorts pneumatiques peuvent être utilisés seulement comme pièces de rechange sur certains types de véhicules automobiles des positions 87.01 à 87.05.

Les ressorts pneumatiques qui sont conçus uniquement pour les remorques, les semi-remorques et d'autres véhicules non automobiles de la position 87.16 doivent être classés en vertu du numéro tarifaire pertinent de la sous-position 8716.90.

Rubber air bellows, when imported separately, are classified under tariff item No. 4016.95.90 as other inflatable articles of vulcanized rubber other than hard rubber. This is in accordance with Customs Notices N-523 and N-569.

Les soufflets pneumatiques en caoutchouc, lorsqu'ils sont importés séparément, sont classés en vertu du numéro tarifaire 4016.95.90 comme autres articles gonflables en caoutchouc vulcanisé non durci. Cela est conforme aux Avis des douanes N-523 et N-569.

Any questions concerning this matter should be directed to:

Pour de plus amples renseignements à cet égard, veuillez communiquer avec :

Ron Sorobey
Tariff Administrator
Consumer and Industrial Products
Unit 4A
Tariff Programs
Trade Administration
Revenue Canada
6th floor
Connaught Building
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 954-6897
Facsimile: (613) 954-9646

Ron Sorobey
Applicateur du Tarif
Produits industriels et biens de consommation
Unité 4A
Programmes tarifaires
Administration des politiques commerciales
Revenu Canada
Édifice Connaught
555, avenue MacKenzie
6^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 954-6897
Télécopieur : (613) 954-9646





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, January 31, 1995

Ottawa, le 31 janvier 1995

Subject

Objet

Amendment to Currency Code

Modification au code de devise

Please be advised of the change to Poland currency code from PLZ to PLN.

La présente vous avise d'un changement de PLZ à PLN au code de devise pour la Pologne.

The Customs Commercial System was updated January 5, 1995.

Conséquemment, le Système des douanes pour le secteur commercial a été mis à jour le 5 janvier 1995.

List 2 in Appendix H of Memorandum D17-1-10 will be amended shortly.

La liste 2 de l'annexe H du Mémoire D17-1-10 sera modifiée sous peu.

Any questions concerning this matter should be directed to:

Si vous avez des questions à ce sujet, veuillez communiquer avec :

Revenue Canada
Inspection and Control Division
Ottawa ON K1A 0L5

Revenu Canada
Division de l'inspection et du contrôle
Ottawa ON K1A 0L5

Contact: Denise Latour
Telephone: (613) 954-7135

Personne-ressource : Denise Latour
Téléphone : (613) 954-7135



Printed in Canada
Imprimé au Canada



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, February 13, 1995

Ottawa, le 13 février 1995

Subject

Method and Manner of Marking Goods Imported from a NAFTA Country

This Customs Notice provides information regarding modifications to the method and manner of marking goods imported from a NAFTA country.

More specifically, where the country of origin is determined by paragraph 4(1)(c) of the *Determination of Country of Origin for the Purposes of Marking Goods (NAFTA Countries) Regulations* (NAFTA Regulations), importers, exporters, and producers are advised that Revenue Canada will now allow alternative wording to the "Made in U.S.A." or "Made in Mexico" approach.

The following methods of marking will be administratively allowed when paragraph 4(1)(c) of the NAFTA Regulations is applicable to determining the country of origin of the goods. It should be noted that while these methods are acceptable, they are not all inclusive. Should other alternative methods be required, it is recommended that you consult with Revenue Canada officials.

Acceptable alternative methods of marking are:

1. *Assembled in **U.S.A. from **U.S. and imported ***components;
2. *Assembled in Mexico from Mexican and (name of other country) ***components;

Objet

Méthode et la règle de marquage des marchandises importées d'un pays signataire de l'ALÉNA

Cet Avis des douanes vous renseigne sur des modifications aux méthodes et aux règles de marquage des marchandises importées d'un pays signataire de l'ALÉNA.

De façon plus précise, Revenu Canada informe les importateurs, les exportateurs et les producteurs qu'il permettra maintenant un autre libellé ayant rapport à la méthode «Fabriqué aux États-Unis» ou «Fabriqué au Mexique», lorsque le pays d'origine est déterminé en vertu de l'alinéa 4(1)c) du *Règlement sur la désignation, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises (pays ALÉNA)*, aussi désigné sous le nom de Règlements de l'ALÉNA.

Les méthodes suivantes d'effectuer le marquage seront permises administrativement lorsque l'alinéa 4(1)c) du Règlement de l'ALÉNA s'applique pour déterminer le pays d'origine des marchandises. Il convient de noter que ces méthodes sont acceptables, mais qu'elles n'englobent pas tout. Si vous avez besoin d'autres méthodes, veuillez consulter les fonctionnaires de Revenu Canada.

Les autres méthodes de marquage acceptables sont les suivantes :

1. *Assemblé aux **États-Unis à partir de ***composantes **américaines et importées;
2. *Assemblé au Mexique à partir de ***composantes mexicaines et (nom de l'autre pays);

3. *Assembled in **U.S.A. from imported ***components; or
4. *Assembled in Mexico from **U.S., Canadian, Mexican and Taiwanese ***components.

Notes:

*Alternatives to "Assembled in" in the above-noted phrases are such terms as "Made in", "Manufactured in", "Produced in", or "Product of."

**The terms "U.S." and "U.S.A." may be used interchangeably in the above-noted phrases.

***Alternatives to "components" in the above-noted phrases are "materials", "parts" or "ingredients."

The use of the term "U.S.", when appearing alone, will **not** be acceptable as a country of origin marking. The term must always be qualified by additional wording such as "Made in", "Assembled in", "Manufactured in", "Produced in", or "Product of."

Furthermore, a modified marking advance ruling will be issued where a ruling was previously issued regarding the method and manner of marking, where paragraph 4(1)(c) of the Regulations was applicable and where the applicant had requested alternative country of origin wording. Only those rulings affected by this administrative policy will be modified. In addition, importers, exporters, and producers should ensure that the new TRS number, assigned to the modified ruling, is indicated on the *Canada Customs Invoice*, Form CI 1, and any other applicable customs documents.

3. *Assemblé aux **États-Unis à partir de ***composantes importées; ou
4. *Assemblé au Mexique à partir de ***composantes **des États-Unis, du Canada, du Mexique et de Taiwan.

Nota :

*Au lieu de l'expression «Assemblé au» dans les expressions susmentionnées, on peut se servir des expressions «Fabriqué au», «Produit au» ou «Produit de».

**Dans les expressions susmentionnées, on peut se servir de façon interchangeable des termes anglais «U.S.» et «U.S.A.».

***Au lieu du mot «composantes» dans les expressions susmentionnées, on peut se servir des mots «matériaux», «pièces» ou «ingrédients».

L'utilisation du terme «U.S.», lorsqu'il figure seul, **ne sera pas** acceptable en tant que marquage du pays d'origine. Le terme doit toujours être englobé dans un autre libellé tel que «Fabriqué au», «Assemblé au», «Produit au» ou «Produit de».

De plus, lorsqu'une décision a déjà été rendue concernant les méthodes et les règles de marquage, que l'alinéa 4(1)(c) du Règlement s'applique et que le requérant a demandé un autre libellé du pays d'origine, on rendra une décision anticipée modifiée au chapitre du marquage. Seulement les décisions visées par cette politique administrative feront l'objet d'une modification. Les importateurs, les exportateurs et les producteurs doivent également s'assurer que le nouveau numéro du SRT, qui a été attribué à la décision modifiée, est indiqué sur la *Facture des douanes canadiennes*, le formulaire CI 1, de même que sur n'importe quels autres documents douaniers devant être employés.

Any questions concerning the above information
may be directed to:

Pour de plus amples renseignements à cet égard,
veuillez communiquer avec :

Revenue Canada
Origin Determination Directorate
555 Mackenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Revenu Canada
Direction de la détermination de l'origine
555, avenue Mackenzie
Ottawa ON K1A 0L5

Officers: Hélène Thompson (613) 954-6859
Penny Rae-Keyes (613) 954-5688

Agents : Hélène Thompson (613) 954-6859
Penny Rae-Keyes (613) 954-5688

Facsimile: (613) 954-2224

Télécopieur : (613) 954-2224

February 13, 1995



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Le 13 février 1995



N-941

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, February 17, 1995

Ottawa, le 17 février 1995

Subject

**Synthetic Baler Twine
with Knot Strength of
200 Pounds or Less,
Originating in or Exported from
the United States of America**

Objet

**Ficelle synthétique pour
ramasseuse-presse avec une
résistance à la tension de 200 livres
ou moins, originaire ou exportée
des États-Unis d'Amérique**



This is to advise that the re-investigation initiated on October 25, 1994, pursuant to the *Special Import Measures Act* (SIMA), has been concluded.

Cet avis vous informe que la nouvelle enquête, ouverte le 25 octobre 1994, en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI) est close.

The re-investigation of normal values and export prices was part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's finding of April 22, 1994, respecting synthetic baler twine with knot strength of 200 pounds or less, originating in or exported from the United States of America. The subject goods are normally imported into Canada under the following ten-digit Harmonized System classification number:

Le réexamen des valeurs normales et des prix à l'exportation découle de la mise en vigueur par le Ministère de la décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur le 22 avril 1994 sur la ficelle synthétique pour ramasseuse-presse avec une résistance à la tension de 200 livres ou moins, originaire ou exportée des États-Unis d'Amérique. Les marchandises en cause sont habituellement importées au Canada sous le numéro tarifaire du Système harmonisé des valeurs suivant :

5607.41.00.00

5607.41.00.00

The revised normal values and export prices will be effective for the subject goods released from customs on or after February 10, 1995. The major exporters of the subject goods have been notified of the new values.

Les valeurs normales et les prix à l'exportation révisés s'appliqueront à toutes les marchandises en cause dédouanées à compter du 10 février 1995. Les exportateurs des marchandises en cause ont été avisés des nouvelles valeurs.

In order to ascertain their liability for anti-dumping duty, importers should contact the exporters to obtain the applicable values. For further information on this matter, please refer to Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Value and Export Price Established under the Special Import Measures Act to Importers*.

Afin de déterminer leur assujettissement aux droits antidumping, les importateurs doivent communiquer avec les exportateurs pour obtenir les valeurs applicables. Pour de plus amples renseignements sur ce sujet, veuillez consulter le Mémoire D14-1-2, *Divulcation aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

If importers do not agree with the Department's determinations, requests for re-determinations may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa ON K1A 0L5. These requests must be filed in the form and manner outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Import Measures Act*, and received within 90 days from the date of the determination.

In addition, in cases where changes occur to domestic prices, market conditions and/or costs associated with production and sales, the concerned parties are responsible for informing the Department of such changes in writing and in a timely manner. In the event that the concerned parties do not properly notify the Department of substantial changes or if they do not provide the information required to make any necessary adjustments to values, retroactive assessments will be applied if the Director General of the Anti-dumping and Countervailing Division estimates that such action is warranted.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officers:	V. Hutzuliak	(613) 954-7389
	R. Veilleux	(613) 954-7253
Facsimile:		(613) 954-2510

Si les importateurs ne sont pas d'accord avec les décisions du Ministère, ils peuvent présenter une demande de révision au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa ON K1A 0L5. Ces demandes doivent être présentées selon les modalités et la forme réglementaire soulignées dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*, et doivent être reçues dans les 90 jours suivant la date de la décision.

De plus, lorsque les prix nationaux, les conditions de marché ou les coûts associés à la production et aux ventes sont modifiés, il incombe aux parties intéressées d'en aviser le Ministère par écrit et en temps voulu. Si des changements importants se produisent et que le Ministère n'en est pas avisé par écrit en temps voulu, ou si les renseignements requis pour apporter les rajustements nécessaires aux valeurs ne sont pas fournis, des cotisations rétroactives peuvent être établies si le Directeur général de la Division des droits antidumping et compensateurs estime qu'une telle mesure est justifiée.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Agents :	V. Hutzuliak	(613) 954-7389
	R. Veilleux	(613) 954-7253
Télécopieur :		(613) 954-2510



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, February 21, 1995

Ottawa, le 21 février 1995

Subject

Certain Machine Tufted Carpeting

This is to advise that a reinvestigation has been initiated concerning the normal value and export price of certain machine tufted carpeting originating in or exported from the United States of America.

The reinvestigation is part of the Department's enforcement of the finding made by the Canadian International Trade Tribunal on April 21, 1992.

The subject goods in this review are machine tufted carpeting, with pile predominantly of nylon, other polyamide, polyester or polypropylene yarns. Machine tufted carpeting is produced in a variety of colours, textures, patterns and weights for the residential and commercial floor covering markets. The subject goods include greige and unfinished carpeting as well as tufted outdoor carpeting known as artificial grass.

Where an exporter either does not provide sufficient information to determine normal values or does not permit verification so that the Department is in a position to issue values, values will be issued on the basis of export price to Canada plus a percentage advance.

Importers are cautioned that the new normal values, when issued, may be higher than those currently in effect. If the corresponding export prices to Canada have not risen by an equivalent amount, the result will be a greater margin of dumping than under current conditions. In short, importers should bear in mind the possibility of additional assessments of

Objet

Certains tapis produits sur machine à touffeter

Cet avis vous annonce l'ouverture d'une nouvelle enquête sur les valeurs normales et les prix à l'exportation de certains tapis produits sur machine à touffeter originaires ou exportés des États-Unis d'Amérique.

La nouvelle enquête est entreprise par le Ministère en application des conclusions rendues le 21 avril 1992 par le Tribunal canadien du commerce extérieur.

Les marchandises en cause dans ce réexamen sont des tapis produits sur machine à touffeter, faits de poils où prédominent les fils de nylon ou autre polyamide, de polyester ou de polypropylène. Le tapis produit sur machine à touffeter est offert dans une grande variété de couleurs, de textures, de dessins et de poids sur les marchés du revêtement de sol résidentiel et commercial. Le tapis en cause comprend le tapis écru et non fini et le tapis d'extérieur connu sous le nom de gazon artificiel.

Lorsqu'un exportateur ne fournit pas les renseignements suffisants pour établir les valeurs normales ou n'en permet pas la vérification afin que le Ministère puisse émettre des valeurs, des valeurs sont émises fondées sur le prix à l'exportation majoré d'un pourcentage.

Les importateurs sont priés de noter que les valeurs normales qui seront émises, pourraient être plus élevées que celles présentement en vigueur. Si les prix à l'exportation correspondants n'ont pas augmenté d'un montant équivalent, la marge de dumping qui en résultera sera plus grande que celle qui existe dans les conditions présentes. En résumé,

anti-dumping duty once revised normal values have been issued.

les importateurs devraient retenir qu'il y a possibilité que les droits antidumping augmentent après l'émission des nouvelles valeurs normales.

Notice of the completion of this review will be published in a Customs Notice.

L'avis de clôture du réexamen sera publié dans un Avis des douanes.

Any questions concerning the above should be directed to:

Toute question au sujet de ce qui précède doit être adressée à :

Revenue Canada
Anti-dumping and Countervailing Division
19th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Revenu Canada
Division des droits antidumping et compensateurs
Immeuble Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
19^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: M. Jackson
(613) 954-7354

À l'attention de M. Jackson
(613) 954-7354





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, February 28, 1995

Ottawa, le 28 février 1995

Subject

Administrative Policy

Filter media and filters of heading No. 84.21

As a result of three recent Canadian International Trade Tribunal (CITT) appeals, an administrative policy review has been conducted. The purpose of the review was to establish when filter media, due to further processing, is to be classified as filtering or purifying machinery and apparatus, or parts thereof, of heading No. 84.21.

Legislation

Section XVI, Note 1 and Chapter 84, Note 1 contain a number of legal exclusions for certain specified materials which may be used as filter media (i.e. ceramics, glass, textile). These excluded materials may be included in the manufacture of filter elements of the type used with various machinery of Chapters 84 and 90. In accordance with decisions rendered by the CITT, once filter media has been incorporated into a frame, casing or similar support, the filter element or cartridge is to be classified as filtering or purifying apparatus, or parts thereof, if committed for use with the filter machines of heading No. 84.21.

Objet

Politique administrative

Organes filtrants et appareils pour la filtration, de la position tarifaire 84.21

À la suite de trois décisions rendues récemment par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE), la politique administrative a été réexaminée dans le but de déterminer quand un organe filtrant doit, à la suite de transformations, être classé à la position tarifaire 84.21 à titre de machine ou appareil pour la filtration ou l'épuration, ou de partie d'une telle machine ou d'un tel appareil.

Législation

Les restrictions juridiques qui visent des matériaux précis pouvant être utilisés comme organe filtrant (c.-à-d. céramique, verre, textile) sont indiquées à la note 1 de la section XVI et à la note 1 du chapitre 84. Ces matériaux exclus peuvent servir à fabriquer des éléments de filtration d'appareils divers décrits aux chapitres 84 et 90. En vertu des décisions rendues par le TCCE, une fois qu'un organe filtrant (élément de filtrage ou cartouche à filtre) a été inclus dans un cadre, un étui ou une structure semblable, il est désormais classé comme appareil de filtration ou d'épuration ou comme partie d'un tel appareil s'il est explicitement utilisé dans les appareils de filtration de la position 84.21.

Definitions

The following definitions will be helpful in applying the administrative policy presented in this notice:

1. Filtering or purifying machinery and apparatus of heading No. 84.21:

Machinery or apparatus used to remove unwanted particulate matter from gases or liquids. Filtering machinery generally contains a static filter element consisting, in part, of a media with physical characteristics designed to remove undesirable matter from a gas or liquid.

2. Filter Media:

Material used in a filter element to capture particulates or merely free liquids or gases from suspended matter. Filter media retains its character as a material (i.e. textile of heading No. 59.11, glass of heading No. 70.19 or 70.20) unless it is transformed by addition of a frame or similar additional processing which commits the article as a part of a machine or apparatus of heading No. 84.21 or elsewhere in Schedule I.

General Information

Should such filter elements or cartridges be for use with machines other than filtering or purifying machines and apparatus, they will be considered to be filtering or purifying apparatus of heading No. 84.21 and classified under the subheading most specific to its application (i.e. a filter used in a photocopier of heading No. 90.09 to filter air would be classified under subheading No. 8421.39).

Filter media, without a frame or similar support, presented merely cut to size with edge stitching or incorporating components of minor importance of other materials, such as brass eyelets is classified in accordance with the relevant Section and Chapter Notes.

Définitions

Les définitions qui suivent aideront à appliquer la politique administrative exposée dans le présent avis :

1. Machines et appareils pour la filtration ou l'épuration, de la position 84.21 :

Machines ou appareil servant à extraire des liquides ou des gaz les particules non désirées. Ces appareils contiennent généralement un élément filtrant statique contenant un organe filtrant dont les propriétés physiques permettent d'extraire les matières non désirées présentes dans des gaz ou des liquides.

2. Organes filtrants :

Matériau utilisé dans un élément filtrant pour retenir les particules ou tout simplement enlever des matières en suspension présentes dans les liquides ou les gaz. Un organe filtrant continue d'être considéré comme matériau filtrant (c.-à-d. textile de la position 59.11, verre de la position 70.19 ou 70.20), à condition de ne pas être transformé par l'ajout d'un cadre ou d'un traitement supplémentaire par lequel il devient partie intégrante d'une machine ou d'un appareil visé par la position 84.21 ou par toute autre position de l'annexe I.

Renseignements généraux

Si, par la suite, ces éléments ou ces cartouches sont utilisés avec d'autres appareils que ceux pour la filtration ou l'épuration, ils n'en sont pas moins considérés comme appareils de filtration de la position 84.21 et classés dans la sous-position qui correspond plus précisément à leur usage (c.-à-d. qu'un filtre utilisé pour filtrer l'air d'une photocopieuse de la position 90.09 serait classé dans la sous-position 8421.39).

L'organe filtrant, exempt de cadre ou de structure similaire, simplement coupé aux dimensions requises, au contour surfilé ou qui comporte dans une faible proportion d'autres matériaux tels que des oeillets de cuivre, doit être classé conformément aux dispositions de la section et des notes de chapitre pertinentes.

Any questions concerning this matter should be directed to:

Revenue Canada
6th floor
Connaught Building
555 Mackenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

For further information, please contact Ian Yearwood.

Telephone: (613) 954-6995
Facsimile: (613) 954-9646

Pour toute question relative à ce qui précède, adressez-vous à :

Revenu Canada
Édifice Connaught
555, avenue Mackenzie
6^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Pour de plus amples renseignements, veuillez prendre contact avec Ian Yearwood.

Téléphone : (613) 954-6995
Télécopieur : (613) 954-9646

References

1. Canadian International Trade Tribunal Appeal no. AP-92-152
Procedair Industries Inc.
Subject: Textile air separators
2. Canadian International Trade Tribunal Appeal no. AP-92-110
Bionaire Inc.
Subject: Textile filters for domestic air filtering machines
3. Canadian International Trade Tribunal Appeal no. AP-92-091
A.A.F. Snyder General Canada Inc.
Subject: Fiberglass filters for ventilation systems

Renvois

1. Appel du Tribunal canadien du commerce extérieur n° AP-92-152
Procedair Industries Inc.
Objet : Filtres en produits textiles pour la séparation de l'air
2. Appel du Tribunal canadien du commerce extérieur n° AP-92-110
Bionaire Inc.
Objet : Filtres en produits textiles pour machines de filtration de l'air des maisons
3. Appel du Tribunal canadien du commerce extérieur n° AP-92-091
A.A.F. Snyder General Canada Inc.
Objet : Filtres en fibre de verre pour systèmes de ventilation





N-944

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 1, 1995

Ottawa, le 1^{er} mars 1995

Subject

Customs Office Change of Name

Please be advised of the following change.

Effective February 9, 1995, the Deputy Minister of Revenue Canada has approved a change of name for the customs office at Newcastle, New Brunswick. Due to the recent municipal amalgamation of Newcastle, Chatham and surrounding areas to become the City of Miramichi, this office will be known in future as the Port of Miramichi. The location of the office and the hours of service will remain unchanged at this time.

This change will be reflected in the next revision of Memorandum D1-1-1, *List of Customs Offices*.

If you have any questions or concerns, please contact either myself at (613) 954-7527 or Wayne Burton at (613) 954-7533.

Objet

Changement de nom d'un bureau de douane

Veuillez prendre note du changement suivant.

Le sous-ministre de Revenu Canada a approuvé le changement de nom pour le bureau de douane de Newcastle (Nouveau-Brunswick) à compter du 9 février 1995. En raison de l'annexion récente des villes de Newcastle et de Chatham ainsi que des secteurs avoisinants, maintenant connus sous le nom de Miramichi, ce bureau sera désormais appelé le Port de Miramichi. L'adresse ainsi que les heures de service de ce bureau sont inchangées pour le moment.

Ce changement apparaîtra dans le prochain Mémoire D1-1-1, *Liste des bureaux de douane*.

Si vous avez des questions à cet égard, veuillez m'appeler au (613) 954-7527 ou communiquez avec Wayne Burton au (613) 954-7533.

Directeur
Division des opérations
Direction générale des services frontaliers des douanes
Direction des fonctions de gestion

A. J. McKinnon
Director
Operations Division
Customs Border Services Branch
Management Services Directorate



Printed in Canada
Imprimé au Canada



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 7, 1995

Ottawa, le 7 mars 1995

Subject

Tariff Items for which the MFN Tariff Treatment is Preferable to the Special Tariff Treatments

This Customs Notice is an addendum to Customs Notice N-928, *MFN Duty Rates Potentially Lower than NAFTA or GPT Duty Rates*.

As stated in the earlier Customs Notice, there are instances where the Most Favoured Nation Tariff (MFNT) will have a lower rate of duty than other special tariff treatments. The Tariff Programs Division of the Trade Administration Branch has examined closely the new GATT/WTO legislation and has identified tariff items where the MFNT rate is lower than other tariff treatments.

Included in this Notice are two schedules which enumerate these tariff items. In the first schedule, titled "MFNT – Lowest available rate", the tariff items for which the MFNT treatment provides the lowest available rates are listed. In the second schedule, titled "MFNT – Lower than some other rates", are the tariff items for which the MFNT rate is lower than one or more of the other available tariff treatments, but not all. The second schedule lists the tariff items (A) and the treatment(s) (B), for these tariff items, which are less preferable than the MFNT rate.

Objet

Numéros tarifaires pour lesquels le traitement tarifaire de la NPF est préférable aux traitements tarifaires spéciaux

Cet Avis des douanes est un addendum à l'Avis des douanes N-928, «*Taux des droits de douane de la NPF potentiellement inférieurs aux taux des droits de douane de l'ALÉNA ou du TPG*».

Comme il a été mentionné dans l'Avis des douanes précédent, il y a des cas où le Tarif de la nation la plus favorisée (TNPF) aura un taux de droit inférieur aux autres traitements tarifaires spéciaux. La Division des programmes tarifaires de la Direction générale de l'administration des politiques commerciales a examiné minutieusement les nouvelles dispositions législatives du GATT/OMC et elle a indiqué les numéros tarifaires où le taux du TNPF est inférieur aux autres traitements tarifaires.

Vous trouverez dans cet Avis des douanes deux annexes qui énumèrent ces numéros tarifaires. Dans la première annexe intitulée «TNPF – Taux disponible le moins élevé», les numéros tarifaires pour lesquels le traitement du TNPF prévoit les taux disponibles les moins élevés sont énumérés. Dans la deuxième annexe intitulée «TNPF – Taux moins élevé que certains autres taux», il y a les numéros tarifaires pour lesquels le taux du TNPF est inférieur à un ou à plusieurs des autres traitements tarifaires disponibles, mais pas à tous les traitements tarifaires disponibles. La deuxième annexe énumère les numéros tarifaires (A) et le(s) traitement(s) (B) pour les numéros tarifaires qui sont moins préférables que le taux du TNPF.



Schedule I
MFNT – Lowest available rate

06039019	30043199	30052020	95038090
29379100	30043210	30062090	95039000
30011000	30043290	30063010	95042010
30012000	30043991	30063091	95042021
30019010	30043999	30063099	95042022
30019090	30044010	30064020	95042023
30021029	30044090	30064090	95042020
30023990	30044091	30065000	95042029
30029090	30045091	30066000	95044000
30031000	30045099	40132000	95049020
30032000	30049091	95021000	95049090
30033191	30049099	95029100	95051000
30033199	30051010	95029900	95059010
30033991	30051091	95031090	95059090
30033999	30051099	95032090	
30034010	30059010	95033000	
30034090	30059020	95034100	
30039091	30059030	95034900	
30039099	30059091	95035000	
30041000	30059092	95036000	
30042000	30059093	95037090	
30043191	30059099	95038010	

Annexe I
TNPF – Taux disponible le moins élevé

06039019	30043199	30052020	95038090
29379100	30043210	30062090	95039000
30011000	30043290	30063010	95042010
30012000	30043991	30063091	95042021
30019010	30043999	30063099	95042022
30019090	30044010	30064020	95042023
30021029	30044090	30064090	95042020
30023990	30044091	30065000	95042029
30029090	30045091	30066000	95044000
30031000	30045099	40132000	95049020
30032000	30049091	95021000	95049090
30033191	30049099	95029100	95051000
30033199	30051010	95029900	95059010
30033991	30051091	95031090	95059090
30033999	30051099	95032090	
30034010	30059010	95033000	
30034090	30059020	95034100	
30039091	30059030	95034900	
30039099	30059091	95035000	
30041000	30059092	95036000	
30042000	30059093	95037090	
30043191	30059099	95038010	

Schedule II

MFNT – Lower than some other rates

A	B	A	B
02013010	MT	29379200	GPT, MT & MUST
02023010	MT	29379900	GPT, MT & MUST
07149092	UST & MT	29391000	GPT
08109010	UST & MT	29392110	GPT
08119090	BPT, UST & MT	29392910	GPT
11062090	UST & MT	29392990	GPT
11063000	UST & MT	29394000	GPT
15156090	BPT, UST & MT	29395000	GPT
15211090	UST & MT	29396000	GPT
15219090	GPT	29399000	GPT
20019010	UST & MT	29411000	GPT, MT & MUST
20019090	UST & MT	29412000	GPT
20089991	UST	29413000	GPT, MT & MUST
20098019	UST & MT	29414000	GPT, MT & MUST
29361000	GPT	29415000	GPT, MT & MUST
29362100	GPT	29419000	GPT, MT & MUST
29362200	GPT	33012200	UST
29362310	GPT	55011000	MT
29362390	GPT	55012000	MT
29362400	GPT	55019000	MT
29362500	GPT	55020000	MT
29362600	GPT	55063000	GPT & UST
29362700	GPT		
29362800	GPT		
29362900	GPT		
29369000	GPT		
29371000	GPT		
29372100	GPT		
29372200	GPT		
29372900	GPT, MT & MUST		

Annexe II

TNPF – Taux moins élevé que certains autres taux

A	B	A	B
02013010	TM	29379200	TPG, TM & TAMEU
02023010	TM	29379900	TPG, TM & TAMEU
07149092	TEU & TM	29391000	TPG
08109010	TEU & TM	29392110	TPG
08119090	TPB, TEU & TM	29392910	TPG
11062090	TEU & TM	29392990	TPG
11063000	TEU & TM	29394000	TPG
15156090	TPB, TEU & TM	29395000	TPG
15211090	TEU & TM	29396000	TPG
15219090	TPG	29399000	TPG
20019010	TEU & TM	29411000	TPG, TM & TAMEU
20019090	TEU & TM	29412000	TPG
20089991	TEU	29413000	TPG, TM & TAMEU
20098019	TEU & TM	29414000	TPG, TM & TAMEU
29361000	TPG	29415000	TPG, TM & TAMEU
29362100	TPG	29419000	TPG, TM & TAMEU
29362200	TPG	33012200	TEU
29362310	TPG	55011000	TM
29362390	TPG	55012000	TM
29362400	TPG	55019000	TM
29362500	TPG	55020000	TM
29362600	TPG	55063000	TPG & TEU
29362700	TPG		
29362800	TPG		
29362900	TPG		
29369000	TPG		
29371000	TPG		
29372100	TPG		
29372200	TPG		
29372900	TPG, TM & TAMEU		

These lists are also available on the Customs Information System (electronic bulletin board [EBB]), and this medium will be updated should more tariff items be identified as being affected.

Ces listes sont également mises à votre disposition sur le Système informatique des douanes (babillard électronique), et ce support d'information sera mis à jour si l'on découvre d'autres numéros tarifaires qui sont visés.

For more information on the EBB, contact:

Pour de plus amples renseignements sur le babillard électronique, veuillez communiquer avec :

Fred Juett
Tariff Policy and Nomenclature
Development
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Fred Juett
Élaboration de la politique et
de la nomenclature tarifaires
555, avenue MacKenzie
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 952-3796
Fax: (613) 941-2034

Téléphone : (613) 952-3796
Télécopieur : (613) 941-2034

For further information regarding this Customs Notice, contact:

Si vous avez des questions à poser sur cet Avis des douanes, veuillez communiquer avec :

Kay Scholze
Program Management Unit
Tariff Policy and Nomenclature
Development
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Kay Scholze
Unité de la gestion des programmes
Élaboration de la politique et
de la nomenclature tarifaires
555, avenue MacKenzie
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 954-6909
Fax: (613) 941-2034

Téléphone : (613) 954-6909
Télécopieur : (613) 941-2034





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 8, 1995

Ottawa, le 8 mars 1995

Subject

Certain Carbon Steel Plate

This is to advise that on March 3, 1995, the Department concluded a reinvestigation of normal values and export prices pursuant to the *Special Import Measures Act* in respect of certain carbon steel and high strength low alloy steel plate originating in or exported from Belgium, Brazil, the Czech Republic, Denmark, the Federal Republic of Germany, Romania, the United Kingdom and the former Yugoslav Republic of Macedonia. This review was initiated on November 30, 1994.

This review was part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal (CITT) finding of May 6, 1993, and was required so that the normal values and export prices of the goods could be determined on the basis of current information.

Subject goods are normally imported under the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

7208.32.00.10	7208.42.00.10
7208.32.00.91	7208.42.00.91
7208.32.00.92	7208.42.00.92
7208.32.00.93	7208.42.00.93
7208.32.00.94	7208.42.00.94
7208.32.00.95	7208.42.00.95

7208.33.00.10	7208.43.00.10
7208.33.00.91	7208.43.00.91
7208.33.00.92	7208.43.00.92
7208.33.00.93	7208.43.00.93
7208.33.00.94	7208.43.00.94
7208.33.00.95	7208.43.00.95

Objet

Certaines tôles d'acier au carbone

La présente vous avise que, le 3 mars 1995, conformément à la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le Ministère a terminé la nouvelle enquête des valeurs normales et des prix à l'exportation à l'égard de certaines tôles d'acier au carbone et certaines tôles d'acier allié résistant à faible teneur, originaires ou exportées de la Belgique, du Brésil, de la République tchèque, du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, de la Roumanie, du Royaume-Uni et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Cette nouvelle enquête a été ouverte le 30 novembre 1994.

La nouvelle enquête faisait partie de l'exécution par le Ministère d'une décision rendue le 6 mai 1993 par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) et était nécessaire pour pouvoir déterminer les valeurs normales et les prix à l'exportation des marchandises selon des renseignements actuels.

Les marchandises en cause sont normalement importées au Canada en utilisant les numéros de dix chiffres de classification du Système harmonisé suivants :

7208.32.00.10	7208.42.00.10
7208.32.00.91	7208.42.00.91
7208.32.00.92	7208.42.00.92
7208.32.00.93	7208.42.00.93
7208.32.00.94	7208.42.00.94
7208.32.00.95	7208.42.00.95

7208.33.00.10	7208.43.00.10
7208.33.00.91	7208.43.00.91
7208.33.00.92	7208.43.00.92
7208.33.00.93	7208.43.00.93
7208.33.00.94	7208.43.00.94
7208.33.00.95	7208.43.00.95



Only one exporter, S.A. Fabrique de Fer de Charleroi from Belgium, provided sufficient information to allow the determination of specific normal values for future shipments of subject goods.

Normal values for all other exporters will be determined by ministerial specification based on export price advances. Anti-dumping duty equal to the following rates will be collected on importations of subject goods from these exporters.

Country	Exporter	Anti-dumping Duty
Belgium	Forges de Clabecq S.A.	30.9%
	All other exporters	30.9%
Brazil	Usiminas Siderurgicas de Minas Gerais S.A.	76.1%
	All other exporters	76.1%
Czech Republic	Vitkovice Steelworks	116.5%
	All other exporters	116.5%
Denmark	Det Danske Stalvalsevaerk A/S	116.5%
	All other exporters	116.5%
Federal Republic of Germany	Dillinger Huttenwerke	14.0%
	Noell KRC	116.5%
	Preussag Stahl	116.5%
	Walzwerk Ilsenburg Gmbh	116.5%
	All other exporters	14.0%
Romania	Sidex S.A.	116.5%
	All other exporters	116.5%
United Kingdom	British Steel Corp., Dalzell Mill	43.8%
	British Steel Corp., Scunthorpe Mill	50.3%
	All other exporters	49.1%
Former Yugoslav Republic of Macedonia	Rudnici i Zelezara Skopje	69.1%
	All other exporters	69.1%

Seulement un exportateur, S.A. Fabrique de Fer de Charleroi de la Belgique, a fourni suffisamment de renseignements permettant de déterminer des valeurs normales spécifiques pour les expéditions futures des marchandises en cause.

Pour tous les autres exportateurs, les valeurs normales seront déterminées par prescription ministérielle basée sur une majoration du prix à l'exportation. Pour les importations des marchandises en cause de ces exportateurs, le montant de droits antidumping perçu sera égal aux taux mentionnés ci-dessous.

Pays	Exportateur	Droit antidumping
Belgique	Forges de Clabecq S.A.	30,9 %
	Tous les autres exportateurs	30,9 %
Brésil	Usiminas Siderurgicas de Minas Gerais S.A.	76,1 %
	Tous les autres exportateurs	76,1 %
République tchèque	Vitkovice Steelworks	116,5 %
	Tous les autres exportateurs	116,5 %
Danemark	Det Danske Stalvalsevaerk A/S	116,5 %
	Tous les autres exportateurs	116,5 %
République fédérale d'Allemagne	Dillinger Huttenwerke	14,0 %
	Noell KRC	116,5 %
	Preussag Stahl	116,5 %
	Walzwerk Ilsenburg GmbH	116,5 %
	Tous les autres exportateurs	14,0 %
Roumanie	Sidex S.A.	116,5 %
	Tous les autres exportateurs	116,5 %
Royaume-Uni	British Steel Corp., Dalzell Mill	43,8 %
	British Steel Corp., Scunthorpe Mill	50,3 %
	Tous les autres exportateurs	49,1 %
L'ancienne République yougoslave de Macédoine	Rudnici i Zelezara Skopje	69,1 %
	Tous les autres exportateurs	69,1 %

All normal values established as a result of this review are effective for the subject goods released from Revenue Canada on or after March 3, 1995.

For imports of subject goods from S.A. Fabrique de Fer de Charleroi, the exporter with specific normal values, importers can obtain normal values from Fabrique de Fer de Charleroi or Revenue Canada, according to Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Value and Export Price Established under the Special Measures Act to Importers*.

Importers are reminded that it is their responsibility to calculate and declare their anti-dumping duty liability. If importers are using the services of a customs broker to clear importations, the brokerage firm should be advised that the goods are subject to anti-dumping actions and provided with the information necessary to clear the shipments.

Should the importer disagree with the determination made on any importation of goods, a request for re-determination may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division, Ottawa ON K1A 0L5. Such a request must be received within 90 days from the making of the determination, in the prescribed form and manner, and accompanied by the prescribed information as outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under Special Measures Act*.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Trade Administration
Branch
16th floor
Sir Richard Scott Building
191 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0L5

Toutes les valeurs normales établies à la suite de cette nouvelle enquête sont en vigueur pour les marchandises en cause dédouanées à compter du 3 mars 1995.

En ce qui concerne les importations de marchandises en cause de S.A. Fabrique de Fer de Charleroi, l'exportateur ayant des valeurs normales spécifiques, les importateurs peuvent obtenir les valeurs normales en communiquant avec Fabrique de Fer de Charleroi ou avec Revenu Canada, conformément au Mémoire D14-1-2, *Divulgence aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Nous rappelons aux importateurs qu'il leur incombe de calculer et de déclarer les droits antidumping auxquels ils sont assujettis. Si les importateurs ont recours aux services d'un courtier en douane, ils doivent avertir ce dernier que les marchandises sont assujetties à des mesures antidumping, et leur fournir les renseignements nécessaires au dédouanement de ces marchandises.

Si l'importateur conteste la décision rendue pour une importation quelconque, il doit présenter une demande de réexamen au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Ottawa ON K1A 0L5. Cette demande doit être reçue dans les 90 jours qui suivent la date de la décision, selon les modalités prescrites, et doit être accompagnée des renseignements stipulés dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Direction générale de l'administration des
politiques commerciales
Édifice Sir Richard Scott
191, avenue Laurier ouest
16^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

À l'attention de la Division des droits antidumping
et compensateurs

Officer: Ron Carson

Agent : Ron Carson

Telephone: (613) 954-7230

Téléphone : (613) 954-7230

Facsimile: (613) 941-2612

Télécopieur : (613) 941-2612

March 8, 1995



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Le 8 mars 1995



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 27, 1995

Ottawa, le 27 mars 1995

Subject

**Coding Requirements for Import
Permit Number Respecting
Agricultural Tariff Rate Quota (TRQ)
Products Imported under
Within Access Commitment
Tariff Items**

This Customs Notice outlines the requirements for recording the permit number on customs documents for imports of agricultural TRQ products only, where a within access commitment tariff item is claimed and the importer/broker is in possession of a valid import permit issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade. For further information on TRQ administration, refer to Memorandum D10-18-1, *Tariff Rate Quotas*.

As stipulated in paragraph 32 of Memorandum D10-18-1, in addition to submitting permits, importers and brokers are required to record the nine-digit import permit number in the Special Authority field on customs documents (i.e. for CADEX transactions, on the KI30 record and for non-CADEX transactions, in field 26 on Form B 3, *Canada Customs Coding Form*, and field 20 on Form B 2, *Canada Customs — Adjustment Request*).

Where more than one permit number pertains to a transaction, a separate line is to be completed (according to the coding instructions contained in Memoranda D17-1-10, *Coding of Customs Accounting Documents*, and D17-2-1, *Coding of Adjustment Request Forms*) for each permit number, to account for the quantity and value of the goods being imported

Objet

**Codage du numéro de licence
d'importation dans le cas de
produits agricoles contingentés
importés dans les limites de
l'engagement d'accès d'un numéro
tarifaire**

Cet Avis des douanes explique comment consigner le numéro de licence sur les documents des douanes utilisés pour l'importation de produits agricoles contingentés seulement, quand l'importateur ou le courtier utilise le numéro tarifaire dans les limites de l'engagement d'accès et quand il est titulaire d'une licence d'importation valide délivrée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Pour de plus amples renseignements quant à la régie des contingents tarifaires, consultez le Mémoire D10-18-1, *Contingents tarifaires*.

Comme cela est précisé au paragraphe 32 du Mémoire D10-18-1, en plus de présenter leurs licences, les importateurs et les courtiers sont tenus d'inscrire les neuf chiffres de leur numéro de licence d'importation dans la zone Autorisation spéciale des documents des douanes (c.-à-d., dans le fichier KI30 pour les transactions par CADEX et dans la zone 26 du formulaire de codage B 3, *Douanes Canada — Formule de codage*, ou dans la zone 20 du formulaire B 2, *Douanes Canada — Demande de rajustement*, dans le cas des autres transactions).

Lorsqu'une transaction est liée à plus d'un numéro de licence d'importation, chacun de ces numéros doit être inscrit sur une ligne distincte (conformément aux instructions de codage contenues dans les Mémoires D17-1-10, *Codage des documents de déclaration en détail des douanes*, et D17-2-1, *Codage des formules des demandes de rajustement*), de manière à rendre

which are covered by that permit, and to record the permit number in the Special Authority field. Only one nine-digit permit number will be accepted in each Special Authority field.

For the small number of cases where both an order-in-council and permit number are applicable (e.g. where both inward processing and an import permit pertain to the goods), the following formats are to be utilized:

1. The rate of duty applicable is a specific rate

A one-line format is applied with the order-in-council number recorded in the Special Authority field and, as outlined in the B 3 and B 2 coding instructions (Memoranda D17-1-10 and D17-2-1) for non-CADEX transactions, the import permit number(s) recorded in the Description field.

2. The rate of duty applicable is an *ad valorem* or free rate

A two-line format is applied. The first line of the B 3 or B 2 is completed in the usual manner with the O.I.C. number recorded in the Special Authority field and the amounts for the complete transaction covered by the O.I.C. recorded in the Value for Duty and Quantity fields. The second line is completed in accordance with the coding requirements outlined in Memoranda D17-1-10 and D17-2-1, except that the nine-digit import permit number is recorded in the Special Authority field and the quantity being imported, and covered by that permit number, in the Quantity field. Further, zero (0.00) is recorded in the Value for Duty field. Should more than one permit number pertain to the first line containing the O.I.C. number, continue to record, on subsequent lines, the quantity, permit number and value for duty (0.00) in the manner described above for the second line.

Effective April 3, 1995, where a TRQ import permit is required, its number is to be recorded/transmitted as outlined above, otherwise, the transaction will be rejected for correction.

compte de la quantité et de la valeur des marchandises importées sous chacune des licences et à indiquer dans la zone Autorisation spéciale le numéro de la licence en question. Seul un numéro de licence à neuf chiffres sera accepté dans cette zone.

Dans les rares cas où s'appliquent à la fois un décret et un numéro de licence (par exemple quand un traitement à l'entrée et une licence d'importation s'appliquent aux marchandises), il faut adopter une des présentations suivantes :

1. Cas de taux de droit spécifique

La présentation tient sur une seule ligne : inscrire le numéro de décret dans la zone Autorisation spéciale et, tel qu'expliqué dans les instructions de codage des formulaires B 3 et B 2 dans les Mémoires D17-1-10 et D17-2-1 pour les transactions qui ne sont pas faites par CADEX, inscrire le(s) numéro(s) de licence d'importation dans la zone de désignation.

2. Cas de taux de droit *ad valorem* ou exempt de droit

Utiliser deux lignes. Pour les formulaires B 3 ou B 2, remplir la première ligne de la façon habituelle : le numéro de décret, dans la zone Autorisation spéciale et les totaux de la transaction faite en vertu du décret, dans les zones Valeur en douane et Quantité. La deuxième ligne se remplit selon le codage approprié (consulter les Mémoires D17-1-10 et D17-2-1), mais le numéro de neuf chiffres doit être inscrit dans la zone Autorisation spéciale et, dans la zone Quantité, il faut spécifier la quantité importée sous la licence précisée. Inscrire zéro (0,00) dans la zone réservée à la valeur en douane. Si plus d'une licence s'applique à la première ligne, inscrire sur les lignes suivantes la quantité, le numéro de licence et la valeur en douane (0,00), tel que décrit ci-dessus.

À compter du 3 avril 1995, lorsqu'un numéro de licence d'importation de marchandises sous contingent tarifaire sera exigé, il deviendra obligatoire de l'inscrire ou de le transmettre de la façon susmentionnée, faute de quoi la transaction sera rejetée et les corrections nécessaires devront être apportées.

The format and coding requirements detailed on the previous page also apply to transactions transmitted by CADEX participants.

Questions concerning this notice should be directed to:

Revenue Canada
Tariff Policy and Nomenclature
Development
4th Floor
Connaught Building
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 952-5601
Facsimile: (613) 941-2034

Les exigences quant à la présentation et au codage formulées à la page précédente s'appliquent également aux transactions au moyen du CADEX.

Les questions au sujet de cet avis doivent être adressées à :

Revenu Canada
Élaboration de la politique et de la nomenclature
tarifaire
Édifice Connaught
555, avenue MacKenzie
4^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 952-5601
Télécopieur : (613) 941-2034





N-947

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 9, 1995

Ottawa, le 9 mars 1995

Subject

**Coding Requirements for
Import Permit Number
Respecting Agricultural Tariff Rate
Quota (TRQ) Products Imported
under Within Access Commitment
Tariff Items**

Objet

**Exigences de codage pour le numéro
de licence d'importation en ce qui
concerne les produits agricoles
contingentés qui sont importés en
vertu de numéros tarifaires dans les
limites de l'engagement d'accès**

This Customs Notice outlines the requirements for recording the permit number on customs documents for imports of agricultural TRQ products only, where a within access commitment tariff item is claimed and the importer/broker is in possession of a valid import permit issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade. For further information on TRQ administration, refer to Memorandum D10-18-1, *Tariff Rate Quotas*.

As stipulated in paragraph 32 of Memorandum D10-18-1, in addition to submitting permits, importers and brokers are required to record the nine-digit import permit number in the Special Authority field on customs documents (i.e. field 26 on Form B 3, *Canada Customs Coding Form*, and field 20 on Form B 2, *Canada Customs — Adjustment Request*).

Where more than one permit number pertains to a transaction, a separate line is to be completed (according to the coding instructions contained in Memoranda D17-1-10, *Coding of Customs Accounting Documents*, and D17-2-1, *Coding of Adjustment Request Forms*) for each permit number, to account for the quantity and value of the goods which are covered by that permit, and the permit number recorded in the

Le présent Avis des douanes énonce les exigences pour inscrire le numéro de licence sur des documents douaniers d'importations de produits agricoles contingentés seulement, dans les cas où on demande un numéro tarifaire dans les limites de l'engagement d'accès et que l'importateur ou le courtier a en sa possession une licence d'importation valide délivrée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Pour avoir plus de renseignements sur l'application des contingents tarifaires, veuillez consulter le Mémoire D10-18-1, *Contingents tarifaires*.

Comme il est mentionné dans le paragraphe 32 du Mémoire D10-18-1, en plus de présenter des licences, les importateurs et les courtiers sont tenus de citer le numéro de licence d'importation à neuf chiffres dans la zone d'autorisation spéciale sur les documents douaniers (c'est-à-dire la zone 26 sur le formulaire B 3, *Douanes Canada — Formule de codage*, et la zone 20 sur le formulaire B 2, *Douanes Canada — Demande de rajustement*).

Lorsque plus d'un numéro de licence a rapport à une transaction, il faut remplir une deuxième ligne (conformément aux instructions de codage figurant aux Mémoires D17-1-10, *Codage des documents de déclaration en détail des douanes*, et D17-2-1, *Codage des formules de demande de rajustement*) pour chaque numéro de licence, afin de déclarer en détail la quantité et la valeur des marchandises qui

Special Authority field. Only one nine-digit permit number will be accepted in each Special Authority field.

For the small number of cases where both an order-in-council and permit number are applicable (e.g. where both inward processing and an import permit pertain to the goods), the order-in-council number is to be recorded in the Special Authority field and, as outlined in Forms B 3 and B 2 coding instructions (Memoranda D17-1-10 and D17-2-1), the import permit numbers recorded in the Description field until further advised. In this case, a separate line is not required for each permit number.

Effective April 3, 1995, where a TRQ import permit is required, its number is to be recorded as outlined above. Where format and field requirements are not adhered to, the transaction will be rejected and sent to the broker/importer for correction.

The format and coding requirements detailed above also apply to transactions transmitted by CADEX participants.

Note: The two-line format which was being developed to record both the order-in-council and import permit numbers in the Special Authority field will not be implemented on April 3, 1995, as previously advised.

Questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Tariff Policy and Nomenclature
Development
4th floor
Connaught Building
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 952-5601
Facsimile: (613) 941-2034

sont couvertes par cette licence, et il faut inscrire le numéro de licence dans la zone d'autorisation spéciale. Seulement un numéro de licence à neuf chiffres sera accepté dans chaque zone d'autorisation spéciale.

Quant à la petite quantité de cas où un décret du conseil ainsi qu'un numéro de licence s'appliquent (par exemple, lorsque le traitement intérieur de même qu'une licence d'importation ont rapport aux marchandises), le numéro du décret du conseil doit être inscrit dans la zone d'autorisation spéciale et, comme il est indiqué dans les instructions de codage des formulaires B 3 et B 2 (Mémoires D17-1-10 et D17-2-1), les numéros de licence d'importation sont inscrits dans la zone de la description jusqu'à nouvel avis. Dans ce cas, une deuxième ligne n'est pas nécessaire pour chaque numéro de licence.

À compter du 3 avril 1995, lorsqu'une licence d'importation contingentée est nécessaire, son numéro doit être inscrit comme il est décrit ci-dessus. Dans les cas où on ne se conforme pas aux exigences ayant trait à la présentation et à la zone, la transaction sera rejetée et acheminée au courtier ou à l'importateur pour être corrigée.

Les exigences susmentionnées qui se rattachent à la présentation et au codage s'appliquent également aux transactions transmises par les utilisateurs du CADEX.

Nota : La présentation de deux lignes déjà élaborée pour les numéros du décret du conseil et de la licence d'importation dans la zone d'autorisation spéciale ne sera pas mise en application à compter du 3 avril 1995 comme nous l'avions annoncé.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Revenu Canada
Élaboration de la politique et de
la nomenclature tarifaires
Édifice Connaught
555, avenue MacKenzie
4^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 952-5601
Télécopieur : (613) 941-2034





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 10, 1995

Ottawa, le 10 mars 1995

Subject

**Bicycles and Bicycle Frames
from Taiwan and the
People's Republic of China**

This is to advise that a reinvestigation pursuant to the *Special Import Measures Act* (SIMA) has been initiated on March 3, 1995.

The reinvestigation is part of the Department's enforcement of the Canadian International Trade Tribunal's finding of December 11, 1992 of past, present and future injury respecting bicycles, assembled or unassembled, with wheel diameters of 16 inches (40.64 cm) and greater, originating in or exported from Taiwan and the People's Republic of China, excluding the subject bicycles with an FOB Taiwan and People's Republic of China selling price exceeding CAN\$325, and of future injury respecting the dumping of the subject bicycle frames, originating in or exported from the aforementioned countries.

The subject goods are normally imported into Canada under one of the following ten-digit Harmonized System classification numbers:

8712.00.00.10
8712.00.00.20
8712.00.00.30
8712.00.00.40
8712.00.00.50
8712.00.00.90
8714.91.00.00

It is anticipated that this reinvestigation will be concluded on or about June 30, 1995.

Objet

**Bicyclettes et les cadres de
bicyclettes de Taiwan et de la
République populaire de Chine**

La présente a pour but de vous informer qu'une nouvelle enquête en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI) a été ouverte le 3 mars 1995.

La nouvelle enquête fait partie de l'application par le Ministère de la décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur, le 11 décembre 1992, de préjudice passé, présent et futur relatif aux bicyclettes assemblées ou démontées, avec des roues d'un diamètre de 16 pouces (40,64 cm) et plus, originaires ou exportées de Taiwan et de la République populaire de Chine, à l'exclusion des bicyclettes en question dont le prix de vente est supérieur à 325 \$ CAN FAB Taiwan et République populaire de Chine, et de préjudice futur causé par le dumping des cadres de bicyclettes en question, originaires ou exportés des pays susmentionnés.

Les marchandises sont normalement importées au Canada sous l'un des numéros tarifaires à dix chiffres du Système harmonisé indiqués ci-dessous :

8712.00.00.10
8712.00.00.20
8712.00.00.30
8712.00.00.40
8712.00.00.50
8712.00.00.90
8714.91.00.00

Il est prévu de conclure cette nouvelle enquête vers le 30 juin 1995.



Notice of the completion of the reinvestigation will be published in a Customs Notice.

Importers are cautioned that the cost of production information on which the normal values of the 1994 and 1995 models were based will be verified during the current review. If any of the information provided by the exporters is found to be inaccurate, the normal values will be re-established and the entries reappraised in light of the new information. This may result in additional dumping duties being assessed against the importer.

The information collected in the course of this reinvestigation will also be used to establish the method for determining normal values and export prices for the 1995/96 season in accordance with the *Special Import Measures Act*.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

Officers' names and telephone numbers:

J. Pelletier (613) 954-7380
G. Huneault (613) 954-7376

L'avis de clôture de la nouvelle enquête sera publié dans un Avis des douanes.

Les importateurs sont priés de noter que les renseignements concernant les coûts de production sur lesquels les valeurs normales des modèles 1994 et 1995 ont été fondées, seront examinés lors de la présente enquête. Si les renseignements fournis ne sont pas exacts, les valeurs normales seront établies de nouveau et les déclarations seront réévaluées par rapport aux nouveaux renseignements. Ceci pourrait avoir pour effet la cotisation de droits antidumping supplémentaires pour l'importateur.

Les renseignements obtenus au cours de cette nouvelle enquête seront aussi utilisés pour établir la méthode qui servira à déterminer les valeurs normales et les prix à l'exportation pour la saison 1995-1996 selon la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de la Division des droits antidumping et compensateurs

Noms des agents et numéros de téléphone :

J. Pelletier (613) 954-7380
G. Huneault (613) 954-7376



N-949

CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 24, 1995

Ottawa, le 24 mars 1995

Subject

Proposals for NAFTA Rules of Origin Changes for Chemical and Allied Products

Objet

Propositions de modifications des règles d'origine de l'ALÉNA pour les produits chimiques et les produits connexes

Initiation of Domestic Consultations

This notice is to inform interested parties that the Government is seeking views regarding proposed changes to the rules of origin applicable to products of the chemical and allied industries, as provided for in the *North American Free Trade Agreement* (NAFTA). A notice is also being published in the *Canada Gazette*, Part I.

In particular, the Government is seeking advice on proposed changes to the rules of origin in Annex 401 of NAFTA for goods classified in Chapters 28 through 38 of the *Customs Tariff*. The proposals would reduce the number of instances in which a good would be required to satisfy a regional value content requirement to qualify for NAFTA tariff preferential treatment. The detailed list of proposals, in English and French, is attached to this notice.

These proposals have been developed jointly by the Governments of Canada, Mexico, and the United States, in consultation with industry representatives and associations in the three countries.

This notice is to seek further advice from industry and from other interested parties.

Début des consultations au Canada

Cet avis informe les parties intéressées que le gouvernement désire obtenir leur opinion concernant les modifications proposées aux règles d'origine applicables aux produits des industries chimiques et des industries connexes, conformément à l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA). Un avis sera aussi publié dans la *Gazette du Canada*, Partie I.

Tout particulièrement, le gouvernement souhaite obtenir des opinions sur les modifications proposées aux règles d'origine visées par l'annexe 401 de l'ALÉNA pour les marchandises classées aux chapitres 28 à 38 du *Tarif des douanes*. Ces propositions permettraient de réduire le nombre de cas où il peut être exigé qu'une marchandise satisfasse aux exigences en matière de teneur en valeur régionale afin d'être admissible au traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA. La liste détaillée des propositions, en anglais et en français, est jointe à cet avis.

Ces propositions ont été élaborées conjointement par les gouvernements du Canada, du Mexique, et des États-Unis, en consultation avec les représentants et les associations de l'industrie dans les trois pays.

Par cet avis nous voulons obtenir des conseils et des opinions supplémentaires de l'industrie et d'autres parties intéressées.



Upon completion of these domestic consultations, the Governments of Canada, the U.S., and Mexico will review the public comments to determine which proposals will be implemented as changes to the rules of origin in NAFTA.

Background

The NAFTA rules of origin replaced the *Canada-United States Free Trade Agreement* (FTA) rules when NAFTA was implemented on January 1, 1994. The NAFTA rules of origin are used to determine when a good is eligible for NAFTA tariff preferences.

The NAFTA rules of origin specify that goods originate in North America if they are wholly produced in either or all three countries, using inputs wholly produced in either of the three countries.

However, goods containing non-regional materials can be considered North American if the non-regional materials are sufficiently transformed in the NAFTA region to undergo a specified change in tariff classification. In addition, most chemical goods must also include a specified percentage of North American content if made from imported chemical inputs.

During NAFTA, there was a concerted effort to eliminate, wherever possible, rules which required calculating the regional value content of a good. The purpose was to reduce record-keeping requirements faced by producers as a result of NAFTA. While this was achieved for many goods outside the chemical sector by developing rules based solely on changes in tariff classification, limited progress was realized for chemical products.

As a result, the three countries agreed to allow their industries to undertake a comprehensive review of the NAFTA rules of origin and to propose amendments to these rules where there is mutual agreement.

Dès la fin de ces consultations au Canada, les gouvernements du Canada, des États-Unis, et du Mexique examineront les commentaires du public afin de déterminer quelles propositions devront être mises en oeuvre sous la forme de modifications aux règles d'origine de l'ALÉNA.

Contexte

Les règles d'origine de l'ALÉNA ont remplacé les règles de l'*Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis* (ALE) lorsque l'ALÉNA est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Les règles d'origine de l'ALÉNA sont utilisées pour déterminer l'admissibilité d'une marchandise au traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA.

Les règles d'origine de l'ALÉNA indiquent clairement que les marchandises sont originaires de l'Amérique du Nord si elles sont entièrement produites sur le territoire de l'un ou des trois pays, en utilisant des intrants entièrement produits dans un des trois pays.

Néanmoins, les marchandises contenant des matières non originaires peuvent être considérées comme nord-américaines si les matières non originaires ont été suffisamment transformées dans la région ALÉNA de manière à subir un changement précis de classement tarifaire. En outre, la plupart des produits chimiques peuvent aussi inclure un pourcentage spécifique de teneur nord-américaine s'ils sont faits à partir de composants chimiques importés.

Durant l'application de l'ALÉNA, il y a eu des efforts concertés visant à éliminer, chaque fois que cela était possible, les règles qui exigeaient le calcul de la teneur en valeur régionale d'une marchandise. L'objectif était de réduire les exigences en matière de conservation des documents auxquelles étaient confrontés les producteurs dans le cadre de l'ALÉNA. Alors que cet objectif a pu être atteint pour de nombreuses marchandises autres que les produits chimiques, en élaborant des règles établies seulement à partir des modifications au classement tarifaire, peu de progrès a pu être réalisé pour les produits chimiques.

Il en résulte que les trois pays ont convenu d'autoriser leurs industries à entreprendre un examen complet des règles d'origine de l'ALÉNA et à proposer des modifications à ces règles chaque fois qu'il y a une entente mutuelle.

The three governments, together with industry representatives and major industry associations, have developed proposals, where appropriate, to reduce the number of instances in which a good must satisfy a regional value content requirement.

Les trois gouvernements, conjointement avec les représentants de l'industrie et des principales associations de l'industrie ont élaboré des propositions, chaque fois que cela s'avérerait nécessaire, visant à réduire le nombre de cas où une marchandise doit satisfaire aux exigences de la teneur en valeur régionale.

Submissions from Interested Parties

All submissions must be received by June 15, 1995.

These proposals are consistent with the Government's policy of eliminating the regional value content requirement from the NAFTA rules of origin, as stated in the Canadian Statement of Implementation of NAFTA.

In developing comments, interested parties should focus on the impact that the proposed rules might have on products of interest to them. In this regard, parties might wish to consider and comment on, in addition to other considerations, those cases where the proposed rules do not appear to represent a substantive transformation/value added or, alternatively, appear to require a too onerous transformation. Submissions should provide:

- a full description of the finished products, as well as all inputs used. The tariff classification number of each product/input should be noted;
- descriptions of the process or processes used to produce the finished products including details relating to the value added attributable to such processes.

Address for Submissions

Submissions must be received at the following address:

Wesley Peters
Industrial Trade Policy
Industry Canada
5 East, 235 Queen Street
Ottawa ON K1A 0H5

Présentations des parties intéressées

Toutes les présentations doivent nous parvenir d'ici le 15 juin 1995.

Ces propositions sont conformes à la politique gouvernementale d'élimination de l'exigence de la teneur en valeur régionale des règles d'origine de l'ALÉNA, tel que stipulé dans l'énoncé canadien de mise en oeuvre de l'ALÉNA.

Durant l'élaboration de leurs commentaires, les parties intéressées devraient se concentrer sur les répercussions que pourraient avoir les règles proposées sur les produits qu'elles utilisent. À cet égard, il pourrait s'avérer souhaitable que les parties tiennent aussi compte, en plus d'autres considérations, des cas où les règles proposées ne semblent pas représenter une transformation ou une valeur ajoutée importante ou semblent exiger une transformation trop coûteuse, et leurs commentaires seraient appréciés. Les présentations doivent contenir :

- une description complète des produits finis, ainsi que de tous les intrants utilisés. Le numéro de classement tarifaire de chaque produit ou intrant doit être indiqué;
- les descriptions du processus ou des processus utilisés pour la production des produits finis, y compris les détails relatifs à la valeur ajoutée attribuable à de tels processus.

Adresse pour l'envoi des présentations

Faites parvenir les présentations à l'adresse suivante :

Wesley Peters
Politique du commerce industriel
Industrie Canada
235, rue Queen, 5 est
Ottawa ON K1A 0H5

Enquiries

If information is required on where a specific product is classified in the *Customs Tariff*, you may wish to contact a regional Trade Administrative Services office of Revenue Canada.

General enquiries should be made in writing to the address indicated on the previous page.

Demandes de renseignements

Pour toute demande de renseignements visant à savoir si un produit particulier est classé dans le *Tarif des douanes*, vous pouvez communiquer avec un des bureaux régionaux des Services de l'administration de la politique commerciale de Revenu Canada.

Les demandes de renseignements d'ordre général doivent être présentées par écrit à l'adresse indiquée à la page précédente.

APPENDIX

ANNEXE

PROPOSALS FOR NAFTA RULES OF ORIGIN CHANGES

Section VI - Products of the Chemical or Allied Industries (Chapter 28-38)

Chapter 28	Inorganic Chemicals; Organic or Inorganic Compounds of Precious Metals, of Rare-Earth Metals, of Radioactive Elements or of Isotopes
2801.10-2801.30	A change to subheading 2801.10 through 2801.30 from any other subheading, including another subheading within that group.
28.02-28.03	A change to heading 28.02 through 28.03 from any other heading, including another heading within that group.
2804.10-2804.50	A change to subheading 2804.10 through 2804.50 from any other subheading, including another subheading within that group.
2804.61-2804.69	<p>A change to subheading 2804.61 through 2804.69 from any subheading outside that group; or</p> <p>A change to subheading 2804.61 through 2804.69 from any other subheading within that group, whether or not there is also a change from any subheading outside that group, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2804.70-2804.90	A change to subheading 2804.70 through 2804.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
2805.11-2805.40	A change to subheading 2805.11 through 2805.40 from any other subheading, including another subheading within that group.
2806.10	<p>A change to subheading 2806.10 from any other subheading, except from subheading 2801.10; or</p> <p>A change to subheading 2806.10 from subheading 2801.10, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2806.20	A change to subheading 2806.20 from any other subheading.
28.07-28.08	A change to heading 28.07 through 28.08 from any other heading, including another heading within that group.
2809.10-2814.20	A change to subheading 2809.10 through 2814.20 from any other subheading, including another subheading within that group.
2815.11-2815.12	<p>A change to subheading 2815.11 through 2815.12 from any other heading; or</p> <p>A change to subheading 2815.11 through 2815.12 from any other subheading within heading 28.15, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2815.20	A change to subheading 2815.20 from any other subheading.
2815.30	A change to subheading 2815.30 from any other subheading, except from subheading 2815.11 through 2815.20; or

A change to subheading 2815.30 from subheading 2815.11 through 2815.20, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2816.10-2818.30 A change to subheading 2816.10 through 2818.30 from any other subheading, including another subheading within that group.

2819.10 A change to 2819.10 from any other heading; or

A change to subheading 2819.10 from subheading 2819.90, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2819.90 A change to subheading 2819.90 from any other subheading.

2820.10 A change to 2820.10 from any other heading; or

A change to subheading 2820.10 from subheading 2820.90, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2820.90 A change to subheading 2820.90 from any other subheading.

2821.10-2821.20 A change to subheading 2821.10 through 2821.20 from any other heading; or

A change to subheading 2821.10 through 2821.20 from any other subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- b) 50 percent where the net cost method is used.

28.22-28.23 A change to heading 28.22 through 28.23 from any other heading, including another heading within that group.

2824.10-2824.90 A change to subheading 2824.10 through 2824.90 from any other heading; or

A change to subheading 2824.10 through 2824.90 from any other subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2825.10-2828.90 A change to subheading 2825.10 through 2828.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

2829.11 A change to subheading 2829.11 from any other subheading.

2829.19-2829.90 A change to subheading 2829.19 through 2829.90 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 2829.19 through 2829.90 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

- 2830.10-2835.39 A change to subheading 2830.10 through 2835.39 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 2836.10 A change to subheading 2836.10 from any other subheading.
- 2836.20-2836.30 A change to subheading 2836.20 through 2836.30 from any subheading outside that group; or
- A change to subheading 2836.20 through 2836.30 from any other subheading within that group, whether or not there is also a change from any subheading outside that group, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.
- 2836.40-2836.99 A change to subheading 2836.40 through 2836.99 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 2837.11-2850.00 A change to subheading 2837.11 through 2850.00 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 28.51 A change to heading 28.51 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or
- A change to heading 28.51 from any other subheading within Chapter 28 through 38, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

Chapter 29

Organic Chemicals

- 2901.10-2901.29 A change to subheading 2901.10 through 2901.29 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 2902.11-2902.44 A change to subheading 2902.11 through 2902.44 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 2902.50 A change to subheading 2902.50 from any other subheading, except from subheading 2902.60; or
- A change to subheading 2902.50 from subheading 2902.60, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.
- 2902.60-2902.90 A change to subheading 2902.60 through 2902.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 2903.11-2903.30 A change to subheading 2903.11 through 2903.30 from any other subheading, including another subheading within that group, except from heading 29.01 or 29.02; or
- A change to subheading 2903.11 through 2903.30 from heading 29.01 or 29.02, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within subheading

2903.11 through 2903.30, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2903.40-2903.69 A change to subheading 2903.40 through 2903.69 from any other subheading, including another subheading within that group, except from heading 29.01 or 29.02; or

A change to subheading 2903.40 through 2903.69 from heading 29.01 or 29.02, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within subheading 2903.40 through 2903.69, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2904.10-2904.90 A change to subheading 2904.10 through 2904.90 from any other subheading, including another subheading within that group, except from heading 29.01 through 29.03; or

A change to subheading 2904.10 through 2904.90 from heading 29.01 through 29.03, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within subheading 2904.10 through 2904.90, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2905.11-2907.30 A change to subheading 2905.11 through 2907.30 from any other subheading, including another subheading within that group.

2908.10-2908.90 A change to subheading 2908.10 through 2908.90 from any other heading, except from heading 29.07; or

A change to subheading 2908.10 through 2908.90 from any other subheading within that group or heading 29.07, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2909.11-2909.20 A change to subheading 2909.11 through 2909.20 from any other heading; or,

A change to subheading 2909.11 through 2909.20 from any other subheading within heading 29.09, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2909.30 A change to 2909.30 from any other subheading.

2909.41-2909.60 A change to subheading 2909.41 through 2909.60 from any other heading; or,

A change to subheading 2909.41 through 2909.60 from any other subheading within heading 29.09, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2910.10-2911.00 A change to subheading 2910.10 through 2911.00 from any other subheading, including another subheading within that group.

2912.11 A change to subheading 2912.11 from any other subheading.

2912.12	<p>A change to subheading 2912.12 from any other subheading, except from subheading 2901.21; or</p> <p>A change to subheading 2912.12 from subheading 2901.21, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2912.13-2912.50	A change to subheading 2812.13 through 2912.50 from any other subheading, including another subheading within that group.
2912.60	<p>A change to subheading 2912.60 from any other subheading, except from subheading 2912.11; or</p> <p>A change to subheading 2912.60 from subheading 2912.11, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
29.13	<p>A change to heading 29.13 from any other heading, except from heading 29.12; or</p> <p>A change to heading 29.13 from heading 29.12, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2914.11-2914.70	A change to subheading 2914.11 through 2914.70 from any other subheading, including another subheading within that group.
2915.11	A change to subheading 2915.11 from any other subheading.
2915.12	<p>A change to subheading 2915.12 from any other subheading, except from subheading 2915.11; or</p> <p>A change to subheading 2915.12 from subheading 2915.11, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the not cost method is used.</p>
2915.13	A change to subheading 2915.13 from any other subheading.
2915.21	<p>A change to subheading 2915.21 from any other subheading, except from subheading 2912.12; or</p> <p>A change to subheading 2915.21 from subheading 2912.12, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2915.22-2915.31	<p>A change to subheading 2915.22 through 2915.31 from any other subheading, including another subheading within that group, except from subheading 2915.21; or</p> <p>A change to subheading 2915.22 through 2915.31 from subheading 2915.21, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within that group, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p>

- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2915.32 A change to subheading 2915.32 from any other subheading.

2915.33-2915.34 A change to subheading 2915.33 through 2915.34 from any other subheading, including another subheading within that group, except from subheading 2915.21, or

A change to subheading 2915.33 through 2915.34 from subheading 2915.21, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within that group, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
(b) 50 percent where the net cost method is used.

2915.35 A change to subheading 2915.35 from any other subheading.

2915.39-2915.40 A change to subheading 2915.39 through 2915.40 from any other subheading, including another subheading within that group, except from subheading 2915.21; or

A change to subheading 2915.39 through 2915.40 from subheading 2915.21, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within that group, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
(b) 50 percent where the net cost method is used.

2915.50-2915.70 A change to subheading 2915.50 through 2915.70 from any other subheading, including another subheading within that group.

2915.90 A change to subheading 2915.90 from any other subheading; or

A change to valproic salts of subheading 2915.90 from valproic acids of subheading 2915.90.

2916.11-2917.39 A change to subheading 2916.11 through 2917.39 from any other subheading, including another subheading within that group.

2918.11-2918.21 A change to subheading 2918.11 through 2918.21 from any other subheading, including another subheading within that group.

2918.22-2918.23 A change to subheading 2918.22 through 2918.23 from any other subheading, including another subheading within that group, except from subheading 2918.21; or

A change to subheading 2918.22 through 2918.23 from subheading 2918.21, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within that group, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
(b) 50 percent where the net cost method is used.

2918.29-2918.30 A change to subheading 2918.29 through 2918.30 from any other subheading, including another subheading within that group; or

A change to parabens of subheading 2918.29 from p-hydroxybenzoic acid of subheading 2918.29.

2918.90 A change to subheading 2918.90 from any other subheading, except from subheading 2908.10 or 2915.40; or

A change to subheading 2918.90 from subheading 2908.10 or 2915.40, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or

	(b) 50 percent where the net cost method is used.
29.19	A change to heading 29.19 from any other heading.
2920.10-2920.90	A change to subheading 2920.10 through 2920.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
2921.11-2921.12	<p>A change to subheading 2921.11 through 2921.12 from any other heading, except from heading 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17 or 29.26; or</p> <p>A change to subheading 2921.11 through 2921.12 from any other subheading within heading 29.21, including another subheading within that group, or heading 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17, or 29.26, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2921.19	A change to subheading 2921.19 from any other subheading.
2921.21-2921.29	<p>A change to subheading 2921.21 through 2921.29 from any other heading, except from heading 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17 or 29.26; or</p> <p>A change to subheading 2921.21 through 2921.29 from any other subheading within heading 29.21, including another subheading within that group, or heading 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17, or 29.26, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2921.30	A change to subheading 2921.30 from any other subheading.
2921.41-2921.59	<p>A change to subheading 2921.41 through 2921.59 from any other heading, except from heading 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17 or 29.26; or</p> <p>A change to subheading 2921.41 through 2921.59 from any other subheading within heading 29.21, including another subheading within that group, or heading 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17, or 29.26, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2922.11-2922.50	<p>A change to subheading 2922.11 through 2922.50 from any other heading, except from heading 29.05 through 29.21; or</p> <p>A change to subheading 2922.11 through 2922.50 from any other subheading within that group or heading 29.05 through 29.21, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2923.10-2923.90	A change to subheading 2923.10 through 2923.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
2924.10	A change to subheading 2924.10 from any other subheading.
2924.21-2924.29	A change to subheading 2924.21 through 2924.29 from any other subheading, including another subheading within that group, except from subheading 2917.20; or

A change to subheading 2924.21 through 2924.29 from subheading 2917.20, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within that group, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transection value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2925.11-2928.00 A change to subheading 2925.11 through 2928.00 from any other subheading, including another subheading within that group.

2929.10-2929.90 A change to subheading 2929.10 through 2929.90 from any other subheading, including another subheading within that group, except from heading 29.21; or

A change to subheading 2929.10 through 2929.90 from heading 29.21, whether or not there is also a change from any other subheading, including another subheading within that group, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2930.10-2930.90 A change to subheading 2930.10 through 2930.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

29.31 A change to heading 29.31 from any other heading.

2932.11-2932.90 A change to subheading 2932.11 through 2932.90 from any other heading; or

A change to subheading 2932.11 through 2932.90 from any other subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2933.11-2933.69 A change to subheading 2933.11 through 2933.69 from any other heading; or

A change to subheading 2933.11 through 2933.69 from any other subheading within heading 29.33, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2933.71 A change to subheading 2933.71 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 2933.71 from any other subheading within Chapter 28 through 38, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

2933.79-2933.90 A change to subheading 2933.79 through 2933.90 from any other heading; or

A change to subheading 2933.79 through 2933.90 from any other subheading within heading 29.33, including another subheading that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

2934.10-2934.90	A change to subheading 2934.10 through 2934.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
29.35	A change to heading 29.35 from any other heading.
2936.10-2936.90	<p>A change to subheading 2936.10 through 2936.90 from any other heading; or</p> <p>A change to subheading 2936.10 through 2936.90 from any other subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2937.10-2937.99	<p>A change to subheading 2937.10 through 2937.99 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or</p> <p>A change to subheading 2937.10 through 2937.99 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>

Note: No change in substance.

2938.10-2938.90	<p>A change to subheading 2938.10 through 2938.90 from any other heading, except from heading 29.40; or</p> <p>A change to subheading 2938.10 through 2938.90 from any other subheading within that group or heading 29.40, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2939.10-2939.90	A change to subheading 2939.10 through 2939.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
29.40	<p>A change to heading 29.40 from any other heading, except from heading 29.38; or</p> <p>A change to heading 29.40 from heading 29.38, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>
2941.10-2941.90	<p>A change to subheading 2941.10 through 2941.90 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or</p> <p>A change to subheading 2941.10 through 2941.90 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:</p> <p>(a) 60 percent where the transaction value method is used, or</p> <p>(b) 50 percent where the net cost method is used.</p>

Note: No change in substance.

29.42	<p>A change to heading 29.42 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or</p> <p>A change to heading 29.42 from any other heading within Chapter 28 through 38, whether or not</p>
-------	---

there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

CHAPTER 30

Pharmaceutical Products

3001.10-3001.20

A change to subheading 3001.10 through 3001.20 from any other heading; or

A change to subheading 3001.10 through 3001.20 from any other subheading within heading 30.01, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3001.90

A change to subheading 3001.90 from any other subheading.

3002.10-3002.90

A change to subheading 3002.10 through 3002.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

3003.10-3003.90

Note: No change proposed.

3004.10-3004.32

A change to subheading 3004.10 through 3004.32 from any other heading, except from heading 30.03; or

A change to subheading 3004.10 through 3004.32 from heading 30.03 or any other subheading within heading 30.04, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3004.39

A change to subheading 3004.39 from any other subheading.

3004.40-3004.50

A change to subheading 3004.40 through 3004.50 from any other heading, except from heading 30.03; or

A change to subheading 3004.40 through 3004.50 from heading 30.03 or any other subheading within heading 30.04, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3004.90

A change to subheading 3004.90 from any other subheading.

3005.10-3005.90

Note: No change proposed.

3006.10

A change to subheading 3006.10 from any other heading; or

A change to subheading 3006.10 from any other subheading within heading 30.06, whether or

not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3006.20 A change to subheading 3006.20 from any other subheading.

3006.30-3006.60 A change to subheading 3006.30 through 3006.60 from any other heading; or
A change to subheading 3006.30 through 3006.60 from any other subheading within heading 30.06, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

CHAPTER 31 Fertilizers

31.01 A change to heading 31.01 from any other heading.

3102.10-3105.90 A change to subheading 3102.10 through 3105.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

CHAPTER 32 Tanning or Dyeing Extracts; Tannins and Their Derivatives; Dyes, Pigments and Other Colouring Matter; Paints and Varnishes; Putty and Other Mastics; Inks

3201.10-3202.90 A change to subheading 3201.10 through 3202.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

32.03 A change to heading 32.03 from any other heading.

3204.11-3204.16 A change to subheading 3204.11 through 3204.16 from any other subheading, including another subheading within that group.

3204.17 **Note: No change proposed.**

3204.19 A change to subheading 3204.19 from any other heading; or

A change to subheading 3204.19 from any other subheading within heading 32.04, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

3204.20-3204.90 A change to subheading 3204.20 through 3204.90 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 3204.20 through 3204.90 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

32.05 **Note: No change proposed.**

3206.10-3206.50 A change to subheading 3206.10 through 3206.50 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 3206.10 through 3206.50 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3207.10-3207.40 A change to subheading 3207.10 through 3207.40 from any other subheading, including another subheading within that group.

32.08-32.10 **Note: No change proposed.**

32.11 A change to heading 32.11 from any other heading.

3212.10-3212.90 A change to subheading 3212.10 through 3212.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

32.13 A change to heading 32.13 from any other heading.

3214.10-3214.90 A change to subheading 3214.10 through 3214.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

32.15 A change to heading 32.15 from any other heading.

CHAPTER 33 **Essential Oils and Resinoids; Perfumery, Cosmetic or Toilet Preparations**

3301.11 A change to subheading 3301.11 from any other subheading.

3301.12-3301.13 A change to subheading 3301.12 through 3301.13 from any other chapter; or

A change to subheading 3301.12 through 3301.13 from any other subheading within Chapter 33, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3301.14 A change to subheading 3301.14 from any other subheading.

3301.19 A change to subheading 3301.19 from any other chapter; or

A change to subheading 3301.19 from any other subheading within Chapter 33, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3301.21-3301.26 A change to subheading 3301.21 through 3301.26 from any other subheading, including another subheading within that group.

- 3301.29-3301.90 A change to subheading 3301.29 through 3301.90 from any other chapter; or
- A change to subheading 3301.29 through 3301.90 from any other subheading within Chapter 33, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

33.02 **Note: No change proposed.**

33.03 **Note: No change proposed.**

33.04-33.07 **Note: No change proposed.**

Chapter 34 Soap, Organic Surface-active Agents, Washing Preparations, Lubricating Preparations, Artificial Waxes, Prepared Waxes, Polishing or Scouring Preparations, Candles and Similar Articles, Modelling Pastes, "Dental Waxes" and Dental Preparations with a Basis of Plaster

34.01 **Note: No change proposed.**

3402.11-3402.12 A change to subheading 3402.11 through 3402.12 from any other heading, except to linear alkylbenzene sulfonic acid or linear alkylbenzene sulfonates of subheading 3402.11 from linear alkylbenzene of subheading 3817.10; or

A change to subheading 3402.11 through 3402.12 from any other subheading, including another subheading within heading 34.02, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 65 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

3402.13 A change to subheading 3402.13 from any other subheading.

3402.19 A change to subheading 3402.19 from any other heading; or

A change to subheading 3402.19 from any other subheading within heading 34.02, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 65 percent where the transaction value method is -used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3402.20-3402.90 **Note: No change proposed.**

3403.11-3403.99 A change to subheading 3403.11 through 3403.99 from any other subheading, including another subheading within that group.

3404.10-3404.90 A change to subheading 3404.10 through 3404.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

3405.10-3405.40 A change to subheading 3405.10 through 3405.40 from any other subheading, including another subheading within that group.

3405.90 A change to subheading 3405.90 from any other heading; or

A change to subheading 3405.90 from any other subheading within heading 34.05, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 65 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

34.06-34.07 **Note: No change proposed.**

Chapter 35 Albuminoidal Substances; Modified Starches; Glues; Enzymes

3501.10-3502.90 A change to subheading 3501.10 through 3502.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

35.03-35.04 **Note: No change proposed.**

35.05 **Note: No change proposed.**

35.06 **Note: No change proposed.**

3507.10-3507.90 A change to subheading 3507.10 through 3507.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

Chapter 36 Explosives; Pyrotechnic Products; Matches; Pyrophoric Alloys; Certain Combustible Preparations

36.01-36.03 **Note: No change proposed.**

36.04 **Note: No change proposed.**

36.05 **Note: No change proposed.**

3606.10 A change to subheading 3606.10 from any other subheading.

3606.90 A change to subheading 3606.90 from any other heading; or

A change to subheading 3606.90 from any other subheading within heading 36.06, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 65 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

Chapter 37 Photographic or Cinematographic Goods

37.01-37.03 **Note: No change proposed.**

37.04 **Note: No change proposed.**

37.05-37.06 **Note: No change proposed.**

37.07 **Note: No change proposed.**

Chapter 38**Miscellaneous Chemical Products**

- 3801.10-3801.90 A change to subheading 3801.10 through 3801.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 3802.10-3802.90 A change to subheading 3802.10 through 3802.90 from any other heading; or
- A change to subheading 3802.10 through 3802.90 from any other subheading within heading 38.02, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.
- 38.03-38.04 A change to heading 38.03 through 38.04 from any other heading, including another heading within that group.
- 3805.10-3805.90 A change to subheading 3805.10 through 3805.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 3806.10-3806.90 A change to subheading 3806.10 through 3806.90 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 38.07 A change to heading 38.07 from any other heading.
- 38.08 **Note: No change proposed.**
- 3809.10 A change to subheading 3809.10 from any other subheading, except from subheading 3505.10; or
- A change to subheading 3809.10 from subheading 3505.10, whether or not there is a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.
- 3809.91-3809.92 A change to subheading 3809.91 through 3809.92 from any other subheading, including another subheading within that group.
- 3809.93 A change to subheading 3809.93 from any other heading; or
- A change to subheading 3809.93 from any other subheading within heading 38.09, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.
- 3810.10-3810.90 A change to subheading 3810.10 through 3810.90 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or
- A change to subheading 3810.10 through 3810.90 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
 - (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

- 3811.11-3811.19 A change to subheading 3811.11 through 3811.19 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 3811.11 through 3811.19 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3811.21-3811.29 A change to subheading 3811.21 through 3811.29 from any other subheading, including another subheading within that group.

3811.90 A change to subheading 3811.90 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 3811.90 from any other subheading within Chapter 28 through 38, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3812.10-3812.30 A change to subheading 3812.10 through 3812.30 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 3812.10 through 3812.30 from any other subheading within Chapter 28 through 38, including another subheading within that group, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

38.13-38.14 A change to heading 38.13 through 38.14 from any other heading, including another heading within that group.

3815.11-3815.90 A change to subheading 3815.11 through 3815.90 from any other subheading, including another subheading within that group.

38.16 A change to heading 38.16 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to heading 38.16 from any other subheading within Chapter 28 through 38, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3817.10-3817.20 A change to subheading 3817.10 through 3817.20 from any other subheading, including another subheading within that group.

38.18-38.19 A change to heading 38.18 through 38.19 from any other heading, including another heading within that group.

38.20 A change to heading 38.20 from any other heading, except from subheading 2905.31 or 2905.49; or

A change to heading 38.20 from subheading 2905.31 or 2905.49, whether or not there is also a

change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

38.21

A change to heading 38.21 from any other heading, except from heading 35.03; or

A change to heading 38.21 from heading 35.03, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

38.22

A change to heading 38.22 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to heading 38.22 from any other subheading within Chapter 28 through 38, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

3823.10-3823.20

A change to subheading 3823.10 through 3823.20 from any other subheading, including another subheading within that group.

3823.30

A change to subheading 3823.30 from any other subheading, except from heading 28.49; or

A change to subheading 3823.30 from heading 28.49, whether or not there is also a change from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

3823.40-3823.60

A change to subheading 3823.40 through 3823.60 from any other subheading, including another subheading within that group.

3823.90

A change to subheading 3823.90 from any other chapter, except from Chapter 28 through 38; or

A change to subheading 3823.90 from any other subheading within Chapter 28 through 38, whether or not there is also a change from any other chapter, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent where the transaction value method is used, or
- (b) 50 percent where the net cost method is used.

Note: No change in substance.

PROJET DE MODIFICATIONS DES RÈGLES D'ORIGINE DE L'ALENA

Section VI - Produits des industries chimiques ou des industries connexes (Chapitres 28 à 38)

Chapitre 28	Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares ou d'isotopes
2801.10-2801.30	Un changement aux sous-positions 2801.10 à 2801.30 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
28.02-28.03	Un changement à la position 28.02 ou 28.03 de toute autre position, y compris une autre position à l'intérieur de ce groupe.
2804.10-2804.50	Un changement aux sous-positions 2804.10 à 2804.50 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2804.61-2804.69	Un changement aux sous-positions 2804.61 à 2804.69 de toute autre sous-position à l'extérieur de ce groupe; ou Un changement aux sous-positions 2804.61 à 2804.69 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position à l'extérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
2804.70-2804.90	Un changement aux sous-positions 2804.70 à 2804.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2805.11-2805.40	Un changement aux sous-positions 2805.11 à 2805.40 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2806.10	Un changement à la sous-position 2806.10 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 2801.10; ou Un changement à la sous-position 2806.10 de la sous-position 2801.10, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
2806.20	Un changement à la sous position 2806.20 de toute autre sous-position.
28.07-28.08	Un changement à la position 28.07 ou 28.08 de toute autre position, y compris une autre position à l'intérieur de ce groupe.
2809.10-2814.20	Un changement à la sous-position 2809.10 ou 2814.20 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2815.11-2815.12	Un changement à la sous-position 2815.11 ou 2815.12 de toute autre sous-position; ou Un changement à la sous-position 2815.11 ou 2815.12 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 28.15, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2815.20	Un changement à la sous-position 2815.20 de toute autre sous-position.
2815.30	<p>Un changement à la sous-position 2815.30 de toute autre sous-position, à l'exception des sous-positions 2815.11 à 2815.20; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2815.30 des sous-positions 2815.11 à 2515.20, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2816.10-2818.30	Un changement aux sous-positions 2816.10 à 2818.30 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2819.10	<p>Un changement à la sous-position 2819.10 de toute autre position; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2819.10 de la sous-position 2819.90, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2819.90	Un changement à la sous-position 2819.90 de toute autre sous-position.
2820.10	<p>Un changement à la sous-position 2820.10 de toute autre position; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2820.10 de la sous-position 2820.90, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2820.90	Une changement à la sous-position 2820.90 de toute autre sous-position.
2821.10-2821.20	<p>Un changement à la sous-position 2821.10 ou 2821.20 de toute autre position; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2821.10 ou 2821.20 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
28.22-28.23	Un changement à la position 28.22 ou 28.23 de toute autre position, y compris une autre position à l'intérieur de ce groupe.
2824.10-2824.90	<p>Un changement aux sous-positions 2824.10 à 2824.90 de toute autre position; ou</p> <p>Un changement aux sous-positions 2824.10 à 2824.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2825.10-2828.90	Un changement aux sous-positions 2825.10 à 2828.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2829.11	Un changement à la sous-position 2829.11 de toute autre sous-position.

2829.19-2829.90 Un changement aux sous-positions 2829.19 à 2829.90 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement aux sous-positions 2829.19 à 2829.90 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

2830.10-2835.39 Un changement aux sous-positions 2830.10 à 2835.39 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

2836.10 Un changement à la sous-position 2836.10 de toute autre sous-position.

2836.20-2836.30 Un changement à la sous-position 2836.20 ou 2836.30 de toute autre sous-position à l'extérieur de ce groupe; ou

Un changement aux sous-positions 2836.20 à 2836.30 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position à l'extérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2836.40-2836.99 Un changement aux sous-positions 2836.40 à 2836.99 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

2837.11-2850.00 Un changement aux sous-positions 2837.11 à 2850.00 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

28.51 Un changement à la position 28.51 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement à la position 28.51 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

Chapitre 29

Produits chimiques organiques

2901.10-2901.29 Un changement aux sous-positions 2901.10 à 2901.29 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

2902.11-2902.44 Un changement aux sous-positions 2902.11 à 2902.44 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

2902.50 Un changement à la sous-position 2902.50 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 2902.60; ou

Un changement à la sous-position 2902.50 de la sous-position 2902.60, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
- 2902.60-2902.90 Un changement aux sous-positions 2902.60 à 2902.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
- 2903.11-2903.30 Un changement aux sous-positions 2903.11 à 2903.30 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la position 29.01 ou 29.02; ou
- Un changement aux sous-positions 2903.11 à 2903.30 de la position 29.01 ou 29.02, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur des sous-positions 2903.11 à 2903.30, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :
- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
- 2903.40-2903.69 Un changement aux sous-positions 2903.40 à 2903.69 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la position 29.01 ou 29.02; ou
- Un changement aux sous-positions 2903.40 à 2903.69 de la position 29.01 ou 29.02, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur des sous-positions 2903.40 à 2903.69, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :
- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
- 2904.10-2904.90 Un changement aux sous-positions 2904.10 à 2904.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception des positions 29.01 à 29.03; ou
- Un changement aux sous-positions 2904.10 à 2904.90 des positions 29.01 à 29.03, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur des sous-positions 2904.10 à 2904.90, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :
- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
- 2905.11-2907.30 Un changement aux sous-positions 2905.11 à 2907.30 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
- 2908.10-2908.90 Un changement aux sous-positions 2908.10 à 2908.90 de toute autre position, à l'exception de la position 29.07; ou
- Un changement aux sous-positions 2908.10 à 2908.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe ou de la position 29.07, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :
- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
- 2909.11-2909.20 Un changement aux sous-positions 2908.11 à 2909.20 de toute autre position; ou
- Un changement aux sous-positions 2909.11 à 2909.20 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 29.09, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :
- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2909.30	Un changement à la sous-position 2909.30 de toute autre sous-position.
2909.41-2909.60	<p>Un changement aux sous-positions 2909.41 à 2909.60 de toute autre position; ou</p> <p>Un changement aux sous-positions 2909.41 à 2909.60 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 29.09, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2910.10-2911.00	Un changement aux sous-positions 2910.10 à 2911.00 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2912.11	Un changement à la sous-position 2912.11 de toute autre sous-position.
2912.12	<p>Un changement à la sous-position 2912.12 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 2901.21; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2912.12 de la sous-position 2901.21, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2912.13-2912.50	Un changement aux sous-positions 2912.13 à 2912.50 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2912.60	<p>Un changement à la sous-position 2912.60 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 2912.11; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2912.60 de la sous-position 2912.11, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
29.13	<p>Un changement à la position 29.13 de toute autre position, à l'exception de la position 29.12; ou</p> <p>Un changement à la position 29.13 de la position 29.12, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2914.11-2914.70	Un changement aux sous-positions 2914.11 à 2914.70 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2915.11	Un changement à la sous position 2915.11 de toute autre sous-position.
2915.12	<p>Un changement à la sous-position 2915.12 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 2915.11; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2915.12 de la sous-position 2915.11, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p>

	b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
2915.13	Un changement à la sous position 2915.13 de toute autre sous-position.
2915.21	<p>Un changement à la sous-position 2915.21 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 2912.12; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2915.21 de la sous-position 2912.12, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2915.22-2915.31	<p>Un changement aux sous-positions 2915.22 à 2915.31 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la sous-position 2915.21; ou</p> <p>Un changement aux sous-positions 2915.22 à 2915.31 de la sous-position 2915.21, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2915.32	Un changement à la sous-position 2915.32 de toute autre sous-position.
2915.33-2915.34	<p>Un changement à la sous-position 2915.33 ou 2915.34 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la sous-position 2915.21; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2915.33 ou 2915.34 de la sous-position 2915.21, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2915.35	Un changement à la sous position 2915.35 de toute autre sous-position.
2915.39-2915.40	<p>Un changement à la sous-position 2915.39 ou 2915.40 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la sous-position 2915.21; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2915.39 ou 2915.40 de la sous-position 2915.21, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2915.50-2915.70	Un changement aux sous-positions 2915.50 à 2915.70 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2915.90	<p>Un changement à la sous-position 2915.90 de toute autre sous-position; ou</p> <p>Un changement aux sels valproïques de la sous-position 2915.90 des acides valproïques de la sous-position 2915.90.</p>
2916.11-2917.39	Un changement aux sous-positions 2916.11 à 2917.39 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2918.11-2918.21	Un changement aux sous-positions 2918.11 à 2918.21 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

2918.22-2918.23	<p>Un changement à la sous-position 2918.22 ou 2918.23 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la sous-position 2918.21; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2918.22 ou 2918.23 de la sous-position 2918.21, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2918.29-2918.30	<p>Un changement à la sous-position 2918.29 ou 2918.30 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe; ou</p> <p>Un changement aux parabens de la sous-position 2918.29 de l'acide p-hydroxybenzoïque de la sous-position 2918.29.</p>
2918.90	<p>Un changement à la sous-position 2918.90 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 2908.10 ou 2915.40; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2918.90 de la sous-position 2908.10 ou 2915.40, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
29.19	Un changement à la position 29.19 de toute autre position.
2920.10-2920.90	Un changement aux sous-positions 2920.10 à 2920.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
2921.11-2921.12	<p>Un changement à la sous-position 2921.11 ou 2921.12 de toute autre position, à l'exception des positions 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17 ou 29.26; ou</p> <p>Un changement à la sous-position 2921.11 ou 2921.12 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 29.21, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, ou des positions 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17, ou 29.26, qu'il y ait ou non également un changement d'une autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2921.19	Un changement à la sous-position 2921.19 de toute autre sous-position.
2921.21-2921.29	<p>Un changement aux sous-positions 2921.21 à 2921.29 de toute autre position, à l'exception des positions 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17 ou 29.26; ou</p> <p>Un changement aux sous-positions 2921.21 à 2921.29 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 29.21, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, ou des positions 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17, ou 29.26, qu'il y ait ou non également un changement d'une autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :</p> <p>a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou</p> <p>b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.</p>
2921.30	Un changement à la sous position 2921.30 de toute autre sous-position.
2921.41-2921.59	<p>Un changement aux sous-positions 2921.41 à 2921.59 de toute autre position, à l'exception des positions 29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17 ou 29.26; ou</p> <p>Un changement aux sous-positions 2921.41 à 2921.59 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 29.21, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, ou des positions</p>

29.01, 29.02, 29.04, 29.16, 29.17, ou 29.26, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2922.11-2922.50 Un changement aux sous-positions 2922.11 à 2922.50 de toute autre position, à l'exception des positions 29.05 à 29.21; ou

Un changement aux sous-positions 2922.11 à 2922.50 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, ou des positions 29.05 à 29.21, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2923.10-2923.90 Un changement aux sous-positions 2923.10 à 2923.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

2924.10 Un changement à la sous-position 2924.10 de toute autre sous-position.

2924.21-2924.29 Un changement aux sous-positions 2924.21 à 2924.29 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la sous-position 2917.20; ou

Un changement aux sous-positions 2924.21 à 2924.29 de la sous-position 2917.20, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2925.11-2928.00 Un changement aux sous-positions 2925.11 à 2928.00 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

2929.10-2929.90 Un changement aux sous-positions 2929.10 à 2929.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à l'exception de la position 29.21; ou

Un changement aux sous-positions 2929.10 à 2929.90 de la position 29.21, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2930.10-2930.90 Un changement aux sous-positions 2930.10 à 2930.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

29.31 Un changement à la position 29.31 de toute autre position.

2932.11-2932.90 Un changement aux sous-positions 2932.11 à 2932.90 de toute autre position; ou

Un changement aux sous-positions 2932.11 à 2932.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2933.11-2933.69 Un changement aux sous-positions 2933.11 à 2933.69 de toute autre position; ou

Un changement aux sous-positions 2933.11 à 2933.69 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 29.33, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non

également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2933.71

Un changement à la sous-position 2933.71 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement à la sous-position 2933.71 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

2933.79-2933.90

Un changement aux sous-positions 2933.79 à 2933.90 de toute autre position; ou

Un changement aux sous-positions 2933.79 à 2933.90 de tout autre sous-position à l'intérieur de la position 29.33, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2934.10-2934.90

Un changement aux sous-positions 2934.10 à 2934.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

29.35

Un changement à la position 29.35 de toute autre position.

2936.10-2936.90

Un changement aux sous-positions 2936.10 à 2936.90 de toute autre position; ou

Un changement aux sous-positions 2936.10 à 2936.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2937.10-2937.99

Un changement aux sous-positions 2937.10 à 2937.99 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement aux sous-positions 2937.10 à 2937.99 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

2938.10-2938.90

Un changement aux sous-positions 2938.10 à 2938.90 de toute autre position, à l'exception de la position 29.40; ou

Un changement aux sous-positions 2938.10 à 2938.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de ce groupe ou de la position 29.40, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2939.10-2939.90 Un changement aux sous-positions 2939.10 à 2939.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

29.40 Un changement à la position 29.40 de toute autre position, à l'exception de la position 29.38; ou

Un changement à la position 29.40 de la position 29.38, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

2941.10-2941.90 Un changement aux sous-positions 2941.10 à 2941.90 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement aux sous-positions 2941.10 à 2941.90 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

29.42 Un changement à la position 29.42 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement à la sous-position 29.42 de toute autre position des chapitres 28 à 38, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

Chapitre 30 Produits pharmaceutiques

3001.10-3001.20 Un changement aux sous-positions 3001.10 à 3001.20 de toute autre position; ou

Un changement aux sous-positions 3001.10 à 3001.20 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 30.01, y compris une sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3001.90 Un changement à la sous-position 3001.90 de toute autre sous-position.

3002.10-3002.90 Un changement aux sous-positions 3002.10 à 3002.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3003.10-3003.90 **Note : Aucun projet de modification.**

3004.10-3004.32 Un changement aux sous-positions 3004.10 à 3004.32 de toute autre position, à l'exception de la position 30.03; ou

Un changement aux sous-positions 3004.10 à 3004.32 de la position 30.03 ou de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 30.04, y compris une autre sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3004.39 Un changement à la sous-position 3004.39 de toute autre sous-position.

3004.40-3004.50 Un changement aux sous-positions 3004.40 à 3004.50 de toute autre position, à l'exception de la position 30.03; ou

Un changement aux sous-positions 3004.40 à 3004.50 de la position 30.03 ou de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 30.04, y compris une autre sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3004.90 Un changement à la sous-position 3004.90 de toute autre sous-position.

3005.10-3005.90 **Note : Aucun projet de modification.**

3006.10 Un changement à la sous-position 3006.10 de toute autre position; ou

Un changement à la sous-position 3006.10 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 30.06, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3006.20 Un changement à la sous-position 3006.20 de toute autre sous-position.

3006.30-3006.60 Un changement aux sous-positions 3006.30 à 3006.60 de toute autre position; ou

Un changement aux sous-positions 3006.30 à 3006.60 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 30.06, y compris une autre sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

Chapitre 31 Engrais

31.01 Un changement à la position 31.01 de toute autre position.

3102.10-3105.90 Un changement aux sous-positions 3102.10 à 3105.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

Chapitre 32 **Extraits tannants ou tinctoriaux; tannins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres**

3201.10-3202.90 Un changement aux sous-positions 3201.10 à 3202.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

32.03 Un changement à la position 32.03 de toute autre position.

3204.11-3204.16 Un changement aux sous-positions 3204.11 à 3204.16 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3204.17 **Note : Aucun projet de modification.**

3204.19 Un changement à la sous-position 3204.19 de toute autre position; ou

Un changement à la sous-position 3204.19 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 32.04, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

3204.20-3204.90 Un changement aux sous-positions 3204.20 à 3204.90 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement aux sous-positions 3204.20 à 3204.90 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

32.05 **Note : Aucun projet de modification.**

3206.10-3206.50 Un changement aux sous-positions 3206.10 à 3206.50 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement aux sous-positions 3206.10 à 3206.50 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3207.10-3207.40 Un changement aux sous-positions 3207.10 à 3207.40 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

32.08-32.10 **Note : Aucun projet de modification.**

32.11 Un changement à la position 32.11 de toute autre position.

3212.10-3212.90	Un changement aux sous-positions 3210.10 à 3212.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
32.13	Un changement à la position 32.13 de toute autre position.
3214.10-3214.90	Un changement aux sous-positions 3214.10 à 3214.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
32.15	Un changement à la position 32.15 de toute autre position.

Chapitre 33

Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques.

3301.11	Un changement à la sous-position 3301.11 de toute autre sous-position.
3301.12-3301.13	Un changement aux sous-positions 3301.12 à 3301.13 de tout autre chapitre; ou Un changement aux sous-positions 3301.12 à 3301.13 de toute autre sous-position du chapitre 33, y compris une autre sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3301.14	Un changement à la sous-position 3301.14 de toute autre sous-position.
3301.19	Un changement à la sous-position 3301.19 de tout autre chapitre; ou Un changement à la sous-position 3301.19 de toute autre sous-position du chapitre 33, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3301.21-3301.26	Un changement aux sous-positions 3301.21 à 3301.26 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
3301.29-3301.90	Un changement aux sous-positions 3301.29 à 3301.90 de tout autre chapitre; ou Un changement aux sous-positions 3301.29 à 3301.90 de toute autre sous-position du chapitre 33, y compris une autre sous-position de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

33.02	Note : Aucun projet de modification.
33.03	Note : Aucun projet de modification.
33.04-33.07	Note : Aucun projet de modification.

Chapitre 34

Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, «cires pour l'art dentaire» et compositions pour l'art dentaire à base de plâtre

34.01

Note : Aucun projet de modification.

3402.11-3402.12

Un changement à la sous-position 3402.11 ou 3402.12 de toute autre position, sauf à l'acide sulfonique d'alkylbenzène linéaire ou aux sulfonates d'alkylbenzène linéaire de la sous-position 3402.11, de l'alkylbenzène linéaire de la sous-position 3817.00; ou

Un changement à la sous-position 3402.11 ou 3402.12 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de la position 34.02, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

3402.13

Un changement à la sous-position 3402.13 de toute autre sous-position.

3402.19

Un changement à la sous-position 3402.19 de toute autre position; ou

Un changement à la sous-position 3402.19 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 34.02, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 65 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3402.20-3402.90

Note : Aucun projet de modification.

3403.11-3403.99

Un changement aux sous-positions 3403.11 à 3403.99 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3404.10-3404.90

Un changement aux sous-positions 3404.10 à 3404.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3405.10-3405.40

Un changement aux sous-positions 3405.10 à 3405.40 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3405.90

Un changement à la sous-position 3405.90 de toute autre position; ou

Un changement à la sous-position 3405.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 34.05, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 65 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

34.06-34.07

Note : Aucun projet de modification.

Chapitre 35

Matières albuminoïdes; produits à base d'amidons ou des féculé modifiés; colles; enzymes

3501.10-3502.90

Un changement aux sous-positions 3501.10 à 3502.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

35.03-35.04	Note : Aucun projet de modification.
35.05	Note : Aucun projet de modification.
35.06	Note : Aucun projet de modification.
3507.10-3507.90	Un changement aux sous-positions 3507.10 à 3507.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

Chapitre 36 **Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables**

36.01-36.03	Note : Aucun projet de modification.
36.04	Note : Aucun projet de modification.
36.05	Note : Aucun projet de modification.
3606.10	Un changement à la sous-position 3606.10 de toute autre sous-position.
3606.90	Un changement à la sous-position 3609.90 de toute autre position; ou Un changement à la sous-position 3609.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 36.06, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 65 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

Chapitre 37 **Produits photographiques et cinématographiques**

37.01-37.03	Note : Aucun projet de modification.
37.04	Note : Aucun projet de modification.
37.05-37.06	Note : Aucun projet de modification.
37.07	Note : Aucun projet de modification.

Chapitre 38 **Produits divers des industries chimiques**

3801.10-3801.90	Un changement aux sous-positions 3801.10 à 3801.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
3802.10-3802.90	Un changement aux sous-positions 3802.10 à 3802.90 de toute autre position; ou Un changement aux sous-positions 3802.10 à 3802.90 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 38.02, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
38.03-38.04	Un changement à la position 38.03 ou 38.04 de toute autre position, y compris une autre position à l'intérieur de ce groupe.

3805.10-3805.90	Un changement aux sous-positions 3805.10 à 3805.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
3806.10-3806.90	Un changement aux sous-positions 3806.10 à 3806.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
38.07	Un changement à la position 38.07 de toute autre position.
38.08	Note : Aucun projet de modification.
3809.10	Un changement à la sous-position 3809.10 de toute autre sous-position, à l'exception de la sous-position 3505.10; ou Un changement à la sous-position 3809.10 de la sous-position 3505.10, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
3809.91-3809.92	Un changement à la sous-position 3809.91 ou 3809.92 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.
3809.93	Un changement à la sous-position 3809.93 de toute autre position; ou Un changement à la sous-position 3809.93 de toute autre sous-position à l'intérieur de la position 38.09, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
3810.10-3810.90	Un changement aux sous-positions 3810.10 à 3810.90 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou Un changement aux sous-positions 3810.10 à 3810.90 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
Note : Aucun changement de fond.	
3811.11-3811.19	Un changement aux sous-positions 3811.11 à 3811.19 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou Un changement aux sous-positions 3811.11 à 3811.19 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à : a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.
Note : Aucun changement de fond.	
3811.21-3811.29	Un changement aux sous-positions 3811.21 à 3811.29 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3811.90 Un changement à la sous-position 3811.90 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement à la sous-position 3811.90 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3812.10-3812.30 Un changement aux sous-positions 3812.10 à 3812.30 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement aux sous-positions 3812.10 à 3812.30 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

38.13-38.14 Un changement à la position 38.13 ou 38.14 de toute autre position, y compris une autre position à l'intérieur de ce groupe.

3815.11-3815.90 Un changement aux sous-positions 3815.11 à 3815.90 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

38.16 Un changement à la position 38.16 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement à la position 38.16 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3817.10-3817.20 Un changement aux sous-positions 3817.10 à 3817.20 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

38.18-38.19 Un changement à la position 38.18 ou 38.19 de toute autre position, y compris une autre position à l'intérieur de ce groupe.

38.20 Un changement à la position 38.20 de toute autre position, à l'exception de la sous-position 2905.31 ou 2905.49; ou

Un changement à la position 38.20 de la sous-position 2905.31 ou 2905.49, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

38.21 Un changement à la position 38.21 de toute autre position, à l'exception de la position 35.03; ou

Un changement à la position 38.21 de la position 35.03, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

38.22

Un changement à la position 38.22 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement à la position 38.22 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.

3823.10-3823.20

Un changement à la sous-position 3823.10 ou 3823.20 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3823.30

Un changement à la sous-position 3823.30 de toute autre sous-position, à l'exception de la position 28.49; ou

Un changement à la sous-position 3823.30 de la position 28.49, qu'il y ait ou non également un changement de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

3823.40-3823.60

Un changement aux sous-positions 3823.40 à 3823.60 de toute autre sous-position, y compris une autre sous-position à l'intérieur de ce groupe.

3823.90

Un changement à la sous-position 3823.90 de tout autre chapitre, à l'exception des chapitres 28 à 38; ou

Un changement à la sous-position 3823.90 de toute autre sous-position des chapitres 28 à 38, qu'il y ait ou non également un changement de tout autre chapitre, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à :

- a) 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée, ou
- b) 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée.

Note : Aucun changement de fond.





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 17, 1995

Ottawa, le 17 mars 1995

Subject

Frozen Shrimps Tariff Item No. 0306.13.00

Frozen shrimp, classified under tariff item No. 0306.13.00, must be classified correctly at the statistical level [ss].

It has come to the Department's attention that some shipments of frozen shrimp are being erroneously classified at the statistical level. For example, frozen shrimp, in shell, have been accounted for under classification No. 0306.13.00.90, which provides for shrimp **not** in shell. However, depending on the number of shrimp per kg., frozen shrimp, in shell, are classified under one of the following classification numbers:

- 0306.13.00 -- Shrimps
----- In shell:
- 11 ----- Numbering less than 33 per kg
 - 12 ----- Numbering 33-45 per kg
 - 13 ----- Numbering 46-55 per kg
 - 14 ----- Numbering 56-66 per kg
 - 15 ----- Numbering 67-88 per kg
 - 16 ----- Numbering 89-110 per kg
 - 17 ----- Numbering 111-132 per kg
 - 18 ----- Numbering 133-154 per kg
 - 19 ----- Numbering more than 154 per kg

Statistics Canada's mandate is to compile, analyse and make available consistent, integrated and timely estimates of Canada's merchandise trade on imports and exports by partner country and by commodity. These statistics are used in the formulation of trade and budgetary policies. Governments, importers, exporters, manufacturers and shipping companies rely on these trade statistics. Therefore, it is critical that

Objet

Crevettes congelées numéro tarifaire 0306.13.00

Les crevettes congelées, qui sont classées en vertu du numéro tarifaire 0306.13.00, doivent être classées correctement au niveau statistique [ss].

Le Ministère a été informé du fait que certaines expéditions de crevettes congelées sont classées erronément au niveau statistique. À titre d'exemple, les crevettes congelées en coquilles ont été déclarées en détail en vertu du numéro de classement 0306.13.00.90 qui prévoit les crevettes décortiquées (**non** en coquilles). Toutefois, selon la quantité de crevettes par kg, les crevettes congelées en coquilles sont classées en vertu d'un des numéros de classement suivants :

- 0306.13.00 -- Crevettes
----- En coquilles :
- 11 ----- En nombre de moins de 33 par kg
 - 12 ----- En nombre de 33 à 45 par kg
 - 13 ----- En nombre de 46 à 55 par kg
 - 14 ----- En nombre de 56 à 66 par kg
 - 15 ----- En nombre de 67 à 88 par kg
 - 16 ----- En nombre de 89 à 110 par kg
 - 17 ----- En nombre de 111 à 132 par kg
 - 18 ----- En nombre de 133 à 154 par kg
 - 19 ----- En nombre de plus de 154 par kg

Statistique Canada a reçu le mandat de compiler, d'analyser et de rendre disponible des calculs approximatifs uniformes, intégrés et à jour du commerce des marchandises du Canada sur les importations et les exportations par pays partenaire et par marchandise. On se sert de ces statistiques pour formuler des politiques commerciales et budgétaires. Les gouvernements, les importateurs, les exportateurs,

importers report their goods by using the tariff classification number that accurately describes their product on importation.

les fabricants ainsi que les sociétés expéditrices se fient à ces statistiques commerciales. Donc, il est indispensable que les importateurs fassent un compte rendu de leurs marchandises en se servant du numéro de classement tarifaire qui décrit exactement leur produit à l'occasion de l'importation.

Any questions concerning the above should be directed to:

Pour toute question relative à ce qui précède, veuillez vous adresser à :

Revenue Canada
Consumer and Industrial Products
Tariff Programs
Trade Administration Branch
Food Products Unit
Connaught Building
MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Revenu Canada
Produits industriels et biens de consommation
Programmes tarifaires
Direction générale de l'administration
des politiques commerciales
Unité des produits alimentaires
Édifice Connaught
Avenue MacKenzie
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 954-7014
Facsimile: (613) 954-9646

Téléphone : (613) 954-7014
Télécopieur : (613) 954-9646





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, March 27, 1995

Ottawa, le 27 mars 1995

Subject

Tariff Classification of Front-Mount Mowers

The following information will clarify the Department's administrative policy on the tariff classification of front-mount mowers.

Legislation

87.01		Tractors (other than tractors of heading No. 87.09)
8701.90	-	Other
	---	Powered by an internal combustion engine
8701.90.19	----	Other

Administrative Policy

As a result of the decisions of the Canadian International Trade Tribunal in appeals AP-93-311 and AP-93-388, the Department now holds that front-mount mowers, less the mower deck, to be classified under tariff item No. 8701.90.19 as tractors. As this administrative change is effective December 14, 1994, no re-determination of the tariff classification of front-mount mowers will be made on importations made prior to the mentioned date unless the requests have been filed within the prescribed time limit.

The mower decks for the above-noted tractors are classified under tariff item No. 8433.19.00 as other mowers for lawns, parks or sports-grounds.

Objet

Classement tarifaire des tondeuses à attelage frontal

Les renseignements suivants apporteront des éclaircissements à la politique administrative du Ministère en ce qui concerne le classement tarifaire des tondeuses à attelage frontal.

Législation

87.01		Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 87.09)
8701.90	-	Autres
	---	Actionnés par un moteur à combustion interne
8701.90.19	----	Autres

Politique administrative

Par suite des décisions du Tribunal canadien du commerce extérieur dans les appels AP-93-311 et AP-93-388, le Ministère considère maintenant que les tondeuses à attelage frontal, y excluant le dispositif de coupe, sont classées en vertu du numéro tarifaire 8701.90.19 en tant que tracteurs. Étant donné que cette modification administrative est entrée en vigueur le 14 décembre 1994, aucune révision du classement tarifaire des tondeuses à attelage frontal ne sera effectuée dans le cas des importations faites avant la date mentionnée, à moins que les demandes aient été présentées dans le délai réglementaire.

Les dispositifs de coupe pour les tracteurs susmentionnés sont classés en vertu du numéro tarifaire 8433.19.00 en tant qu'autres tondeuses à gazon.

It should be noted that this tariff classification policy relating to front-mount mowers in **no manner** changes, alters or supersedes the tariff classification policy relating to **lawn tractors and garden tractors outlined in Customs Notice N-707 dated June 17, 1992**, which specifically excluded front-mount mowers.

Lawn tractors, as specified in Customs Notice N-707, remain classified under tariff item No. 8433.11.00 as mowers powered, with the cutting device rotating in a horizontal plane for lawns, parks or sports-grounds and are subject to the applicable rates of duty.

Any questions concerning this matter should be directed to:

Ron Sorobey
Tariff Administrator
Consumer and Industrial Products
Unit 4A
Tariff Programs
Trade Administration Branch
Revenue Canada
6th floor
Connaught Building
555 MacKenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 954-6897
Facsimile: (613) 954-9646

Il convient de noter que cette politique de classement tarifaire relatives aux tondeuses à attelage frontal ne change, ne modifie ou ne remplace et annule **d'aucune façon** la politique de classement tarifaire relative aux **tracteurs à gazon (tondeuse à gazon) et aux tracteurs de jardin décrite dans l'Avis des douanes N-707 du 17 juin 1992**, qui excluait de façon précise les tondeuses à attelage frontal.

Les tracteurs à gazon (tondeuses à gazon), comme il est précisé dans l'Avis des douanes N-707, restent classés en vertu du numéro tarifaire 8433.11.00 en tant que tondeuses à gazon à moteur, dont le dispositif de coupe tourne dans un plan horizontal, pour les pelouses, les parcs et les terrains d'activités sportives, et ils sont assujettis aux taux de droit applicable.

Pour obtenir de plus amples renseignements à cet égard, veuillez communiquer avec :

Ron Sorobey
Administrateur du Tarif
Produits industriels et biens de consommation
Unité 4A
Programmes tarifaires
Direction générale de l'administration des
politiques commerciales
Revenu Canada
Édifice Connaught
555, avenue MacKenzie
6^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 954-6897
Télécopieur : (613) 954-9646



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, April 3, 1995

Ottawa, le 3 avril 1995

Subject

Oil and Gas Well Casing



Objet

Caissons pour puits de pétrole et de gaz

This is to advise that the Department has concluded its reinvestigation of normal values and export prices of certain oil and gas well casing originating in or exported from the Republic of Korea and the United States of America.

This reinvestigation was conducted pursuant to the *Special Import Measures Act* as part of the Department's enforcement of a Canadian International Trade Tribunal (CITT) finding. These goods are properly classified under the following Harmonized System tariff numbers:

7304.20.10
 7304.20.90
 7305.20.00
 7306.20.00

Normal values have been issued to exporters who provided complete responses. Where an exporter did not provide a submission, normal values will be established pursuant to a ministerial specification and will be based on the export price advanced by 67%. These values will be applicable to those goods released from Revenue Canada's possession on or after April 3, 1995.

In order to determine their liability for anti-dumping duty, importers of subject goods should contact their suppliers to determine whether specific normal values or advances over export prices will be applied to importations of subject goods. Importers can obtain normal values from the exporter or from the Department according to Memorandum D14-1-2, *Disclosure of Normal Value and Export Price Established under*

La présente vous avise que le Ministère a terminé une nouvelle enquête sur les valeurs normales et les prix à l'exportation de certains caissons pour puits de pétrole et de gaz, originaires ou exportés de la République de Corée et des États-Unis d'Amérique.

La nouvelle enquête a été effectuée en vertu de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* et fait partie de l'exécution par le Ministère d'une décision rendue par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE). Ces marchandises sont dûment classées sous les numéros tarifaires suivants du Système harmonisé :

7304.20.10
 7304.20.90
 7305.20.00
 7306.20.00

Les valeurs normales ont été émises aux exportateurs qui ont fourni des réponses complètes. Pour les exportateurs qui n'ont pas fourni de réponse, les valeurs normales seront établies selon une prescription ministérielle. Cette prescription ministérielle prévoit que les prix à l'exportation haussés de 67 % constitueront les valeurs normales. Ces valeurs seront en vigueur pour les marchandises en cause dédouanées par le Ministère à partir du 3 avril 1995.

Afin de déterminer leur assujettissement aux droits antidumping, les importateurs des marchandises en cause doivent communiquer avec leurs fournisseurs afin d'établir si des majorations du prix à l'exportation ont été déterminées ou s'ils ont des valeurs normales particulières. Les importateurs peuvent obtenir les valeurs normales de l'exportateur ou du Ministère en conformité avec le Mémoire D14-1-2,

the Special Import Measures Act to Importers. Importers are cautioned that new normal values may be higher than those currently in effect which may result in additional assessments of anti-dumping duty.

Importers are reminded that it is their responsibility to calculate and declare their anti-dumping duty liability. If importers are using the services of a customs broker to clear importations, the brokerage firm should be advised that the goods are subject to anti-dumping action and provided with the information necessary to clear the shipments.

Should the importer disagree with the determination made on any importation of goods, a request for redetermination may be filed with the Director General, Anti-dumping and Countervailing Division. Such a request must be received within 90 days from the making of the determination, in the form and manner outlined in Memorandum D14-1-3, *Redetermination of Goods under the Special Import Measures Act*.

Any questions concerning the above should be directed to:

Revenue Canada
Anti-dumping and Countervailing
Division
Ottawa ON K1A 0L5

Officers: Brian Hodgson
(613) 954-7237

Iqbal Motani
(613) 954-7249

Divulgarion aux importateurs de la valeur normale et du prix à l'exportation établis en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation. Les importateurs sont priés de noter que les nouvelles valeurs normales pourraient être plus élevées que celles qui sont présentement en vigueur, ce qui pourrait mener à des cotisations supplémentaires des droits antidumping.

Nous rappelons aux importateurs qu'il leur incombe de calculer et de déclarer les droits antidumping auxquels ils sont assujettis. Si les importateurs ont recours aux services d'un courtier en douane, ce dernier doit être avisé que les marchandises sont assujetties à des mesures antidumping et les renseignements nécessaires au dédouanement de ces marchandises doivent leur être fournis.

Si l'importateur conteste la décision rendue pour une importation quelconque, il doit présenter une demande de réexamen au Directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs. Cette demande doit être reçue dans les 90 jours qui suivent la date de la décision, selon les modalités prescrites dans le Mémoire D14-1-3, *Révision des marchandises en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenu Canada
Division des droits antidumping
et compensateurs
Ottawa ON K1A 0L5

Agent : Guy Bisson
(613) 941-8748





CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, April 6, 1995

Ottawa, le 6 avril 1995

Subject

Tariff Classification of Alcoholic Stomach Bitters

Objet

Classement tarifaire des amers alcooliques

This Customs Notice clarifies the tariff classification of alcoholic stomach bitters.

Cet Avis des douanes apporte des éclaircissements au classement tarifaire des amers alcooliques.

Customs Tariff

22.08 Undenatured ethyl alcohol of an alcoholic strength by volume of less than 80% vol; spirits, liqueurs and other spirituous beverages; compound alcoholic preparations of a kind used for the manufacture of beverages.

30.04 Medicaments (excluding goods of heading No. 30.02, 30.05 or 30.06) consisting of mixed or unmixed products for therapeutic or prophylactic uses, put up in measured doses or in forms or packings for retail sale.

Tarif des douanes

22.08 Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80 % vol; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses; préparations alcooliques composées des types utilisés pour la fabrication des boissons.

30.04 Médicaments (à l'exclusion des produits des n^{os} 30.02, 30.05 ou 30.06) constitués par des produits mélangés ou non mélangés, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses ou conditionnés pour la vente au détail.

Commodity Description

These liquid products range in colour from clear amber to dark brown and are based on extracts of plants, fruit concentrates, lecithin and other chemicals. Vitamins, mineral compounds and other food supplements may also be added. They may also be sweetened or flavoured. However, they all have a bitter aftertaste. While the ingredient list may vary considerably, these products all contain significant quantities of ethyl alcohol (usually from 20 to 40%).

Description du produit

La couleur de ces produits liquides varie entre l'ambre clair et le brun foncé, et ces produits sont à base d'extraits de plantes, de concentrés de fruits, de lécithines et d'autres produits chimiques. Des vitamines, des composés de minéraux ainsi que d'autres suppléments alimentaires peuvent également être ajoutés. Ils peuvent aussi être sucrés ou aromatisés. Toutefois, ils ont tous un arrière-goût amer. Bien que la liste d'ingrédients puisse varier considérablement, ces produits contiennent tous des quantités considérables d'alcool éthylique (habituellement de 20 à 40 %).

Stomach bitters are sometimes known as herbal or folk remedies and are usually associated with the traditional medicine of various European cultures. They are simply referred to as bitters or may have the word bitter somewhere in their name. They are often sold over the counter in pharmacies or natural food stores in some provinces, while in other provinces they are sold through the provincial liquor commissions.

Guidelines

These products are precluded from heading No. 30.04 of Schedule I of the *Customs Tariff* because they have no indication, as to use, for the prevention or treatment of any disease or ailment (paragraphs (a) and (b) on page 438 and the exclusionary paragraphs on page 439 of the Explanatory Notes). All stomach bitters are to be classified under tariff item No. 2208.90.99 in accordance with the Explanatory Notes to heading No. 22.08, part (c), item (14), page 169.

Stomach bitters are subject to a rate of duty of 19.19 cents per litre of absolute ethyl alcohol under the *Most-Favoured-Nation Tariff*. Pursuant to section 20 of the *Customs Tariff*, these products are also subject to an additional customs duty that is equal to the domestic excise duty on products containing ethyl alcohol. Depending on the potability of the product, the additional customs duty may be either \$0.58 per litre of absolute ethyl alcohol for non-potable products or \$11.066 per litre of absolute ethyl alcohol for those brands that are considered to be potable. There is also a further rate of additional customs duty of \$0.12 per litre of absolute ethyl alcohol, regardless of potability.

The customs duty and additional customs duty that are payable on these products are calculated only on that portion of the product that represents pure ethyl alcohol. For example, the additional customs duty on potable stomach bitters is \$11.066 per litre of absolute ethyl alcohol. A litre of a product that is 25% ethyl alcohol, by volume, would be subject to a rate of additional customs duty of $\$11.066 \times 0.25 = \2.77 .

Les amers alcooliques sont connus comme étant des remèdes folkloriques ou à base de plantes et sont habituellement associés à la médecine traditionnelle de différentes cultures d'Europe. On les désigne simplement sous le nom d'amers (le mot amer figure parfois dans leur nom). Souvent distribués en vente libre dans les pharmacies ou les magasins d'aliments naturels de certaines provinces, ils sont vendus dans d'autres provinces par l'entremise des régies provinciales des alcools.

Lignes directrices

Ces produits sont exclus de la position 30.04 de l'annexe I du *Tarif des douanes* étant donné qu'ils n'ont pas d'indications relatives à la prévention ou au traitement d'une maladie (les alinéas a) et b) à la page 438 de même que les alinéas d'exclusion des Notes explicatives, à la page 439). Tous les amers alcooliques doivent être classés en vertu du numéro tarifaire 2208.90.99 et ce, conformément aux Notes explicatives de la position 22.08, partie c), article 14, à la page 169.

Ils sont assujettis au taux de droit de 19,19¢/litre d'alcool éthylique absolu en vertu du *Tarif de la nation la plus favorisée*. Conformément à l'article 20 du *Tarif des douanes*, ces produits sont également assujettis à un droit de douane supplémentaire d'un montant égal à celui des droits d'accise du pays sur les produits contenant de l'alcool éthylique. Selon qu'il s'agisse d'alcool de bouche ou non de bouche, le droit de douane supplémentaire peut être de 0,58 \$/litre d'alcool éthylique absolu quant à l'alcool non de bouche, ou de 11,066 \$/litre d'alcool éthylique absolu pour ce qui est des marques qui sont considérées comme de l'alcool de bouche. S'ajoute en plus un taux de droit de douane supplémentaire de 0,12 \$/litre d'alcool éthylique absolu, qu'il s'agisse d'alcool de bouche ou non de bouche.

Le droit de douane et le droit de douane supplémentaire qui sont payables sur ces produits, sont calculés seulement sur la portion du produit que représente l'alcool éthylique absolu. À titre d'exemple, le droit de douane supplémentaire sur les produits d'alcool de bouche désignés sous le nom de «stomach bitters» est de 11,066 \$/litre d'alcool éthylique absolu. Un litre du produit d'un titre alcoométrique volumique de 25 % serait assujetti à un taux de droit de douane supplémentaire de $11,066 \$ \times 0,25 = 2,77 \$$.

Additional Information

All importers of these products and other similar products, known variously as tonics, remedies, elixirs, extracts, etc., who do not have a National Customs Ruling (NCR) for their products, are strongly urged to submit a request for an NCR to the nearest Trade Administration Services office of Revenue Canada. A sample of the product must be provided with the request. Upon receipt of these samples, regional offices will forward the samples to the Laboratory and Scientific Services Directorate for an analysis of the potability of the product.

Please direct any questions about this Customs Notice either to the Trade Administration Services of the nearest Revenue Canada office or to:

Don Gibbons
Tariff Programs
Trade Administration
Branch
Revenue Canada
6th floor
Connaught Building
555 Mackenzie Avenue
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 954-7019
Facsimile: (613) 954-9646

Renseignements supplémentaires

Il est fortement recommandé à tous les importateurs de ces produits ou produits similaires (connus sous le nom de toniques, remèdes, élixirs, etc.), qui n'ont pas de Décision nationale des douanes (DND) pour ces produits, de présenter une demande de DND au bureau le plus proche des Services de l'administration des politiques commerciales de Revenu Canada. Il faut fournir un échantillon du produit avec la demande. À la réception de ces échantillons, les bureaux régionaux les achemineront à la Direction des travaux scientifiques et de laboratoire pour qu'une analyse soit effectuée afin de déterminer s'il s'agit d'un produit d'alcool de bouche ou non de bouche.

Si vous avez des questions sur le contenu de cet Avis des douanes, veuillez communiquer avec le bureau le plus proche des Services de l'administration des politiques commerciales de Revenu Canada ou avec :

Don Gibbons
Programmes tarifaires
Direction générale de l'administration des
politiques commerciales
Revenu Canada
Édifice Connaught
555, avenue Mackenzie
6^e étage
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 954-7019
Télécopieur : (613) 954-9646



Attention: Anti-dumping and Countervailing Division

À l'attention de la Division des droits antidumping
et compensateurs

Officers: R.D. Cousineau or D.B. Edwards

Agents : R.D. Cousineau ou D.B. Edwards

Telephone: (613) 954-7243 or 952-1061

Téléphone : (613) 954-7243 ou 952-1061

Facsimile: (613) 941-2612

Télécopieur : (613) 941-2612

April 3, 1995



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Le 3 avril 1995



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, April 18, 1995

Ottawa, le 18 avril 1995

Subject

Foods and Products Imported for Use during the Passover Festival under the Provisions of the *Passover Products Remission Order*, P.C. 1990-2849

Objet

Aliments et produits importés pour être utilisés durant la fête de la pâque en vertu des dispositions du *Décret de remise sur les produits de la pâque*, C.P. 1990-2849

Please be advised of the recent changes regarding the *Passover Products Remissions Order* (PPRO). With the implementation of the *World Trade Organization Agreement Implementation Act* on January 1, 1995, a number of changes are being incorporated into an updated Memorandum D8-3-6, *Passover Products Remission Order*. The importation procedure for Kosher oleomargarine has changed.

La présente a pour but de vous informer des récentes modifications en ce qui concerne le *Décret de remise sur les produits de la pâque* (DRPP). Dans le cadre de la mise en oeuvre de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce* à compter du 1^{er} janvier 1995, une certaine quantité de modifications sont en train d'être incorporées dans le *Mémoire D8-3-6, Décret de remise sur les produits de la pâque*, mis à jour. La procédure concernant l'importation de l'oléomargarine Kosher a été modifiée.

BACKGROUND TO THE PPRO

The PPRO provides for relief from the customs duties and taxes payable on Passover foods and products of a class not available in Canada. These products must be imported during the period commencing two months before the eve of the first day of that holiday and ending on the last day of that holiday. Therefore, importations for the 1995 Passover Festival will take place from February 14 through April 22, 1995. There is no quota on the quantity of products (excluding Kosher oleomargarine) that may be granted relief; however, they must be marked as Passover products in accordance with the Guidelines and General Information section of Memorandum D8-3-6.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE DÉCRET DE REMISE SUR LES PRODUITS DE LA PÂQUE

Le DRPP prévoit l'exonération des droits de douane et des taxes payables sur les aliments et produits de la pâque d'une catégorie non disponible au Canada. Les produits doivent être importés pendant la période commençant deux mois avant la veille du premier jour de cette fête et se terminant le dernier jour de cette fête. Donc, la période d'importation pour la fête de la pâque 1995 sera du 14 février 1995 jusqu'au 22 avril 1995. Il n'y a pas de contingent sur la quantité de produits (excluant l'oléomargarine Kosher) qui peuvent être accordés l'exonération. Toutefois, ils doivent être identifiés en tant que produits de la pâque conformément à la section des Lignes directrices et renseignements généraux du *Mémoire D8-3-6*.

REPEAL OF MARGARINE IMPORT PROHIBITION

Under GATT 1994, Canada has replaced the import prohibition on margarine with a tariff rate quota. This means imports of margarine within the quota will be assessed low rates of customs duty, while imports of margarine over the quota will be subject to high rates of customs duty.

Importation of margarine was prohibited until December 31, 1994, under the provisions of tariff code 9954 of Schedule VII to the *Customs Tariff*. Duty-free importation of 22,680 kg of Kosher oleomargarine per annum for use during the Passover Festival has been allowed under the PPRO. This amount was permitted importation under the *Consolidated Regulations of Canada*, Chapter 540, as amended by Order in Council P.C. 1987-2748, dated December 31, 1987. On January 1, 1995, with the implementation of the *World Trade Organization Agreement Implementation Act*, tariff code 9954 was repealed. Oleomargarine was placed on the Import Control List under the authority of paragraph 5(1)(a) and section 5.3 of the *Export and Import Permits Act*. Therefore, all imports will require an import permit.

“WITHIN ACCESS” OR “OVER ACCESS” COMMITMENT

Since margarine is subject to a tariff rate quota, two different tariff items under Schedule I to the *Customs Tariff* have been created in order to classify Kosher oleomargarine, along with regular margarine, as either “within access commitment” or “over access commitment”. All “within access commitment” Kosher oleomargarine is classified under tariff item No. 1517.10.10, subject to low rate of duty and requires an import permit issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade (FAIT). “Over access commitment” Kosher oleomargarine is classified under tariff item No. 1517.10.20, subject to a high rate of duty and does not require issuance of an import permit by FAIT. A General Import Permit (GIP) No. 100 allows the importation of “over access commitment” margarine.

ANNULATION DE L'INTERDICTION D'IMPORTATION QUI S'APPLIQUAIT À LA MARGARINE

Aux termes du GATT de 1994, le Canada a remplacé l'interdiction d'importation qui s'appliquait à la margarine par un contingent tarifaire, ce qui veut dire que les importations de margarine dans les limites de l'engagement d'accès seront assujetties à des taux de droits de douane inférieurs, tandis que les importations au-dessus de l'engagement d'accès seront assujetties à des taux de droits de douane supérieurs.

L'importation de l'oléomargarine a été interdite jusqu'au 31 décembre 1994 et ce, en vertu des dispositions du code tarifaire 9954 de l'Annexe VII du *Tarif des douanes*. L'importation en franchise des droits de 22 680 kg d'oléomargarine Kosher par année devant servir durant la fête de la pâque a été permise en vertu du DRPP. On a autorisé l'importation de ce montant en vertu de la *Codification des règlements du Canada*, Chapitre 540, dans sa forme modifiée par le Décret du conseil C.P. 1987-2748, du 31 décembre 1987. Le 1^{er} janvier 1995, dans le cadre de la mise en oeuvre de la *Loi de la mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce*, le code tarifaire 9954 a été abrogé. L'oléomargarine a été ajoutée à la Liste de marchandises d'importation contrôlée en vertu de l'alinéa 5(1)a) et de l'article 5.3 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Donc, toutes les importations nécessiteront une licence d'importation.

«DANS LES LIMITES» OU «AU-DESSUS» DE L'ENGAGEMENT D'ACCÈS

Étant donné que l'oléomargarine est assujettie aux contingents tarifaires, deux différents numéros tarifaires en vertu de l'Annexe I du *Tarif des douanes* ont été créés pour classer l'oléomargarine Kosher, ainsi que la margarine régulière, soit «dans les limites de l'engagement d'accès» soit «au-dessus de l'engagement d'accès». Toute la margarine Kosher dans les limites de l'engagement d'accès est classée en vertu du numéro tarifaire 1517.10.10, est assujettie à un taux de droit inférieur et nécessite une licence d'importation délivrée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (AECI). L'oléomargarine Kosher au-dessus de l'engagement d'accès est classée en vertu du numéro tarifaire 1517.10.20, est assujettie à un taux de droit supérieur et ne nécessite pas la délivrance d'une licence d'importation par l'AECI. La licence générale d'importation (LGI) n° 100 permet l'importation de la margarine au-dessus de l'engagement d'accès.

PPRO AMENDMENTS

The PPRO is being amended to refer specifically and only to Kosher oleomargarine classified under tariff item No. 1517.10.10. Also, this Order has been amended to limit the amount of Kosher oleomargarine on which remission may be granted to 50,000 kg per Passover Festival.

APPLICATION FOR PERMITS**Kosher Oleomargarine Allocation**

Importers will continue to apply to Revenue Canada by January 1 each year for their allocation of the 50,000 kg of Kosher oleomargarine eligible for relief from the duties and taxes. Revenue Canada will allocate the 50,000 kg equally among all applicants, as in the past. A list of applicants, as well as the quantity allocated to each will be provided to FAIT. Permits for the Kosher oleomargarine will be issued by FAIT based on Revenue Canada's allocations. These import permits will be sent directly from FAIT to the applicants. An approximate fee of \$17 is levied for each permit issued in accordance with the *Export and Import Permits and Certificates Fees Order*.

The total amount of Kosher oleomargarine available for distribution for the purposes of the PPRO is allocated by Revenue Canada in a single annual distribution. Therefore, while additional importations of margarine are permitted, Revenue Canada will not be in a position to entertain any request for additional authorization under the Order.

Import Permits for Other Margarine

All importations of margarine in excess of the 50,000 kg of Kosher oleomargarine will require the issuance of import permits by FAIT in order to be classified as "within access commitment" margarine. Permits to import this margarine will be granted on first-come-first-served basis. A General Import Permit (GIP) No. 100 allows the importation of unlimited quantities of "over access commitment" high rate of duty margarine. This excess margarine will not be eligible for relief of duty.

MODIFICATIONS APPORTÉES AU DRPP

Le DRPP est en train d'être modifié pour se rapporter explicitement et seulement à l'oléomargarine Kosher classée en vertu du numéro tarifaire 1517.10.10. De plus, ce décret a été modifié pour limiter la quantité d'oléomargarine Kosher sur laquelle la remise peut être accordée à 50 000 kg par fête de la pâque.

DEMANDES DE LICENCES**Part d'oléomargarine Kosher**

Les importateurs continueront de demander à Revenu Canada avant le 1^{er} janvier chaque année leur part des 50 000 kg d'oléomargarine Kosher, qui est admissible à l'exonération de droits et de taxes. Revenu Canada s'occupera de distribuer également les 50 000 kg entre tous les demandeurs, comme par le passé, et il fournira la liste des demandeurs, ainsi que la quantité qui a été distribuée à chacun, à l'AECL. Les licences d'importation concernant l'oléomargarine Kosher seront délivrées par l'AECL, et ceci en conformité avec la distribution effectuée par Revenu Canada. Les licences seront expédiées directement de l'AECL aux requérants. Des droits d'environ 17 \$ seront acquittés pour chaque licence qui est délivrée conformément au *Décret concernant les droits relatifs aux licences et aux certificats en matière d'exportation et d'importation*.

La quantité totale d'oléomargarine Kosher qui est disponible pour être distribuée aux fins du DRPP est répartie par Revenu Canada dans une seule distribution annuelle. Donc, bien que des importations supplémentaires de margarine soient permises, Revenu Canada ne sera pas en mesure de considérer n'importe quelle demande d'autorisation supplémentaire en vertu du décret.

Licences d'importation pour d'autre margarine

Toutes les importations de margarine qui dépassent les 50 000 kg d'oléomargarine Kosher nécessiteront la délivrance de licences d'importation par l'AECL pour être classées en tant que margarine dans les limites de l'engagement d'accès. Les licences pour importer cette margarine seront délivrées selon le principe du premier arrivé, premier servi. La licence générale d'importation (LGI) n° 100 permet l'importation de quantités illimitées de margarine au-dessus de l'engagement d'accès à un taux de droit supérieur. Cette margarine excédentaire ne sera pas admissible à l'exonération de droits.

For more information on the issuance of import permits, please contact:

Department of Foreign Affairs and International Trade
Export and Import Controls Bureau
P. O. Box 481, Station A
Ottawa ON K1N 9K6

Attention: Mr. Richard Bertrand

Telephone: (613) 996-2594

Facsimile: (613) 996-0612

ACCOUNTING DOCUMENT

A copy of the letter from Revenue Canada, Remissions Policy Unit, informing applicants of their allocation of the Kosher oleomargarine quota and the import permit authorizing the importation of that amount must be submitted to customs at the time of release of the Kosher oleomargarine. As well, because both Order in Council P.C. 1990-2849 and the import permit number must be quoted on each accounting document (in Field 26 of Form B 3, *Canada Customs Coding Form*), two lines will be required for the "within access commitment" margarine.

The first line will detail all of the data using the actual value for duty and the OIC number in Field 26. The second line will detail the same quantity and classification number data as the previous line, but the value for duty will be input as zero (to ensure no additional duty and taxes are calculated) and the import permit number will be input in Field 26.

IMPORTING OTHER FOODS OR PRODUCTS UNDER THE PPRO

All importation of foods and products (excluding Kosher oleomargarine) listed in the Guidelines and General Information section of Memorandum D8-3-6 may be imported into Canada during the period previously mentioned. There is no quota on the quantity imported. As well, these products **do not require** import permits.

Pour de plus amples renseignements concernant la délivrance de licences d'importation, veuillez communiquer avec le :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation
C.P. 481, Succursale A
Ottawa ON K1N 9K6

À l'attention de M. Richard Bertrand

Téléphone : (613) 996-2594

Télécopieur : (613) 996-0612

DOCUMENT DE DÉCLARATION EN DÉTAIL

Une copie de la lettre de Revenu Canada, Unité de la politique des remises, informant les demandeurs de leur part du contingent d'oléomargarine Kosher ainsi qu'une licence d'importation autorisant l'importation de cette quantité doivent être présentées aux douanes au moment du dédouanement de l'oléomargarine Kosher. De plus, étant donné que le Décret du conseil C.P. 1990-2849 de même que le numéro de la licence d'importation doivent être indiqués sur chaque document de déclaration en détail dans la zone 26 du formulaire B 3, *Douanes Canada — Formule de codage*, deux lignes seront exigées pour la margarine «dans les limites de l'engagement d'accès».

La première ligne exposera en détail toutes les données en utilisant la véritable valeur en douane et elle indiquera le numéro du décret du conseil dans la zone 26. La deuxième ligne exposera en détail les données sur la même quantité et le même classement que la ligne précédente, mais la valeur en douane sera entrée comme zéro (afin de s'assurer qu'il n'y a pas de droits et de taxes supplémentaires qui sont calculés) et le numéro de la licence d'importation sera entré dans la zone 26.

IMPORTATION D'AUTRES ALIMENTS ET PRODUITS EN VERTU DU DRPP

Tous les aliments et produits (excluant l'oléomargarine Kosher) énumérés dans la section des Lignes directrices et renseignements généraux du Mémoire D8-3-6 peuvent être importés au Canada au cours de la période déjà mentionnée. Il n'y a pas de contingent sur la quantité importée. De plus, ces produits **ne nécessitent pas** de licences d'importation.

MARKING

The packages containing the foods or products must be clearly marked by one of the following:

- the symbol "uP"; or
- "Kosher Lepasach"; or
- "for Passover" or similar wording which would leave no doubt that the products is for use during the Passover Festival.

GENERAL INFORMATION CONTACTS

For further information on the PPRO or any other subjects covered in this Customs Notice, please contact David W. Hotchkiss at (613) 954-6878 or Stéphane Doucet at (613) 954-6883, or write to:

Revenue Canada
Trade Administration Branch
Tariff Programs Division
Ottawa ON K1A 0L5

Attention: Remissions Policy Unit

Facsimile: (613) 952-3971

MARQUAGE

Les emballages contenant les aliments ou produits doivent être identifiés clairement par une des marques suivantes :

- le symbole «uP»;
- «Kosher Lepasach»;
- «pour la pâque» ou un terme semblable qu'il n'y a pas de doute que le produit doit servir pour la fête de la pâque.

PERSONNES-RESSOURCES AVEC LESQUELLES IL FAUT COMMUNIQUER POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Pour de plus amples renseignements à propos du DRPP ou de n'importe quels autres sujets abordés dans le présent Avis des douanes, veuillez communiquer avec David W. Hotchkiss en composant le (613) 954-6878. Vous pouvez également rejoindre Stéphane Doucet en composant le (613) 954-6883. De plus, vous pouvez écrire à :

Revenu Canada
Direction générale de l'administration des
politiques commerciales
Division des programmes tarifaires
Ottawa ON K1A 0L5

À l'attention de l'Unité de la politique des remises

Télécopieur : (613) 952-3971



1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944



CUSTOMS NOTICE • AVIS DES DOUANES

Ottawa, April 24, 1995

Ottawa, le 24 avril 1995

Subject

Aluminum Wedge Clamps

This is to advise that the Department has initiated a review of the undertaking accepted from American Electric, a Division of F.L. Inc. (now Thomas & Betts Corp.) of the United States of America with respect to certain aluminum wedge clamps originating in or exported from the United States of America.

The products in question are aluminum wedge clamps, assembled or unassembled, with solid stainless steel bails for use on 100% smooth body ACSR type conductors, AWG sizes Nos. 6 to 4/0. The undertaking excludes AWG sizes Nos. 6 to 2 produced by or on behalf of Reliable Power Products, Franklin Park, Illinois, its successors and assigns.

The undertaking in question was accepted on July 31, 1992, according to the undertaking provisions of the *Special Import Measures Act*. The Deputy Minister of National Revenue is required to review an undertaking before the expiration of three years from the date of its acceptance.

This review will determine whether the undertaking continues to serve the purpose for which it was intended. Undertaking prices were updated on March 10, 1995.

Objet

Pinces d'ancrage pour branchement en aluminium

Par la présente, on vous avise que le Ministère a entrepris un examen de l'engagement accepté de la société American Electric, a Division of F.L. Inc. (devenue Thomas & Betts Corp.) des États-Unis d'Amérique, concernant certaines pinces d'ancrage pour branchement en aluminium, originaires ou exportées des États-Unis d'Amérique.

Les produits en question sont des pinces d'ancrage pour branchement, assemblées ou non, en aluminium avec ganse rigide en acier inoxydable pour être utilisées avec une gamme de fils conducteurs de type ACSR à surface lisse à 100 %, de dimensions AWG n^{os} 6 à 4/0. L'engagement exclut les dimensions AWG n^{os} 6 à 2, produites par Reliable Power Products, Franklin Park, Illinois, ses successeurs et cessionnaires ou en leur nom.

L'engagement en question a été accepté le 31 juillet 1992, conformément aux dispositions relatives aux engagements de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*. Le Sous-ministre du Revenu national est tenu d'examiner un engagement dans les trois années suivant la date de son acceptation.

L'examen vise à déterminer si l'engagement a toujours sa raison d'être. Les prix de l'engagement ont été mis à jour le 10 mars 1995.



Notice of the completion of this review will be published in a Customs Notice and the Canada Gazette.

Un avis de la fin de l'examen sera publié dans un Avis des douanes et dans la Gazette du Canada.

Any questions concerning the above should be directed to:

Toute question concernant ce qui précède doit être adressée à :

Revenue Canada
Anti-dumping and Countervailing Directorate
Ottawa ON K1A 0L5

Revenu Canada
Direction des droits antidumping et compensateurs
Ottawa ON K1A 0L5

Officer's Name: Peter Dupuis
Telephone: (613) 954-7378
Facsimile: (613) 954-2510

Nom de l'agent : Peter Dupuis
Téléphone : (613) 954-7378
Télécopieur : (613) 954-2510



